



*VERSION FINALE*

**RELATIONS COMMERCIALES EXISTANTES ET POTENTIELLES ENTRE L'OUEST  
CANADIEN ET L'AMÉRIQUE LATINE**

Préparé pour : Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Préparé par : Barry Brickman, président  
North West International Ltd.

Les sections II.d et III.a ont été fournies par Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, les données sur les difficultés ont été fournies par Bill Ross (Ross & Associates Inc.) et les renseignements sur les possibilités de partenariats ont été fournis par John Treleaven (The Treleaven Consulting Group Ltd.).

Date : 1<sup>er</sup> août 2008.

## TABLE DES MATIÈRES

II.	INTRODUCTION .....	5
II.a.	Objectifs de l'étude .....	5
II.b.	Le Canada et la région de l'ALC : des partenariats qui vont de soi .....	5
II.c.	Accords de libre-échange entre le Canada et les pays de l'ALC .....	6
II.d.	Macroéconomie de l'Amérique latine.....	6
III.	RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'OUEST CANADIEN ET LA RÉGION DE L'ALC .....	7
III.a.	Tendances en matière d'échanges commerciaux.....	7
III.b.	Tendances en matière d'investissement.....	11
IV.	RELATIONS ENTRE L'OUEST CANADIEN ET LA RÉGION DE L'ALC.....	13
IV.a.	Instituts des sciences et de l'innovation de l'Ouest canadien .....	13
IV.b.	Secteur privé .....	16
IV.c.	Associations commerciales .....	17
IV.d.	Gouvernements provinciaux de l'Ouest canadien .....	18
IV.e.	Municipalités.....	20
IV.f.	Établissements d'enseignement .....	20
IV.g.	Autres organisations.....	21
V.	DIFFICULTÉS.....	24
VI.	DÉBOUCHÉS.....	27
VI.a.	Débouchés selon les marchés de la région de l'ALC.....	27
VI.b.	Débouchés dans certains pays de la région de l'ALC.....	29
VI.c.	Débouchés par secteur .....	35
VII.	SCIENCES ET TECHNOLOGIES DANS LA RÉGION DE L'ALC .....	39
VII.a.	Débouchés dans le secteur des sciences et des technologies .....	39
VII.b.	Étude du cas du Chili : Amélioration de la compétitivité grâce à l'innovation .....	40
VII.c.	Domaines de compétences scientifiques dans la région de l'ALC .....	41
VII.d.	Capacité nationale d'innovation dans la région de l'ALC .....	42
VIII.	MESURES POTENTIELLES ET APPROCHES PROPOSÉES .....	43
IX.	CONCLUSION.....	48
	ANNEXE A. STATISTIQUES SUR LE COMMERCE.....	50
	ANNEXE B. ENTREPRISES DE L'OUEST CANADIEN AYANT DES ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'ALC .....	56
	ANNEXE C. DÉBOUCHÉS EN AMÉRIQUE LATINE .....	63
	ANNEXE D. SOURCES D'INFORMATION.....	70
	ANNEXE E. EXPERTS CONSULTÉS .....	77

## I. SOMMAIRE

Le présent rapport vise à donner un aperçu des relations commerciales actuelles et potentielles entre les provinces de l'Ouest canadien et les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). L'objectif est d'informer le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (DEO) des possibilités éventuelles d'accroître la présence de l'Ouest canadien dans la région de l'ALC.

Les conditions économiques actuelles dans la région de l'ALC sont de plus en plus favorables à la participation de pays étrangers. L'adoption de politiques macroéconomiques efficaces a donné lieu à une plus forte croissance économique et à une plus grande stabilité ainsi qu'à de meilleures conditions sociales pour contrer les faibles niveaux de vie et les inégalités.

Les échanges commerciaux entre l'Ouest canadien et l'ALC sont limités. Les exportations sont pour la plupart constituées de produits agricoles, plus particulièrement de blé et de légumineuses. L'industrie pétrolière et gazière a enregistré une hausse de la demande en ce qui touche les exportations de matériel dans la région de l'ALC. La négociation de nouveaux accords de libre-échange avec les pays de l'ALC ouvrira la voie à des débouchés pour les entreprises de l'Ouest canadien. Malgré les liens solides qui existent dans l'industrie pétrolière et gazière et dans le secteur minier, on ne peut dire que les grappes d'innovation de l'Ouest canadien ont fait beaucoup de progrès dans la région de l'ALC. Par contre, les grappes d'innovation à l'étude prennent bonne note des occasions possibles de collaboration dans les pays de l'ALC, et de nouvelles relations prennent forme.

Exportation et développement Canada (EDC) est toujours présent en Amérique latine et aide les entreprises canadiennes à pénétrer, par la voie de l'investissement direct étranger ou de coentreprises, les marchés à droits de douane élevés. Misant sur des salaires concurrentiels et une abondance de ressources naturelles, la région de l'ALC s'intègre de plus en plus à la chaîne de valeur mondiale. En Amérique latine, les entreprises de l'Ouest canadien pourraient trouver des débouchés dans les secteurs de l'énergie conventionnelle et des ressources naturelles, mais aussi dans les secteurs des technologies et des industries de pointe.

L'Ouest canadien semble prendre conscience du potentiel que présente l'Amérique latine. À titre d'exemple, le gouvernement manitobain a accordé une plus grande importance à l'Amérique latine au cours de la dernière année. Par ailleurs, le gouvernement de l'Alberta a fait de l'Amérique latine l'un de ses marchés prioritaires, en grande partie en raison des liens solides dans le secteur de l'énergie.

DEO est bien placé pour participer à l'initiative pangouvernementale du gouvernement canadien qui vise à rétablir une présence dans la région de l'ALC. L'approche proposée consiste à privilégier le renforcement des partenariats avec l'ALC dans le domaine des sciences et des technologies. Le vaste bagage de connaissances théoriques et pratiques de DEO en ce qui a trait aux divers partenariats et programmes dans le domaine des sciences et des technologies lui permettra d'axer ses efforts sur les grappes d'innovation et les priorités ministérielles actuelles en matière de sciences et de technologies qui présentent un intérêt pour le marché de l'ALC.

Voici quelques mesures particulières que DEO devrait envisager :

- réaliser un voyage d'étude des capacités scientifiques et technologiques de l'Ouest canadien;
- établir des relations avec les missions canadiennes à Miami et à Houston;

- faciliter les groupements et les partenariats au sein du milieu universitaire;
- soutenir les associations industrielles;
- prendre contact avec Embraer;
- mettre à contribution les relations existantes entre l'Ouest canadien et l'ALC;
- tenir une session annuelle de la Banque interaméricaine de développement dans l'Ouest canadien.

Il est important que DEO cible tous les efforts des groupements d'innovation visant à soutenir l'établissement de partenariats vers un certain nombre de marchés particuliers. Le Chili et le Brésil semblent être les marchés les plus prometteurs où tisser des liens dans le domaine de l'innovation. Le protocole d'entente entre le Canada et le Chili en matière de sciences a renforcé le partenariat établi entre les deux pays dans les domaines du développement durable, des sciences et des technologies et de la promotion des investissements. Par ailleurs, la conclusion d'un accord de coopération scientifique et technologique avec le Brésil favorisera encore davantage les entreprises de commercialisation des technologies.

## **II. INTRODUCTION**

### **II.a. Objectifs de l'étude**

La présente étude traite des liens commerciaux entre l'Ouest canadien et l'Amérique latine (Amérique centrale et Amérique du Sud) et les Caraïbes, soit la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Le Mexique ne fait pas partie de l'étude, car il entretient déjà une relation établie avec le Canada et est partie à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le rapport donne également un aperçu de la relation économique entre le Canada (plus particulièrement les provinces de l'Ouest) et l'ALC, présente sommairement les activités que mènent actuellement certains acteurs de l'Ouest canadien, traite des difficultés associées au fait d'exercer des activités dans l'ALC, met en évidence les marchés et les secteurs qui présentent le plus grand potentiel dans la région et, enfin, présente une liste de mesures que peut prendre DEO pour accroître la présence de l'Ouest canadien dans l'ALC.

L'étude est fondée sur des recherches et des consultations menées auprès d'un échantillon de représentants des pouvoirs publics fédéraux, provinciaux et municipaux ainsi que sur quelques contacts avec des groupements d'innovation, des associations, des universités et un petit nombre d'entreprises et de représentants étrangers. Ce rapport dresse un portrait des relations commerciales entre l'Ouest canadien et la région à l'étude, mais ne se veut aucunement exhaustif.

### **II.b. Le Canada et la région de l'ALC : des partenariats qui vont de soi**

Durant une bonne partie de l'après-guerre, les relations entre le Canada et la région de l'ALC étaient fondées essentiellement sur des échanges agricoles. Dernièrement, ce sont plutôt les investissements, plus particulièrement dans le secteur de l'énergie et le secteur minier, qui ont servi d'élément moteur aux relations économiques entre le Canada et l'ALC. Les relations ont été d'autant plus intensifiées par d'importants changements en matière de politiques commerciales visant la négociation vigoureuse d'accords de libre-échange (ALE) dans la région. Le premier ministre Stephen Harper a souligné que ni l'entourage ni les intérêts du Canada n'ont pour frontière le 49<sup>e</sup> parallèle. C'est d'ailleurs pourquoi le Canada cherche à rétablir des liens aux quatre coins des Amériques<sup>1</sup>.

Au cours des dernières années, c'est l'industrie minière canadienne qui a intensifié les relations entre le Canada et l'ALC. On a enregistré des flux de capitaux impressionnants, lesquels ont favorisé le développement des économies des pays bénéficiaires et stimulé les flux commerciaux depuis le Canada vers la région. Les membres de l'Association canadienne des exportateurs d'équipements et services miniers ont déployé des efforts considérables pour suivre leurs clients canadiens dans leurs démarches à l'étranger.

À l'époque où l'industrie minière canadienne a commencé à investir dans la région de l'ALC, les pénuries de ressources étaient rares et le prix des ressources était peu élevé. Aujourd'hui, la hausse du prix des ressources attribuable au changement fondamental dans l'équation de l'offre et de la demande stimule les flux de capitaux. Toute stratégie que le gouvernement canadien adoptera en ce qui concerne l'Amérique latine devrait tenir compte des besoins de l'industrie minière et des débouchés offerts.

---

<sup>1</sup> [Hhttp://pm.gc.ca/fra/media.asp?id\\_1522](http://pm.gc.ca/fra/media.asp?id_1522)

## II.c. Accords de libre-échange entre le Canada et les pays de l'ALC

La signature de nouveaux accords de libre-échange (ALE) constitue un volet important des efforts que le Canada mène afin de renouveler son engagement dans les pays de l'ALC. S'appuyant sur le succès de l'ALENA et des ALE mutuellement avantageux entre le Canada et le Chili (1997) et le Canada et le Costa Rica (2002), le gouvernement a entrepris des négociations en vue de conclure des ALE avec la Colombie, le Pérou, la République dominicaine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Groupe des quatre de l'Amérique centrale (CA4), qui réunit le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua<sup>2</sup>.

Le 29 mai 2008, le Canada et le Pérou ont signé un ALE. Cet ALE sera profitable aux investisseurs, aux fournisseurs de services et aux exportateurs canadiens de plusieurs secteurs, dont les secteurs minier, manufacturier et agricole, le secteur des services financiers ainsi que le secteur des services environnementaux et d'ingénierie.

Le 7 juin 2008, le Canada a conclu les négociations en vue d'un ALE avec la Colombie comportant des avantages semblables, ainsi que les négociations en vue d'un accord sur l'environnement et d'un accord de coopération dans le domaine du travail.

Le Canada a ratifié d'autres accords officiels avec divers pays de l'ALC. Des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) ont été conclus avec les pays suivants de la région de l'ALC (en ordre chronologique) : Argentine, Trinité-et-Tobago, Barbade, Équateur, Venezuela, Panama, El Salvador, Uruguay, Costa Rica et Pérou. Voici quelques autres accords importants : entente de coopération en matière de commerce et d'investissement (Communauté andine), ententes de coopération en matière de commerce et d'investissement (Marché commun du cône Sud – Mercosur), mémoire d'entente sur le commerce et l'investissement (Amérique centrale), partenariats en sciences et technologies et accords de service aérien<sup>3</sup>.

## II.d. Macroéconomie de l'Amérique latine

Jamais depuis les années 1970 la région de l'Amérique latine n'a enregistré de période d'activité économique aussi vigoureuse qu'entre 2004 et 2006. Depuis 2004, le produit intérieur brut (PIB) régional a crû en moyenne de 5,25 % par année en Amérique latine. En 2006, le tiers des pays de l'Amérique latine ont enregistré un taux de croissance de 7 % ou plus. On estime que la région de l'ALC a contribué pour 6,29 % au PIB mondial total en 2006. La maîtrise de l'inflation, la restructuration limitée des dettes, la baisse du taux de chômage et l'amélioration des conditions sociales pour contrer les inégalités et la pauvreté sont autant de facteurs importants qui ont éliminé la volatilité macroéconomique et, par le fait même, contribué à la croissance de l'économie des pays de l'Amérique latine. Le tableau suivant présente la répartition du PIB de l'Amérique latine en 2007.

<sup>2</sup> Il est à noter que les ALE en soi ne représentent pas nécessairement les meilleures perspectives de marché. Dans le cadre des consultations, on a laissé entendre que les chances de conclure un ALE avec le Brésil sont faibles, et ce, pour diverses raisons, entre autres les difficultés associées au Mercosur et les engagements pris par les signataires, le protectionnisme ainsi que la réticence du Brésil en ce qui concerne l'adoption de normes occidentales en matière de travail et d'environnement.

<sup>3</sup> [Hhttp://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/index.aspx?lang=fra&redirect=true](http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/index.aspx?lang=fra&redirect=true)

**Tableau 1 : PIB de l'Amérique latine<sup>4</sup>**

<b>Pays</b>	<b>PIB (en milliards \$US)</b>	<b>PIB par habitant (en \$US)</b>
Brésil	1 269,0	9 700
Argentine	245,6	13 000
Venezuela	226,9	12 800
Colombie	171,7	7 200
Chili	160,8	14 400
Pérou	101,5	7 600
Équateur	44,5	7 100
Guatemala	31,4	5 400
Costa Rica	22,8	13 500
Bolivie	12,8	4 400

Bien qu'elle ait enregistré une croissance économique notable au cours des cinq dernières années, la région de l'ALC accuse toujours du retard par rapport aux autres pays en développement. En 2006, par exemple, les autres pays en développement ont affiché une croissance de 8,5 % en moyenne, soit un taux supérieur d'environ trois points de pourcentage à celui des pays de l'ALC. La région est en voie de combler une partie de l'écart qui la sépare des pays industrialisés, mais elle n'arrive toujours pas à suivre le rythme de certaines autres régions plus dynamiques du monde, y compris de nombreux pays qui n'ont pas profité directement de l'essor du secteur des produits de base comme elle l'a fait.

L'investissement dans la région de l'ALC représente encore seulement 20 % en moyenne du PIB, ce qui n'est pas supérieur au sommet enregistré au cours des périodes d'essor antérieures. La région de l'ALC connaît une période de croissance économique remarquable et, avec l'accroissement du nombre d'accords commerciaux et de mesures d'incitation à l'investissement, elle présentera de nouvelles occasions d'investissement et de prospérité commerciale.

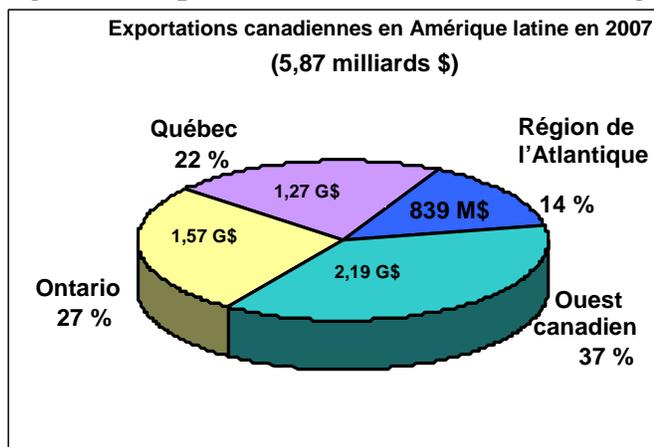
### **III. RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'OUEST CANADIEN ET LA RÉGION DE L'ALC**

#### **III.a. Tendances en matière d'échanges commerciaux**

##### **Activité canadienne**

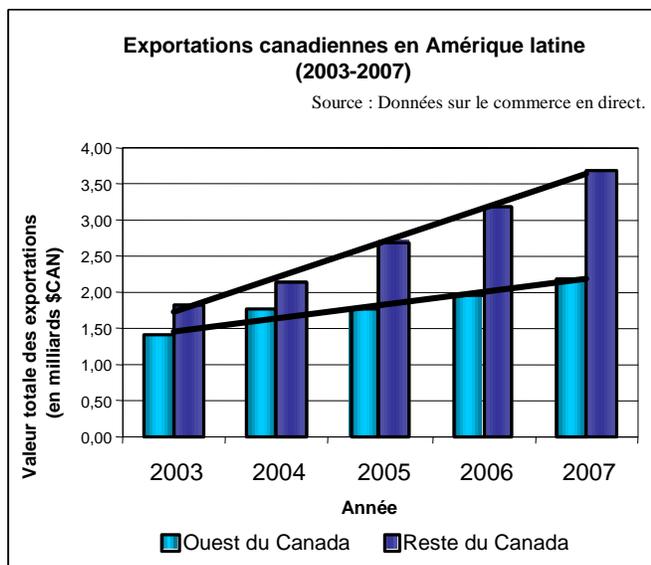
Le flux des échanges commerciaux entre le Canada et la région de l'ALC continue de croître à un taux qui est de beaucoup supérieur à la moyenne mondiale. Entre 2003 et 2007, on a enregistré une hausse de 82,8 % des exportations canadiennes dans la région, comparativement à une hausse de 18,5 % des exportations canadiennes totales, toutes destinations confondues. En 2007, les exportations canadiennes de produits dans la région de l'ALC se sont chiffrées à 5,87 milliards de dollars, en baisse de 31,5 % par rapport au sommet de 8,40 milliards de dollars enregistré en 2005. Au total, 40 % des exportations canadiennes sont constituées de produits de base, et 60 %, de produits semi-finis ou finis. La figure 1 illustre la répartition des exportations canadiennes en Amérique latine par région. L'Ouest canadien contribue pour 37 % à l'ensemble des exportations du pays.

<sup>4</sup> Données tirées du *World Factbook* de la CIA (2007) et compilées par le personnel de DEO.

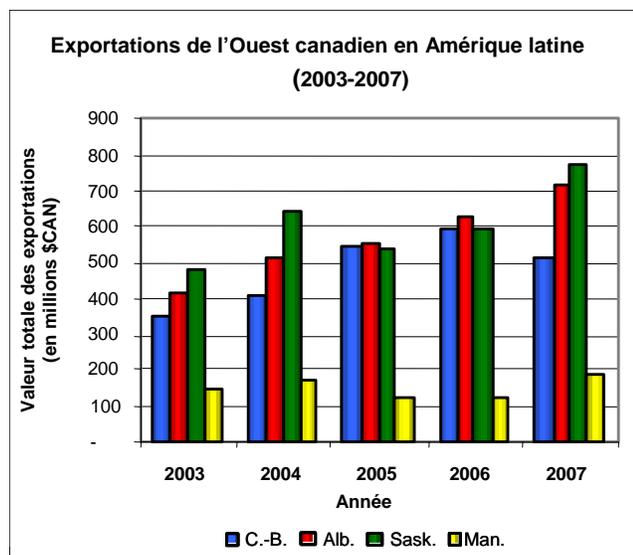
**Figure 1 : Exportations canadiennes dans la région de l'ALC en 2007****Activité dans l'Ouest canadien**

En 2007, la valeur des exportations de l'Ouest canadien dans la région de l'ALC s'élevait à 2,19 milliards de dollars, comparativement à 1,4 milliard de dollars en 2003. Bien que la valeur totale des exportations révèle une croissance acceptable, la part de l'ensemble des exportations de l'Ouest canadien destinée à la région de l'ALC est demeurée relativement stable, passant de 1,33 % à 1,53 %. À titre de comparaison, la part des exportations du reste du Canada à destination de la région de l'ALC est passée de 0,73 % à 1,34 % au cours de la même période de cinq ans.

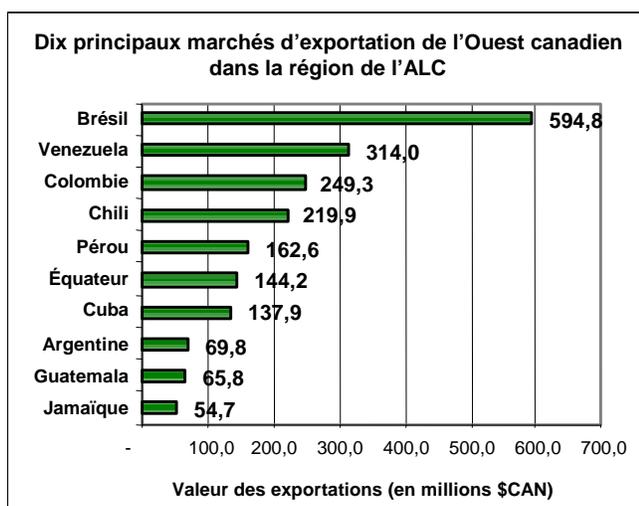
La figure 2 illustre la croissance des exportations canadiennes en Amérique latine. Le taux de croissance annuel enregistré entre 2003 et 2007 pour l'Ouest canadien est de 11,35 %, contre 20,56 % pour le reste du Canada. En revanche, les taux de croissance annuels moyens enregistrés entre 1998 et 2007 dans l'Ouest canadien et dans le reste du pays sont très semblables, soit de 3,26 % et de 3,28 % respectivement. Ces données indiquent que, bien que la région de l'ALC présente un marché potentiel considérable pour les exportations de produits de base en partance de l'Ouest canadien, le reste du Canada a réussi à accroître, au cours des cinq dernières années, ses exportations de machines et de matériel, de matériaux de construction, de biens de consommation et de produits alimentaires à destination de l'ALC. On croit que l'augmentation de la valeur des exportations canadiennes est attribuable à une hausse des prix des produits de base plutôt qu'à un accroissement considérable du volume des exportations.

**Figure 2 : Croissance des exportations à destination de l'ALC**

Les exportations des quatre provinces de l'Ouest riches en ressources sont largement constituées de produits de base et de matériel agricole. Le blé est le produit le plus exporté par les Prairies et par le Canada dans son ensemble. Ce produit contribue pour environ 20 % à la valeur totale des exportations de l'Ouest canadien en Amérique latine. C'est la Saskatchewan qui, au cours des cinq dernières années, a manifesté la plus grande présence dans la région de l'ALC, et ce, principalement en raison de la demande accrue de blé et d'autres céréales et de potasse (engrais). Parmi les produits qu'a exportés l'Alberta dans la région de l'ALC figurent les machines pour l'extraction minière et l'exploitation pétrolière et gazière ainsi que des matières premières comme le blé, le pétrole brut et le gaz naturel. Le rôle dominant que joue la Colombie-Britannique dans le secteur minier et l'industrie des usines de papier a donné lieu à des exportations de minerais et de produits de papier dans la région de l'ALC. La présence du Manitoba en Amérique latine est moins grande que celle des autres provinces de l'Ouest sur le plan des échanges commerciaux. Au nombre des produits exportés figurent les produits agroalimentaires et le matériel de fabrication. Les provinces de l'Ouest ont accès à une abondance de ressources naturelles, ce qui ouvrira la voie à une croissance soutenue des exportations dans la région de l'ALC.

**Figure 3 : Exportations de l'Ouest canadien dans la région de l'ALC<sup>5</sup>**

La figure 4 fait état des dix principaux marchés d'exportation de l'Ouest canadien dans la région de l'ALC. En 2007, le Brésil, plus important partenaire commercial du Canada dans la région, a contribué pour 27,2 % aux recettes d'exportation totales de l'Ouest canadien en ce qui concerne la région de l'ALC. Depuis son entrée en vigueur il y a dix ans, l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili a contribué à une hausse de 134 % des exportations de l'Ouest canadien au Chili. Au cours des cinq dernières années, on a enregistré la plus forte hausse des exportations de produits de l'Ouest canadien au Venezuela, au Pérou, en Argentine et en Colombie. La négociation de nouveaux accords de libre-échange avec les pays de la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou), du Groupe des quatre de l'Amérique centrale (Salvador, Nicaragua, Guatemala et Honduras) et des Caraïbes stimulera davantage les exportations de l'Ouest canadien en Amérique latine.

**Figure 4 : Dix principaux marchés d'exportation dans la région de l'ALC<sup>6</sup>**

<sup>5</sup> Source : Données sur le commerce en direct.

<sup>6</sup> Source : Données sur le commerce en direct.

### III.b. Tendances en matière d'investissement

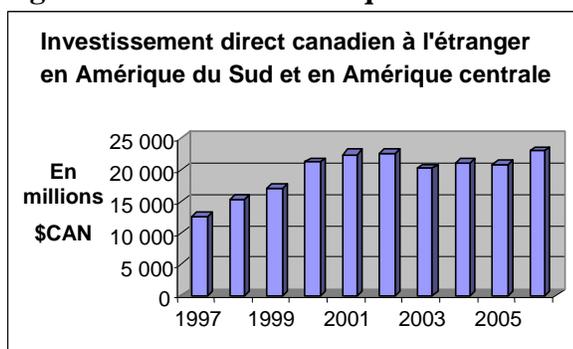
La région de l'ALC connaît une forte croissance économique, et de nombreux gros projets d'infrastructure sont en cours ou prévus. De ce fait, les besoins et les possibilités en matière d'investissements dans les infrastructures sont énormes dans des secteurs comme l'énergie, les TIC, l'agroalimentaire, l'exploitation forestière, la bioénergie ainsi que le secteur hospitalier et l'industrie pétrolière et gazière. Les entreprises canadiennes, en augmentant leurs investissements, accroissent leur présence dans la région de l'ALC et tirent parti du nombre croissant de possibilités de développement économique dans la région.

Pour protéger et accroître leur part de marché dans l'ALC, les entreprises canadiennes doivent investir dans les chaînes d'approvisionnement. Le Brésil, où les droits de douane frappant les produits agricoles et les produits manufacturés sont élevés, est un bon exemple. Au Brésil, les droits de douane sur les produits manufacturés s'élevaient en moyenne à environ 13 % en 2004<sup>7</sup>. Ce n'est que par la voie d'investissements ou de coentreprises que les entreprises canadiennes peuvent accéder au marché de manière notable. Par exemple, on compte de nombreux fournisseurs brésiliens de matériel d'exploitation minière dont les capacités sont inférieures à celles des fournisseurs canadiens. Par contre, les entreprises canadiennes qui souhaitent faire des affaires dans ce domaine doivent s'associer avec leurs homologues brésiliens par la voie de coentreprises.

La figure 5 illustre la croissance de l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) en Amérique centrale et en Amérique du Sud au cours de la dernière décennie<sup>8</sup>.

Au cours des dix dernières années, on a observé une hausse considérable de l'investissement du secteur privé canadien dans la région de l'ALC. L'IDCE en Amérique du Sud et en Amérique centrale est passé de 7,9 milliards de dollars en 1995 à 23,1 milliards de dollars en 2006. En 2006, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont reçu 4,4 % de l'IDCE, ce qui constitue une légère baisse par rapport à 1996 (4,9 %). À titre de comparaison, la part détenue par l'Asie et l'Océanie s'établissait à 6,5 % en 2006.

**Figure 5 : IDCE en Amérique du Sud et en Amérique centrale<sup>9</sup>**



<sup>7</sup> [Hhttp://dsp-psd.tpsgc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/EB-f/prb0401-f.pdf](http://dsp-psd.tpsgc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/EB-f/prb0401-f.pdf)

<sup>8</sup> [Hhttp://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/trade/sot\\_2007/sot-2007-fr.asp - v2](http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/trade/sot_2007/sot-2007-fr.asp - v2)

Outre l'IDCE en Amérique centrale et en Amérique du Sud, il y a d'importants flux financiers à destination des pays des Caraïbes (par exemple la Barbade et les Bermudes).

<sup>9</sup> Statistique Canada, tableau CANSIM 376-0051.

Le tableau 2 fait état de l'importance de certains pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud en tant que destination de l'investissement canadien. À ce titre, le Brésil et le Chili se démarquent des autres pays.

**Tableau 2 : Investissement direct canadien (2006)<sup>10</sup>**

	En millions \$CAN
Brésil	8 244
Chili	5 171
Argentine	3 981
Pérou	2 910
République dominicaine	1 847
Venezuela	574
Colombie	453
Costa Rica	448
Trinité-et-Tobago	276
(L'IDCE déclaré à la Barbade, aux Bermudes et aux îles Caïmans n'est pas inclus.)	

Selon EDC, les marchés suivants conviennent le mieux aux investissements canadiens : Brésil, Chili, Pérou, République dominicaine, Trinité, Panama et Colombie. Le Venezuela a, par le passé, joué un rôle important pour le Canada à cet égard, mais les événements politiques viennent compliquer les relations actuelles et potentielles en matière d'investissement.

### **Brésil**

Le Canada se trouve de plus en plus dans la mire du Brésil en tant que destination intéressante pour des investissements. D'ailleurs, plusieurs des plus grandes multinationales brésiliennes se sont établies au Canada. En 2006, le Canada représentait la plus importante destination de l'investissement à l'étranger du Brésil, et ce, principalement en raison de l'acquisition récente par l'entreprise brésilienne CVRD (Companhia Vale do Rio Doce) du géant canadien de l'industrie minière, Inco. Cette transaction a, à elle seule, donné naissance à l'une des trois plus grandes sociétés minières diversifiées du monde et a fait grimper le stock d'investissement brésilien au Canada à environ 23 milliards de dollars<sup>11</sup>. Labatt's, St. Mary's Cement et Nova Steel sont d'autres exemples d'investissement direct brésilien au Canada.

Le tableau 3 illustre l'augmentation des investissements bilatéraux entre le Canada et le Brésil. On a enregistré récemment des hausses notables des investissements brésiliens au Canada. EDC participe à 70 % des investissements canadiens au Brésil. Depuis 2006, EDC contribue également à faciliter les achats d'actifs canadiens par des intérêts brésiliens, sur la base du principe que la croissance des entreprises consécutive à ces achats stimulera les exportations de biens et de services canadiens et les investissements connexes.

<sup>10</sup> [Hwww.ccbc.org.br/download/Fernanda\\_Custodio\\_301107rj.ppt](http://www.ccbc.org.br/download/Fernanda_Custodio_301107rj.ppt)

<sup>11</sup> [Hhttp://www.americas-society.org/article.php?id=600](http://www.americas-society.org/article.php?id=600)

**Tableau 3 : Investissements entre le Brésil et le Canada**

<b>Bilan des investissements internationaux du Canada, BRÉSIL<sup>12</sup></b>						
En millions \$	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Investissement direct canadien au Brésil	6 276	6 661	5 728	7 021	6 710	8 244
Investissement direct étranger du Brésil au Canada	855	774	1 097	1 863	3 070	9 405

### **Caraïbes**

Les Caraïbes reçoivent beaucoup d'investissements canadiens, en grande partie dans le secteur des services financiers. Les mesures fiscales avantageuses qu'offrent la Barbade, les Bermudes et les îles Caïman en font d'importantes destinations de l'IDCE. Aussi, on a enregistré des investissements considérables dans le secteur de l'énergie de Trinité-et-Tobago.

### **Autres régions et pays de l'ALC**

Au nombre des principaux secteurs d'investissement canadien dans la région andine<sup>13</sup> figurent les ressources naturelles (particulièrement le secteur pétrolier) et le développement des télécommunications. Au Pérou, l'investissement direct canadien se dirige surtout dans le secteur minier, le secteur de l'hydroélectricité et le secteur bancaire. Par ailleurs, le Canada a beaucoup investi dans le secteur des télécommunications et le secteur pétrolier de la Colombie. Les investissements canadiens au Chili se trouvent principalement dans le secteur minier, le secteur de l'énergie et le secteur des technologies de l'information. En Argentine, les investissements canadiens sont axés sur les secteurs suivants : ressources naturelles (plus particulièrement le pétrole), télécommunications, agriculture, exploitation minière et énergie<sup>14</sup>.

## **IV. RELATIONS ENTRE L'OUEST CANADIEN ET LA RÉGION DE L'ALC**

### **IV.a. Instituts des sciences et de l'innovation de l'Ouest canadien**

Les groupes d'innovation de l'Ouest canadien entretiennent généralement peu de liens dans la région à l'étude. De manière générale, ils savent que l'Amérique latine présente des occasions potentielles de partenariats, mais accordent priorité à d'autres partenariats étrangers. À l'heure actuelle, les relations sont limitées, et certains facteurs particuliers contribuent à cette réalité. Voici quelques facteurs potentiels qui ont été dégagés dans le cadre des consultations.

- La propriété intellectuelle étrangère n'est aucunement à l'abri en Amérique latine, où l'intérêt public immédiat prime sur les intérêts des entreprises ou autres.
- L'incertitude règne quant aux capacités scientifiques de l'Amérique latine, et il est difficile de trouver les meilleures personnes-ressources dans le domaine scientifique.
- Le processus de mise en œuvre des projets est long dans la région de l'ALC.
- Aucune réglementation rigoureuse n'était en place (jusqu'à récemment) dans des domaines pouvant stimuler la demande de solutions de pointe (comme l'environnement).

<sup>12</sup> Statistique Canada, tableau CANSIM 376-0051.

<sup>13</sup> La région andine englobe le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie.

<sup>14</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, janvier 2003. Sur Internet : <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/11960/lclwasl61.pdf> (en anglais seulement).

- Dans les cas des groupes d'innovation dirigés par des entreprises membres du secteur privé, les entreprises exercent peu d'activités en Amérique latine à l'heure actuelle, situation peut-être attribuable en partie à l'impression qu'ont certaines entreprises membres qu'« il n'y a pas d'argent en Amérique latine ».

On peut également noter que le nombre limité de relations à l'heure actuelle donne le ton pour l'avenir. On peut présumer aussi que l'Amérique latine ne déploie pas d'efforts outre mesure pour attirer les intérêts canadiens, peut-être en partie parce que le Canada se trouve quelque peu dans l'ombre des États-Unis du point de vue de l'Amérique latine. Néanmoins, certains projets visant à intensifier les relations commencent à prendre forme. Un aperçu de la participation actuelle par secteur (c'est-à-dire l'aérospatiale, les TIC, l'énergie, l'océanologie et les sciences biologiques) est présenté ci-après.

### **Aérospatiale**

L'industrie aérospatiale de l'Ouest canadien entretient de plus en plus de relations avec l'entreprise brésilienne Embraer, qui est l'un des plus grands constructeurs d'aéronefs du monde. On estime qu'Embraer présente un grand potentiel de croissance dans les marchés cibles de l'aviation commerciale et militaire ainsi que de l'aviation d'affaires. En septembre 2007, des représentants d'Embraer se sont rendus à Winnipeg pour rencontrer des représentants d'une douzaine d'entreprises du secteur de l'aérospatiale de l'Ouest canadien. Dans l'ensemble, les représentants ont été très impressionnés par Embraer, et les occasions de partenariats futurs sont grandes.

En ce moment, le Composites Innovation Centre n'exerce pas d'activités sur le marché latino-américain. Les activités du Centre sont axées sur l'Ouest canadien et, dans la mesure où des efforts sont entrepris à l'échelle internationale, ceux-ci visent les régions qui présentent le plus grand intérêt pour les membres, c'est-à-dire les États-Unis et l'Europe.

À l'heure actuelle, le Centre canadien de rayonnement synchrotron n'exerce aucune activité dans la région à l'étude. Une délégation s'est rendue en Saskatchewan, ce qui ouvre la voie à des possibilités. L'assurance de la qualité, des produits composites d'Embraer par exemple, pourrait s'avérer un domaine de collaboration future.

### **Technologies de l'information et des communications (TIC)**

L'Amérique latine ne constitue pas un marché prioritaire pour TRILabs. D'ailleurs, à ce que l'on sache, aucune des entreprises membres de TRILabs n'exerce des activités importantes dans la région. Jusqu'à maintenant, seul un projet de réseau à fibres optiques réalisé pour le gouvernement jamaïcain figure au nombre des activités de TRILabs dans la région. Il y a deux ans, le gouvernement jamaïcain a demandé à TRILabs de concevoir un nouveau réseau à fibres optiques pour remplacer l'infrastructure endommagée par un ouragan. Ce projet, dont la valeur est évaluée aux alentours de 100 000 dollars (ordre de grandeur seulement), a été mené à bonne fin.

Calgary Technologies Inc. (CTI) n'a pratiquement aucune activité à son actif dans la région de l'ALC. Cependant, certains de ses clients seraient présents dans la région. Il y a plusieurs années, CTI avait envisagé d'envoyer une mission (technologies sans fil) dans la région (plus particulièrement au Brésil). Toutefois, les clients de CTI et les représentants de l'industrie des technologies sans fil n'ont pas manifesté d'intérêt assez grand à cet égard.

## **Énergie**

Selon l'Office of Energy and Environment (office de l'énergie et de l'environnement) de l'Université de Regina, aucune société pétrolière de la région de l'ALC n'est entrée en contact avec le Petroleum Technology Research Centre (centre de recherches sur la technologie pétrolière). Les chercheurs de l'International Test Centre for Carbon Dioxide Capture (centre international d'essai pour le captage du CO<sub>2</sub>) ont des liens limités avec les chercheurs du Brésil.

L'Institut d'innovation en piles à combustible du Conseil national de recherches (CNRC) à Vancouver n'a pas une grande présence en Amérique du Sud non plus. Toutefois, l'Institut sait que le Brésil possède des compétences techniques dans le domaine des biocombustibles, notamment en ce qui a trait à la production d'éthanol à base de canne à sucre (qui peut servir de combustible pour les piles à combustibles). Des représentants du CNRC se sont rendus au Brésil à quelques reprises en vue d'étudier les possibilités de collaboration avec les experts brésiliens. Cependant, ni l'un ni l'autre des pays ne déploie de grands efforts en vue d'une collaboration. Les compétences scientifiques du Brésil dans le domaine des biocombustibles ont bonne réputation.

## **Technologies océanologiques**

Les relations entre la Colombie-Britannique et l'Amérique latine sur le plan de la recherche en technologies océanologiques ne sont pas très développées. L'aquaculture est considérée comme une industrie très importante en Amérique du Sud, particulièrement au Chili. La sécurité portuaire est également un secteur en pleine croissance. D'après les spécialistes britanno-colombiens, le potentiel de l'Amérique du Sud dans le domaine des sciences de la mer est grand, notamment au Chili, au Brésil et en Argentine. Ces experts reconnaissent aussi les efforts déployés par l'APECA pour aider le secteur des technologies océanologiques de la région de l'Atlantique.

## **Sciences de la vie et biotechnologie**

À l'heure actuelle, l'Amérique latine ne fait pas partie des projets du Richardson Centre for Functional Foods and Nutraceuticals de l'Université du Manitoba. Le Chili s'est renseigné à propos de l'amélioration des aliments pour poissons d'élevage : voilà la seule relation établie.

L'Institut du biodiagnostic du CNRC à Winnipeg entretient diverses collaborations en recherche avec des entités brésiliennes. Un protocole d'entente vient notamment tout juste d'être signé avec l'une des universités fédérales du Brésil, à savoir l'Universidad Federal de Uberlandia. Les domaines d'intérêt sont le cancer du sein et la chirurgie cardiaque. L'Institut considère que le Brésil a de bonnes capacités scientifiques et souligne que les chercheurs brésiliens sont particulièrement attentifs au potentiel commercial. L'Institut n'a entrepris que quelques démarches auprès du Chili dans le domaine du biodiagnostic.

Genome BC ne mène actuellement aucune activité en Amérique latine, mais certains projets à cet effet prennent forme. Selon Genome BC, le processus de mise en œuvre des projets en Amérique du Sud est lent. Le Chili constitue une région digne d'intérêt, qui recèle des capacités scientifiques reconnues mondialement dans certains créneaux.

La Vaccine and Infectious Disease Organization de l'Université de la Saskatchewan entretient quelques relations dans la région à l'étude en ce qui touche les bovins.

L'expert de l'Institut national de nanotechnologie (INN) du CNRC à Edmonton qui a été consulté n'était au courant d'aucune activité menée dans la région. L'expert-conseil a été informé par ailleurs

que des hauts représentants cubains avaient manifesté de l'intérêt à l'égard des projets en nanotechnologie menés en Alberta dans le domaine de la santé. Toutefois, l'expert-conseil n'a pu confirmer cette information auprès de l'INN.

#### IV.b. Secteur privé

Nombre des entreprises canadiennes qui sont présentes à l'heure actuelle en Amérique latine exercent des activités dans le secteur minier et dans l'industrie pétrolière et gazière. Les résultats de l'enquête sur les entreprises actives sont indicatifs, mais n'illustrent pas de manière exhaustive le nombre considérable de fournisseurs de l'Ouest canadien qui exercent des activités sur le marché. Par exemple, l'ambassade du Canada à Santiago, au Chili, possède une liste interne de plus de 100 entreprises canadiennes qui approvisionnent l'industrie minière chilienne. Pour illustrer l'ampleur des relations commerciales, on peut citer l'exemple du protocole d'entente signé récemment par les responsables de l'Agribition en Saskatchewan et les responsables d'un salon brésilien de l'agriculture.

Dans le cadre des consultations, on a demandé à un représentant de Chile Invest de nommer les principales entreprises canadiennes qui ont des activités au Chili. Voici la liste des entreprises citées : TransAlta, Brookfield, Hydro-Québec, Methanex, la Banque Scotia, Terra Remote Sensing et Imaging Dynamics Corporation. On nous a également fait remarquer qu'il existe de nombreuses coentreprises dans lesquelles la participation canadienne est moins flagrante. Le tableau 4 présente quelques-unes des entreprises de l'Ouest canadien qui sont particulièrement présentes dans la région de l'ALC.

**Tableau 4 : Échantillon d'entreprises de l'Ouest canadien particulièrement présentes dans la région de l'ALC**

Manitoba	Alphair, Wardrop, Cubex, Loewen Windows
Saskatchewan	Clifton Associates, Erin Consulting, CanNorth, Bioriginal Food & Science
Alberta	TransAlta, Alta Steel, Nova Chemicals, Smart Technologies, Matrikon, Global IQ, Seminole Communications, Hexagon Technologies, Symbiosis Genetics, Agriteam, EECOL Electric, Matrix, Challenger Energy, Stantec, Imaging Dynamics Corporation
Colombie-Britannique	Methanex, Teck Cominco, Finning, Rescan Environmental Services, Terra Remote Sensing, Fluor Daniel, Canadian Mill Gear Solutions, Lions Gate Learning Alliance, Microtek International, SyncWave Energy, Rimex, DynaMotive Energy Systems, Intervista, MDA, Sandwell, Wenco Systems

Les profils des entreprises de l'Ouest canadien choisies qui ont des activités dans la région à l'étude sont présentés à l'annexe B. Bien que le secteur minier et le secteur pétrolier et gazier soient les principaux secteurs d'activité, les profils ont été choisis en vue d'illustrer le vaste potentiel du marché.

#### IV.c. Associations commerciales

La section suivante donne un aperçu des principales associations commerciales canadiennes ayant des intérêts dans la région de l'ALC. D'autres associations bilatérales sont répertoriées à l'annexe D.

##### **Association canadienne des importateurs et exportateurs (I.E.Canada)<sup>15</sup>**

L'Association canadienne des importateurs et exportateurs travaille de concert avec les ambassades à Ottawa, à Washington et aux quatre coins du globe en vue de tenir les entreprises canadiennes au courant des questions de commerce international et de représenter les intérêts des entreprises canadiennes à l'échelle mondiale. L'Association administre également le Conseil canadien pour les Amériques (CCA) et la Chambre de commerce Canada-Bésil. Le CCA renforce les intérêts commerciaux canadiens dans les marchés de l'Amérique latine et des Caraïbes. La Chambre de commerce Canada-Bésil favorise quant à elle des relations commerciales plus solides entre le Canada et le Brésil.

I.E.Canada a également collaboré à la création du portail commercial *Canada-Brazil Trade Portal* ([brazcan.org](http://brazcan.org)). Ce site Web donne accès aux profils des principales entreprises et organisations gouvernementales du Brésil et du Canada et présente une liste pratique des activités qui auront lieu prochainement dans les deux pays.

##### **Conseil canadien pour les Amériques (CCA)<sup>16</sup>**

Le Conseil joue un rôle primordial pour ce qui est d'accroître et de renforcer les relations commerciales entre le Canada et la région de l'ALC. Deux associations du CCA exercent des activités dans l'Ouest canadien, soit une en Alberta et une en Colombie-Britannique. Le CCA-Alberta joue le rôle de lien principal entre les entreprises établies en Alberta et les marchés de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette association a pour mission d'accroître les activités commerciales entre les entreprises albertaines et les pays de la région à l'étude grâce à un éventail d'activités d'information et d'occasions de réseautage. Quant à l'association du CCA en Colombie-Britannique (CCA-British Columbia), elle est la principale organisation sans but lucratif qui facilite les activités et les échanges commerciaux entre la Colombie-Britannique et les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

CCA-BC et CCA-Alberta sont des associations distinctes qui collaborent. Le CCA compte aussi une association en Ontario qui entretient elle aussi des liens non structurés avec les associations de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Le CCA-Alberta a depuis longtemps un programme d'activités bien rempli, tandis que le CCA-BC cherche à se reconstituer grâce au travail de bénévoles. Il semblerait que les membres de l'industrie pétrolière et gazière forment 90 % de l'effectif du CCA-Alberta. Par ailleurs, les entreprises du secteur minier représentent une part importante des membres du CCA-BC. Le CCA-AB et B.C. Economic Development sont tous deux en train d'établir une liste des entreprises qui sont présentes en Amérique latine.

Il y a un an, Ken Frankel, conseiller en commerce international, Conseil canadien pour les Amériques, a témoigné devant le Comité permanent du commerce international<sup>17</sup>. Il a formulé des recommandations, lesquelles se résument ainsi : appuyer les programmes de facilitation des affaires,

<sup>15</sup> [Hhttp://brazcan.org/business\\_events.html](http://brazcan.org/business_events.html)

<sup>16</sup> [Hwww.cca-bc.com](http://www.cca-bc.com)H, [Hwww.cca-alberta.com](http://www.cca-alberta.com)

<sup>17</sup> [Hhttp://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/Committee/391/CIIT/Evidence/EV2683239/CIITEV45-F.PDF](http://cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/Committee/391/CIIT/Evidence/EV2683239/CIITEV45-F.PDF)

les partenariats commerciaux et le rayonnement ainsi que les ententes commerciales bilatérales et sous-régionales, négocier des accords sur la protection des investissements étrangers et, surtout, exploiter le potentiel qu'offre le Brésil.

### **Chambre de commerce Canada-Brésil<sup>18</sup>**

La Chambre de commerce Canada-Brésil est une association commerciale ayant pour objectif premier de favoriser l'établissement de relations commerciales solides entre le Canada et le Brésil. La Chambre étudie un vaste éventail d'investissements dans les infrastructures et les programmes afin de veiller à ce que les entreprises des deux pays saisissent les occasions créées par la nouvelle richesse dont jouissent manifestement les deux pays. On a créé un portail commercial Brésil-Canada, lequel a des retombées considérables. On prévoit aussi organiser des séminaires en ligne et des missions commerciales virtuelles.

### **Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC)<sup>19</sup>**

Généralement parlant, les membres des MEC de l'Ouest canadien exercent peu de pressions pour obtenir du soutien dans les marchés de l'Amérique latine. Il n'y a donc aucun programme d'activités en vue dans la région de l'ALC à l'heure actuelle.

### **Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL)<sup>20</sup>**

FOCAL est un organisme indépendant en matière de politiques établi à Ottawa. Il favorise les analyses et les débats éclairés sur des questions sociales, politiques et économiques auxquelles sont confrontées les Amériques.

## **IV.d. Gouvernements provinciaux de l'Ouest canadien**

### **Gouvernement du Manitoba**

Commerce et Investissement Manitoba, qui fait partie du gouvernement du Manitoba, a fait du Chili son marché prioritaire dans la région de l'ALC, suivi du Brésil, où le gouvernement veut également déployer des efforts de développement commercial. L'Argentine, le Pérou, la Colombie et le Venezuela sont des marchés secondaires. Le gouvernement manitobain a participé à la délégation canadienne au salon de l'industrie minière EXPOMIN, qui a eu lieu au Chili en avril 2008. Il y a environ un an, on a décidé d'étudier plus attentivement les débouchés au Chili et au Brésil. Auparavant, le gouvernement manitobain n'avait aucune activité en Amérique latine. Le gouvernement provincial élabore une stratégie pour l'Amérique latine qui, une fois achevée, devrait donner une meilleure idée de l'approche qu'il prévoit adopter en vue d'accroître ses activités dans la région. Le gouvernement est au courant de l'accord de libre-échange avec le Costa Rica, mais n'a pas mis l'accent sur le développement de ce marché.

### **Gouvernement de la Saskatchewan**

Le Saskatchewan Trade and Export Partnership (STEP) étudie les débouchés que présente la région de l'ALC dans le domaine de l'agriculture, plus particulièrement en ce qui touche les engrais, le porc, les céréales et les cultures spéciales. Pour que la Saskatchewan réussisse à introduire ses produits dans la région, il faut qu'elle puisse rivaliser sur un pied d'égalité avec les États-Unis en ce qui concerne les ALE conclus avec les pays de la région de l'ALC. À l'heure actuelle, les droits de

---

<sup>18</sup> [Hhttp://www.ccacanada.com/bccc/](http://www.ccacanada.com/bccc/)

<sup>19</sup> [Hwww.cme-mec.ca](http://www.cme-mec.ca)

<sup>20</sup> [Hhttp://www.focal.ca/home\\_f.asp](http://www.focal.ca/home_f.asp)

douane élevés au Brésil et en Argentine restreignent les exportations de matériel agricole. Malgré ces obstacles à l'exportation, trois ou quatre entreprises de la Saskatchewan participeront à un salon sur le matériel agricole qui aura lieu prochainement en Argentine.

Le STEP a déployé beaucoup d'efforts en Amérique latine en vue d'y établir des contacts et d'étudier le potentiel du marché afin de faciliter la participation des entreprises de la province. Au nombre des marchés prioritaires du STEP dans la région de l'ALC figurent le Chili, le Brésil et l'Argentine. Le Pérou et la Colombie font également partie des pays qui présentent un intérêt particulier. Toutefois, on a observé peu de résultats, outre les principales exportations de produits agricoles.

### **Gouvernement de l'Alberta**

Le Brésil, le Venezuela, l'Argentine et la Colombie sont les marchés latino-américains qui, aux yeux du gouvernement albertain, présentent le plus grand intérêt. L'Alberta concentre ses efforts sur l'industrie pétrolière et gazière, plus particulièrement le pétrole lourd. Par ailleurs, on constate la présence de débouchés dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie de remplacement et de l'environnement. Comme l'illustre la liste des marchés prioritaires, le Brésil, le Venezuela (pétrole conventionnel et lourd) et la Colombie sont des régions favorables à l'industrie pétrolière et gazière. En Argentine, des prix plafonds pour l'énergie sont fixés, mais certaines entreprises albertaines y tirent quand même bien leur épingle du jeu.

Selon le système Electronic Business Intelligence Service (EBIS) du gouvernement de l'Alberta<sup>21</sup>, les pays les plus importants sont le Brésil et la Colombie. Les derniers rapports traitent également de l'Argentine, du Venezuela et de la Bolivie. Tous les rapports récents dans le système EBIS portent sur le secteur de l'énergie.

### **Gouvernement de la Colombie-Britannique**

Lorsqu'il est question de développement commercial, le gouvernement de la Colombie-Britannique concentre principalement ses efforts sur les marchés de l'Asie-Pacifique et, dans une moindre mesure, sur les marchés de l'Amérique du Nord et de l'Union européenne. On tient compte des débouchés en Amérique latine, mais aucun pays de la région de l'ALC ne compte parmi les marchés prioritaires. Malgré la position de son gouvernement, la Colombie-Britannique reçoit régulièrement des missions en provenance de l'Amérique latine. Par le passé, les activités commerciales du gouvernement provincial étaient axées sur l'exploitation minière et les exportations de services miniers et de matériel d'exploitation minière au Chili, au Pérou et en Colombie.

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, beaucoup d'activités des sociétés minières de la Colombie-Britannique ont été transférées en Amérique latine. Cette situation était en partie attribuable à la réglementation environnementale rigoureuse de la Colombie-Britannique et à la réouverture du secteur minier dans la région de l'ALC à l'époque<sup>22</sup>. Autre fait historique intéressant : l'industrie aquacole de la Colombie-Britannique a grandement contribué à l'établissement de l'industrie aquacole du Chili. Par ailleurs, les services d'ingénierie ont joué un rôle important dans la conception d'usines de pâtes et papiers.

---

<sup>21</sup> [Hhttps://ebis.alberta.ca/](https://ebis.alberta.ca/)

<sup>22</sup> Discussion avec des représentants de RNCAN.

À l'heure actuelle, le gouvernement provincial n'est pas insensible à une question importante qui touche, dans une certaine mesure, la région de l'ALC, soit le besoin de main-d'œuvre immigrante qualifiée (temporaire et permanente) dans la province (question d'importance aussi en Alberta).

#### **IV.e. Municipalités**

D'après les consultations, les agences de développement économique municipales ne manifestent pas d'intérêt particulier pour l'Amérique latine. Calgary Economic Development a établi des contacts avec des agences de développement économique chiliennes, et quelques représentants de la région de l'ALC sont attendus au Global Petroleum Show, un salon mondial sur le pétrole.

#### **IV.f. Établissements d'enseignement**

Très peu de consultations ont été menées auprès des établissements d'enseignement dans le cadre de la présente étude. La plupart des entretiens ont été réalisés en Saskatchewan. Les quelques consultations ont permis de constater la présence d'importants programmes d'études sur l'Amérique latine à l'Université de Calgary (notamment le Latin America Research Centre – centre de recherche sur l'Amérique latine – et l'Institute for Resource Industry and Sustainable Energy Development in Latin America – institut de développement du secteur primaire et de l'énergie durable en Amérique latine – de la Haskayne School of Business), à l'Université de la Colombie-Britannique et à l'Université Simon Fraser. Fait peut-être notable aussi, le Centre for Global Studies (centre d'études internationales) de l'Université de Victoria traite de questions touchant le monde entier, mais n'a aucune activité en rapport avec l'Amérique latine. L'Association des universités et collèges du Canada tient à jour des bases de données consultables qui fournissent des renseignements sur les accords d'échanges internationaux et les projets de développement international des universités canadiennes<sup>23</sup>.

L'Université de Regina a été consultée dans le cadre de la présente étude. Cette université a conclu des ententes de collaboration en recherche avec des entreprises à l'étranger, mais aucune dans la région de l'ALC. Elle participe toutefois à des échanges d'étudiants avec le Chili, la Colombie et Cuba. Selon les représentants de l'Université de Regina, les établissements d'enseignement du Chili présentent le plus grand potentiel en matière de partenariats de recherche universitaire. D'ailleurs, un membre de la direction de l'Université se rendra au Chili sous peu. L'Université de Regina a participé à quelques projets de l'ACDI sur l'environnement et la pénurie d'eau dans la région de l'ALC.

Pour ce qui est des activités dans la région de l'ALC au niveau collégial, on peut citer comme exemple le Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology (SIAST – institut des sciences et technologies appliquées de la Saskatchewan). L'Amérique latine n'est pas un domaine d'études prioritaire en ce qui concerne les services de consultation du SIAST, mais celui-ci a tout de même réalisé quelques projets dans la région, notamment un projet de développement rural au Panama. Le SIAST constate l'intérêt grandissant que manifeste l'ACDI à l'égard de la région et s'attend à ce que des possibilités de collaboration avec l'ACDI voient le jour, particulièrement au Pérou et en Bolivie. Au nombre des sujets d'étude présentant un intérêt potentiel figurent les répercussions de l'exploitation des ressources sur les populations indigènes et la responsabilité

---

<sup>23</sup>[http://www.aucc.ca/publications/database/index\\_f.html](http://www.aucc.ca/publications/database/index_f.html)

sociale des entreprises. Le SIAST surveille les possibilités offertes par la Banque interaméricaine de développement en ce qui touche l'assistance technique.

#### **IV.g. Autres organisations**

La recherche et les consultations menées en vue de l'élaboration du présent rapport ont porté entre autres sur les activités du gouvernement du Canada, d'EDC et de certaines banques multilatérales de développement. Le travail a été axé sur les activités qui revêtent le plus d'importance pour l'Ouest canadien.

##### **Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI)**

Lors d'un discours donné en février 2008 devant le CCA-BC, le ministre du Commerce international de l'époque, M. David Emerson, a indiqué que « pour aider nos entreprises et nos investisseurs à faire de bonnes affaires en Amérique latine et dans les Caraïbes », le gouvernement du Canada s'efforce de « déployer un plus grand nombre de délégués commerciaux sur le terrain »<sup>24</sup>.

Trois objectifs clés forment la base de l'engagement du Canada envers les Amériques, dont les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir<sup>25</sup> :

- renforcer et promouvoir les valeurs fondamentales du Canada en matière de liberté, de démocratie, de droits de la personne et de primauté du droit;
- bâtir des économies solides et durables par l'établissement de liens commerciaux et d'investissement, et établir un engagement mutuel en vue d'étendre les possibilités à tous les citoyens;
- relever de nouveaux défis en matière de sécurité, de catastrophes naturelles et de pandémies.

À la faveur d'un programme commercial intégré, le Canada espère assurer la prospérité, encourager l'activité économique, inciter l'investissement social des entreprises et favoriser la prise d'engagements qui stimuleront l'emploi, la richesse et les débouchés, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle de la région de l'ALC. Le Brésil, la Communauté des Caraïbes, la Colombie, le Chili, Haïti et le Pérou constituent les principaux marchés prioritaires du MAECI.

Le MAECI est conscient que le fait de resserrer les liens avec la région de l'ALC soulèvera d'importantes considérations en matière de politiques pour le Canada. Il faudra faire preuve de rigueur dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en vue de tenir compte des nombreuses questions liées à la promotion de la croissance durable, dont la sécurité énergétique, les pratiques environnementales durables, la responsabilité sociale des entreprises, les besoins en matière de développement du capital humain et des solutions créatives au problème de mobilité de la main-d'œuvre.

La Direction de la science et de la technologie du MAECI a chapeauté l'élaboration de la Stratégie mondiale pour l'innovation (SMI), laquelle vise à lier la stratégie nationale du gouvernement du Canada dans le domaine des sciences et des technologies avec sa stratégie de commerce international de manière cohérente, réfléchiée et orientée vers les résultats. Le Brésil et le Chili sont au nombre des pays prioritaires désignés dans la SMI. Voici la liste des secteurs prioritaires :

---

<sup>24</sup> [Hhttp://geo.international.gc.ca/latin-america/ecuador/whats\\_new/default-fr.aspx?id=12408](http://geo.international.gc.ca/latin-america/ecuador/whats_new/default-fr.aspx?id=12408)

<sup>25</sup> [Hhttp://geo.international.gc.ca/cip-pic/geo/lac-alc-fr.aspx?lang\\_update=1](http://geo.international.gc.ca/cip-pic/geo/lac-alc-fr.aspx?lang_update=1)

sciences et technologies environnementales, ressources naturelles et énergie, santé et sciences de la vie connexes ainsi que technologies de l'information et des communications.

Le programme fédéral Horizon le monde en science et technologie<sup>26</sup> vise expressément à favoriser et à renforcer les activités du Canada dans le domaine des sciences et des technologies à l'échelle internationale en aidant les chercheurs canadiens à profiter des occasions internationales de collaboration en R-D grâce à l'établissement de partenariats avec des acteurs clés d'autres pays. Le Fonds Horizon le monde en science et technologie a été reconduit pour un autre exercice (du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2009).

Bien que le MAECI en soit le ministère responsable, l'initiative de réengagement dans la région de l'ALC du gouvernement canadien demeure une initiative pangouvernementale. Un vaste éventail d'activités à l'appui de l'initiative de réengagement dans la région de l'ALC sont en cours au sein de divers ministères du gouvernement du Canada.

### **Conseil national de recherches (CNRC)**

De manière générale, le CNRC n'accorde pas une grande importance à l'Amérique latine. Cela dit, en tant que principal responsable fédéral de l'établissement d'accords de coopération scientifique et technologique, le CNRC a travaillé à l'élaboration de tels accords avec le Chili et le Brésil. Le protocole d'entente entre le Canada et le Chili n'a pas fait l'objet d'un financement. L'accord négocié avec le Brésil devrait être plus substantiel.

Le Canada continue de progresser dans ses démarches en vue de conclure un accord de coopération scientifique et technologique<sup>27</sup> avec le Brésil, lequel permettra de lancer des initiatives de commercialisation dans le domaine de la technologie. Le Brésil a été choisi comme pays partenaire pour le Programme de partenariats internationaux en sciences et technologie du Canada. Ce programme vise à promouvoir les partenariats internationaux et la recherche coopérative et accorde une attention particulière aux partenariats entre industries ainsi qu'entre les universités et les industries. Les négociations en vue d'un accord de coopération scientifique et technologique entre le Canada et le Brésil vont bon train; quelques millions de dollars devraient être affectés dans le cadre de cet accord.

### **Agence canadienne de développement international (ACDI)**

Le Canada exécute un important programme d'aide au développement dans la région de l'ALC, lequel est axé sur trois grands secteurs, à savoir la gouvernance, le développement du secteur privé et le développement humain (santé et éducation). En 2006, le Canada a versé plus de 500 millions de dollars sous forme d'aide au développement dans la région de l'ALC<sup>28</sup>. Les régions latino-américaines dans la mire de l'ACDI sont Haïti, les Caraïbes et la Bolivie et le Pérou. La priorité absolue de l'ACDI dans la région : Haïti. D'ailleurs, l'ACDI est en voie d'établir un partenariat d'aide avec le Brésil en vue de mieux soutenir Haïti.

De manière générale, la priorité de l'ACDI consiste à renforcer les compétences des gouvernements dans les pays en développement. Pour l'ACDI, la promotion de la responsabilité sociale des entreprises est très importante, de même que l'éducation, la gouvernance, la responsabilisation, l'établissement d'institutions et la sécurité. L'ACDI joue un rôle très important sur le plan de la

---

<sup>26</sup> [Hhttp://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/sciences/indexe.jsp](http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/sciences/indexe.jsp)

<sup>27</sup> [Hhttp://infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=76231](http://infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=76231)

<sup>28</sup> [Hhttp://geo.international.gc.ca/cip-pic/geo/objectives-fr.aspx?lang\\_update=1](http://geo.international.gc.ca/cip-pic/geo/objectives-fr.aspx?lang_update=1)

gouvernance et de la réforme sociale, particulièrement dans les Caraïbes. Par contre, les entreprises de l'Ouest canadien brillent par leur absence dans de tels contrats<sup>29</sup>. Pour mettre en œuvre ces programmes, l'ACDI collabore avec des ONG canadiennes et des entreprises du secteur privé. Il semble que très peu d'entreprises de l'Ouest canadien participent aux projets que mène l'ACDI dans la région de l'ALC.

### **Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)**

L'APECA et le MAECI discutent à l'heure actuelle de diverses initiatives qui pourraient être entreprises dans les six à douze prochains mois, initiatives visant à susciter l'intérêt et la participation des entreprises de la région de l'Atlantique pour ce qui est de profiter des occasions qui se présentent dans les Amériques.

Parmi les activités figurent les suivantes :

- participation à l'assemblée annuelle de la Banque de développement des Caraïbes à Halifax en mai 2008;
- envoi d'une mission au Chili pour l'Exponaval (décembre 2008);
- réalisation d'une étude sur les débouchés que présentent les Amériques pour la région de l'Atlantique (publication en novembre 2008);
- réalisation de projets dans des secteurs particuliers et envoi d'une mission à Miami, la porte d'entrée des Amériques;
- étude des intérêts des clients.

### **Exportation et développement Canada (EDC)**

L'Amérique latine représente un marché important pour EDC. Au total, 44 % des activités commerciales d'EDC dans le secteur de l'énergie sont réalisées dans cette région<sup>30</sup>. EDC a travaillé avec plus de 400 entreprises canadiennes dans le cadre d'opérations avec le Brésil. Dans l'Ouest canadien, EDC concentre essentiellement ses activités sur le secteur minier et l'industrie pétrolière et gazière, bien que les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation forestière soient également importants.

EDC a aidé des entreprises canadiennes à réaliser des activités commerciales d'une valeur de 7,4 milliards de dollars en 2006 dans la région de l'ALC, ce qui représente une augmentation de 35 % par rapport à 2005. EDC a fourni près de 2 milliards de dollars de ce montant en finançant directement l'achat de produits et de services canadiens par des entreprises latino-américaines, soit une augmentation de 155 % par rapport à 2005. Au Pérou et au Chili, le Canada est le plus gros investisseur dans les énormes secteurs miniers locaux, et EDC y appuie beaucoup de petites et grandes entreprises<sup>31</sup>.

EDC a des bureaux à Rio de Janeiro et à São Paulo, au Brésil, et ouvrira un bureau à Santiago, au Chili, en 2008. De plus, EDC envisage sérieusement l'établissement d'un bureau à Lima, au Pérou. Prenons l'exemple du Brésil, où EDC a pour clients certaines des plus grandes entreprises brésiliennes, dont Petrobras, CVRD, Samarco, Votorantim, Gerdau, Usiminas et Embratel. EDC offre également des lignes de crédit au Pérou, en Colombie et en Uruguay<sup>32</sup>. Les lignes de crédit

---

<sup>29</sup> [Hhttp://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/MarketReportLogin.jsp?did=66641&requestid=96565](http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/MarketReportLogin.jsp?did=66641&requestid=96565)

<sup>30</sup> Ce pourcentage comprend le Mexique.

<sup>31</sup> [Hhttp://edc.ca/french/docs/speeches/2007/mediaroom\\_12150.htm](http://edc.ca/french/docs/speeches/2007/mediaroom_12150.htm)

<sup>32</sup> [Hhttp://www.edc.ca/french/financing\\_8865.htm](http://www.edc.ca/french/financing_8865.htm)

d'EDC donnent aux acheteurs étrangers accès à du financement pour faciliter l'achat de biens et de services canadiens.

### **Banques de développement**

Le Canada participe aux activités des banques multilatérales de développement. La Banque interaméricaine de développement (BID) est la plus grande institution multilatérale de prêt dans la région de l'ALC. Elle finance plus de 300 projets de développement économique et social, et accorde en moyenne 10 milliards de dollars de financement par année<sup>33</sup>. À l'heure actuelle, les biocarburants, l'énergie durable et les changements climatiques constituent les principaux éléments moteurs des activités de la Banque<sup>34</sup>. La responsabilité sociale des entreprises est également une question importante aux yeux de la BID, particulièrement en ce qui concerne les sociétés pétrolières.

L'Ouest canadien peut compter sur un outil précieux, soit la présence du réseau d'agents de liaison avec le secteur privé (PSLO) de la Banque mondiale et de la BID. Le réseau de PSLO a des représentants dans les quatre provinces de l'Ouest. Les spécialistes du réseau cherchent à accroître la sensibilisation et la participation des entreprises privées à l'égard des activités de développement.

La Banque mondiale et la Banque de développement des Caraïbes (BDC) ont également des activités dans la région. Les États-Unis ne comptent pas parmi les membres de la BDC, ce qui laisse entrevoir un accès plus facile pour les Canadiens en ce qui a trait aux technologies nord-américaines. On recense également de grandes banques régionales, par exemple la Société andine de développement.

## **V. DIFFICULTÉS**

Comme c'est le cas dans la plupart des pays en développement, faire des affaires en Amérique latine et dans les Caraïbes comporte son lot de difficultés. On a surmonté les obstacles au renforcement des relations économiques et commerciales avec la région, ce qui a donné lieu à une augmentation des importations et des exportations, des investissements étrangers et à l'étranger, de la coopération technique, des coentreprises et d'autres relations économiques. Bien que de nombreuses difficultés subsistent à ce jour, il semble qu'il soit de plus en plus facile de mener des activités commerciales dans plusieurs pays latino-américains. Les entreprises qui songent à pénétrer le marché doivent, en plus d'être prêtes à exporter, avoir de l'expérience en matière d'exportation et un plan réfléchi d'entrée sur le marché. Voici quelques-unes des difficultés persistantes que peuvent éprouver les entreprises qui font des affaires dans la région.

**Logistique, transport des marchandises, manutention, dédouanement :** Au fil des ans, les liaisons aériennes entre le Canada et les pays de la région se sont grandement améliorées. Malgré cela, bien que West Jet et Air Canada offrent plusieurs vols directs de l'Ouest canadien vers les Caraïbes, ni l'une ni l'autre des compagnies aériennes n'offre de vols sans escale en partance de l'Ouest canadien à destination de l'Amérique centrale ou de l'Amérique du Sud. Il y a encore peu de routes maritimes directes régulières entre le Canada et divers grands marchés de la région de l'ALC, y compris le Brésil. Une grande partie des échanges entre le Canada et la région de l'ALC doivent passer par les États-Unis, ce qui, compte tenu des nouvelles mesures de sécurité et du resserrement

---

<sup>33</sup> [Hhttp://www.iadb.org/aboutus/index.cfm?lang=fr](http://www.iadb.org/aboutus/index.cfm?lang=fr)

<sup>34</sup> Séminaire en ligne du département du Commerce des États-Unis sur la BID (2008).

de la frontière entre le Canada et les États-Unis, soulève de nouvelles difficultés. Le dédouanement implique souvent des formalités bureaucratiques complexes, et le pillage peut poser problème. Le fait de désigner des agents, des courtiers en douane et des transitaires compétents, efficaces et ayant des contacts dans le milieu peut alléger ces problèmes.

**Culture et langue :** On peut souvent s'y prendre de différentes façons pour faire des affaires, organiser des réunions et établir des communications. Établir des relations et rencontrer personnellement les gens comptent parmi les étapes particulièrement importantes. Pour ce faire, il faut souvent que des cadres supérieurs se rendent sur place à de nombreuses reprises (ce qui s'avère coûteux).

**Droits à l'importation et obstacles non tarifaires :** Les droits à l'importation, les procédures d'importation et les obstacles non tarifaires souvent complexes sont courants dans la région, et ce, pour diverses raisons, à savoir le contrôle des importations, la production de revenus, la bureaucratie excessive et, dans certains cas, la corruption. La bonne nouvelle, c'est que les obstacles disparaissent, la corruption est en baisse et les fournisseurs canadiens ne font plus particulièrement l'objet de mauvais traitements. Les efforts déployés par le Canada en vue d'accords de libre-échange dans la région ainsi que l'accord de Doha devraient faciliter l'accès aux entreprises canadiennes.

**Réglementation des activités commerciales et instabilité en matière de politiques et de réglementation :** Les gens d'affaires qui exercent des activités dans la région sont confrontés à des difficultés, entre autres les changements sur le plan des politiques et de la réglementation qui entraînent souvent des modifications des conditions et des règlements. Dans le pire des cas, cette situation peut avoir pour effet l'abrogation proprement dite du contrat. En raison de circonstances d'ordre public (voire en raison de pressions politiques exercées avec brio par des concurrents), les gouvernements peuvent modifier la réglementation visant les importations, les conditions d'homologation des produits, les règles d'investissement, les impôts, les droits de douane ou d'autres règles pouvant changer complètement les conditions dans lesquelles une entreprise est entrée sur le marché en tant que fournisseur ou investisseur. Il est essentiel de faire preuve de diligence raisonnable avant de s'engager dans un partenariat commercial ou de réaliser un investissement.

**Accès au financement :** Il est souvent difficile d'obtenir du financement, que ce soit pour l'achat de biens et de services par des clients, le financement de projets du gouvernement ou du secteur privé, le rapatriement de revenus, l'investissement, les coentreprises ou toute autre fin. Lorsque des fonds sont disponibles, les taux d'intérêt sont parfois exorbitants. Avant d'entreprendre des démarches commerciales dans la région, il serait de mise de consulter les responsables des bureaux du MAECI, des banques, d'EDC ainsi que des ambassades et des consulats qui sont présents dans la région. Il peut également s'avérer utile d'entrer en communication avec les responsables de Northstar Financement du Commerce International (annexe B) et de la Corporation commerciale canadienne. Selon les prévisions du département de recherche de la Banque interaméricaine de développement, en date de mai 2008, le taux d'inflation en Amérique latine devrait se situer à environ 8 % en 2008. Les prévisions établissent l'inflation à environ 7,5 % en 2009<sup>35</sup>.

**Bureaucratie/documentation :** Dans la région, les appareils gouvernementaux sont de taille considérable. L'interventionnisme et la bureaucratie sont donc choses normales. Les retards dans la

---

<sup>35</sup> [http://www.iadb.org/res/pub\\_desc.cfm?pub\\_id=REV-13](http://www.iadb.org/res/pub_desc.cfm?pub_id=REV-13)

délivrance des visas et des licences d'importation, la lenteur des procédures de dédouanement et de prise de décisions réglementaires, etc. sont monnaie courante. Les questions liées aux impôts, à la main-d'œuvre, aux brevets, etc. s'avèrent également parfois complexes, et les solutions peuvent tarder à venir.

**Sécurité et stabilité :** Les grandes difficultés associées à la sécurité et à la stabilité dans la région découlent essentiellement de la faiblesse des institutions démocratiques et des profondes inégalités socioéconomiques. Bien que la violence sévisse continuellement dans certains pays comme Haïti et la Colombie, les plus grandes menaces à la sécurité humaine dans la région sont attribuables à la criminalité et à la corruption plutôt qu'à la guerre ou au terrorisme. La corruption, les inégalités et la fragilité des institutions démocratiques exacerbent l'instabilité qui frappe la région et menacent la cohésion sociale, politique et économique des sociétés. La corruption, endémique ou mineure, peut se manifester dans de nombreux pays de la région. La plupart des pays cherchent toutefois à limiter de telles pratiques, particulièrement au sein de l'appareil gouvernemental. Les entreprises canadiennes ne peuvent pas y faire grand-chose, mais en s'associant à un partenaire digne de confiance qui connaît le secteur, elles peuvent obtenir de l'aide et des conseils.

**Propriété intellectuelle :** Les entreprises qui exportent des produits ou des services de haute technologie doivent savoir qu'il leur sera difficile de protéger leur propriété intellectuelle (PI). Il est arrivé que des agents ou partenaires locaux aient réussi à s'approprier une telle propriété intellectuelle et à la faire passer pour la leur ou qu'ils aient mis au point des produits concurrents d'après le produit original.

**Trouver des agents ou des représentants compétents et fiables :** Cette étape est toujours difficile lorsque l'on intègre de nouveaux marchés inconnus et de nouvelles cultures, mais elle est d'autant plus indispensable. Les histoires de partenaires peu fiables, malhonnêtes ou incompetents ou de partenariats nuisibles ne manquent pas dans la région. Cela dit, on trouve dans chaque pays des entreprises qui sont tout à fait en mesure de représenter les intérêts canadiens en toute fiabilité. Pour les trouver, il faut toutefois faire des recherches approfondies au préalable.

**Responsabilité sociale des entreprises :** Bien qu'elle soit d'actualité depuis longtemps, cette difficulté est plutôt émergente pour certains. Néanmoins, les entreprises qui investissent dans la région, particulièrement dans les industries extractives, se heurtent à une véritable difficulté, soit celle de tenir compte des questions environnementales, des droits de la personne, de l'utilisation des terres et d'autres questions controversées.

**Manque d'information :** Malheureusement, les entreprises canadiennes ne sont toujours pas suffisamment et bien informées au sujet de la région de l'ALC et de la complexité des affaires à l'étranger. On peut en dire autant des pays de l'ALC qui ne connaissent pas suffisamment bien le Canada ainsi que les capacités, les produits et les services qu'il a à offrir. Cette situation limite considérablement les échanges commerciaux entre ces deux régions économiques, mais on peut y remédier avec le temps. Les associations comme le Conseil canadien pour les Amériques (CCA), qui compte des sections régionales à Vancouver, à Calgary et à Toronto, ainsi que la Chambre de commerce Canada-Brésil, peuvent aider les entreprises canadiennes à mieux connaître la région. Le MAECI et Industrie Canada, de même que leurs bureaux aux quatre coins du pays, les divers programmes, séminaires et autres activités ciblées, peuvent également constituer des sources de renseignements précieuses.

**Différences entre les pays :** Les pays d'Amérique latine sont loin d'être identiques : voilà un thème récurrent qui s'est dégagé des consultations. L'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes ne sont aucunement homogènes. Même dans des régions comme la Communauté andine, les pays membres se distinguent considérablement les uns des autres. Les consultations ont fait ressortir les différences entre les pays de la région de l'ALC ainsi que les grandes rivalités en cause.

**Concurrence :** Les liens historiques, culturels et linguistiques avec l'Europe, le contact accru avec l'Amérique de par l'immigration et les activités commerciales ainsi que la présence grandissante des Japonais et des Chinois sont autant de facteurs qui stimulent la concurrence. Les entreprises américaines sont des concurrents de taille. La concurrence ne vient plus seulement des fournisseurs étrangers. En effet, les habitants de la région sont de plus en plus instruits et les pays sont de plus en plus industrialisés, de sorte qu'il y a de plus en plus de concurrents locaux. Les concurrents locaux ont généralement l'oreille des gouvernements locaux. De ce fait, la réglementation visant les importations et l'homologation des produits peut être plus rigoureuse, au détriment des fournisseurs étrangers. On peut dire, par exemple, que l'on reconnaît plus facilement les Américains que les Canadiens comme source de haute technologie.

## VI. DÉBOUCHÉS

Une grande partie de l'Amérique latine et des Caraïbes, et particulièrement l'Amérique du Sud, est tributaire d'économies de ressources, notamment de l'exploitation minière et de l'exploitation pétrolière et gazière. Le savoir-faire et l'expérience en matière d'exploitation des ressources que possèdent les provinces de l'Ouest canadien cadrent parfaitement avec les difficultés d'exploitation auxquelles se heurte à l'heure actuelle la région de l'ALC. En outre, l'exploitation minière dans les régions montagneuses n'a pas de secret pour les spécialistes de l'Ouest canadien. Les experts canadiens ont assisté les Andins dans l'exploitation des ressources dans la région andine et continueront de leur prêter main-forte.

Les réalisations de l'Ouest canadien dans le domaine des technologies de pointe cadrent bien avec la volonté des pays de l'Amérique latine d'attirer des investissements dans les domaines de haute technologie. En effet, nombre des groupes d'innovation soutenus par DEO peuvent trouver des intérêts parallèles dans la région à l'étude. Cependant, peu d'efforts ont été déployés jusqu'à maintenant en vue de saisir ces occasions potentielles.

### VI.a. Débouchés selon les marchés de la région de l'ALC

Cette section analyse les débouchés que présente chacun des grands marchés de la région de l'ALC (région andine, cône Sud, Amérique centrale et Caraïbes). Le Brésil est abordé à la section VI.b. Ces analyses régionales sont fondées en grande partie sur les consultations menées auprès du MAECI et la documentation préparatoire connexe<sup>36</sup>.

#### **Pays de la Communauté andine**

*(Bolivie, Pérou, Colombie, Venezuela et Équateur)*

La région est riche en pétrole, en gaz naturel et en minéraux, ce qui en fait un important marché pour les entreprises canadiennes qui ont des activités dans les industries extractives. Les pays de cette sous-région (particulièrement le Venezuela et la Colombie) sont de grandes économies qui

<sup>36</sup> [Http://www.international.gc.ca/commerce/assets/pdfs/r12-fr.pdf](http://www.international.gc.ca/commerce/assets/pdfs/r12-fr.pdf)

offrent de nombreux débouchés dans divers secteurs. La complémentarité caractéristique des économies de la région avec celle du Canada donne également aux entreprises la possibilité d'établir des stratégies et des alliances en vue de tirer parti des nouveaux ALE, par exemple l'accord conclu récemment avec le Pérou et la Colombie, et ainsi se tailler une plus grande place sur les marchés régionaux. La présence d'industries extractives engendre également une demande chez les fournisseurs canadiens dans les secteurs des technologies de l'information et des communications (TIC) et de l'environnement ainsi que dans le domaine du transfert de technologies. La responsabilité sociale des entreprises demeure un volet important du climat commercial de la région, en particulier dans les industries extractives. Il y a place à croissance notable dans les secteurs non traditionnels, entre autres les technologies sans fil, la géomatique et les technologies de la sécurité<sup>37</sup>.

### **Cône Sud**

*(Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay)*

C'est dans les pays du cône Sud que le niveau de vie est le plus élevé au sein de la région de l'ALC. De ce fait, ces pays présentent souvent des débouchés commerciaux qui diffèrent quelque peu de ceux offerts dans le reste de l'Amérique du Sud. Le Canada pourrait accroître ses exportations, notamment d'énergie nucléaire, d'énergie thermique, de TIC à la fine pointe de la technologie et de technologies agricoles, dans cette région. De plus, les caractéristiques géographiques de l'Argentine et du Chili (par exemple le climat rigoureux et les distances géographiques énormes) sont semblables à celles du Canada, ce qui porte à croire que les technologies canadiennes liées aux communications, à la télédétection et aux travaux dans les régions froides, entre autres, pourraient facilement être exportées dans ces pays.

### **Amérique centrale**

*(Belize, Guatemala, Panama, Costa Rica, Honduras, El Salvador, Nicaragua)*

Les pays d'Amérique centrale présentent des débouchés considérables dans l'industrie touristique et les projets d'infrastructures. Ces deux secteurs génèrent une demande dans les domaines de la construction, de l'environnement et des produits de construction. Le secteur minier et le secteur de l'énergie hydroélectrique sont aussi d'importantes sources de débouchés. Le MAECI souligne également l'importance du projet imminent d'expansion du canal de Panama, lequel entraînera la reconfiguration de la logistique des flux et créera de nouveaux débouchés.

### **Caraïbes**

*(Bahamas, Cuba, République dominicaine, Haïti, Saint-Kitts-et-Nevis, Suriname, Saint-Martin, îles Caïmans, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie, Dominique, Trinité-et-Tobago, Barbade, Guyana, Saint-Vincent-et-les Grenadines, îles Turks et Caïcos)*

Dans de nombreux pays des Caraïbes, l'industrie touristique et les projets d'infrastructures constituent des secteurs prioritaires pour le Canada. Les institutions financières internationales (IFI) jouent un rôle de plus en plus grand pour ce qui est de créer des débouchés dans les pays de la Communauté des Caraïbes. Bon nombre des îles (dont Cuba et Trinité-et-Tobago) ont aussi d'importantes réserves de pétrole brut et de gaz naturel, ce qui en fait des marchés particulièrement importants pour l'industrie pétrolière et gazière canadienne. Le Canada entretient d'importantes relations avec Cuba et a toujours reconnu le profond engagement de Cuba en matière de droits économiques et sociaux, particulièrement ses réalisations notables dans les domaines de l'éducation et de la santé. Parallèlement, le Canada a insisté auprès des autorités cubaines pour qu'elles

<sup>37</sup> Rapport du MAECI intitulé *Aperçu des débouchés d'affaires dans la région andine* (publié en octobre 2005), <http://w01.international.gc.ca/canadexport/view.asp?id=383112&language=FH>.

accomplissent le même progrès en ce qui concerne les droits civils et politiques fondamentaux, tels que la liberté d'expression, d'association et de presse<sup>38</sup>.

## VI.b. Débouchés dans certains pays de la région de l'ALC

La présente section est axée sur les débouchés dans sept pays de la région de l'ALC qui ont été choisis en fonction de leur importance en tant que marchés actuels et potentiels d'intérêt pour l'Ouest canadien et DEO. Les pays sélectionnés sont le Brésil, le Venezuela, la Colombie, le Chili, le Pérou, l'Argentine et Cuba. Dans le but de fournir des renseignements nouveaux à DEO, nous nous sommes fondés principalement sur des éléments d'information provenant de sources autres que le MAECI pour établir les profils des pays, y compris les consultations menées dans le cadre de la présente étude<sup>39</sup>. Dans le cas du Brésil, l'analyse comporte un volet régional (basé sur le plan de développement actuel du MAECI) et un volet national (fondé essentiellement sur des sources autres que le MAECI). Inévitablement, il y a des recoupements entre les renseignements sur le Brésil tirés du MAECI et ceux qui proviennent d'autres sources. L'annexe C fournit des renseignements supplémentaires sur les sept pays en question ainsi que sur d'autres pays. L'aperçu des débouchés par pays présenté ci-après se veut indicatif et porte sur un nombre limité de secteurs seulement.

### Brésil

Le Brésil est le premier pays de la région de l'ALC pour lequel le MAECI a préparé un plan de développement du marché complet<sup>40</sup>, dont voici quelques extraits.

- Le Brésil, de par sa simple dimension, son économie moderne et en rapide expansion, et son important marché d'importation, offre des possibilités considérables au Canada.
- Le Brésil est un géant dans presque tous les sens du terme, avec une économie stable et en rapide croissance.
- Fortement diversifiée et industrialisée, l'économie du Brésil est la plus importante de l'Amérique latine. Le pays dispose de ressources naturelles considérables et fait figure de chef de file mondial dans l'agro-industrie.
- Le Brésil dispose d'une énorme population avec une classe moyenne (estimée à 45 millions de personnes) jeune et fortement éduquée, et d'un secteur privé innovateur et entreprenant. Il améliore constamment son paysage tant macroéconomique que microéconomique et se concentre maintenant sur la stimulation de la croissance intérieure et l'amélioration du climat général des affaires.

Le MAECI a désigné les secteurs suivants comme étant prioritaires en fonction des capacités canadiennes, du potentiel substantiel de croissance, des intérêts canadiens exprimés et de la capacité

<sup>38</sup> [Hhttp://geo.international.gc.ca/latin-america/cuba/geo/cuba-bb-fr.aspx?lang\\_update=1](http://geo.international.gc.ca/latin-america/cuba/geo/cuba-bb-fr.aspx?lang_update=1)

<sup>39</sup> The Economist : [Hhttp://www.economist.com/countries/H](http://www.economist.com/countries/H); gouvernement de l'Alberta : [Hhttp://www.alberta-canada.com/export/internationalMarketProfiles/index.cfmH](http://www.alberta-canada.com/export/internationalMarketProfiles/index.cfmH); EDC :

[Hhttp://www.edc.ca/search/countryinformation.aspH](http://www.edc.ca/search/countryinformation.aspH); gouvernement de l'Ontario :

[Hhttp://www.ontarioexportsinc.com/oei/redirect\\_french.jsp?page=French/Target\\_Your\\_Market/Finger\\_Tip\\_World.html](http://www.ontarioexportsinc.com/oei/redirect_french.jsp?page=French/Target_Your_Market/Finger_Tip_World.html) H;

ACDI : [Hhttp://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/NIC-5510467-KBV?OpenDocumentH](http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/NIC-5510467-KBV?OpenDocumentH); UK Trade and Investment :

[Hhttps://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/appmanager/ukti/countries?nfls=false&nfpb=true&pageLabel=countries\\_landingH](https://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/appmanager/ukti/countries?nfls=false&nfpb=true&pageLabel=countries_landingH); New Zealand Trade & Enterprise : [Hhttp://www.marketnewzealand.com/MNZ/services/14431.aspxH](http://www.marketnewzealand.com/MNZ/services/14431.aspxH);

Austrade : [Hhttp://www.austrade.gov.au/Industry-Country/default.aspx](http://www.austrade.gov.au/Industry-Country/default.aspx)

<sup>40</sup> [Hhttp://infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=76231](http://infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=76231)

du Service des délégués commerciaux à contribuer au développement des affaires dans ces secteurs et à influencer sur ce développement.

- Technologies de l'information et des communications
- Industries de l'environnement
- Matériel et services d'exploitation du pétrole et du gaz
- Matériel et services d'énergie électrique
- Industries des arts et de la culture

D'autres sources d'information mettent l'accent sur le rôle du Brésil en tant que fournisseur de matières premières. Une part considérable des ressources mondiales de bœuf, de jus d'orange, de soja et de minerai de fer vient du Brésil. L'assise industrielle du Brésil est vaste et développée, et le gouvernement poursuit son programme de privatisation et de déréglementation. Sous des gouvernements démocratiques en pleine réforme, le Brésil a maîtrisé l'inflation, a ouvert une économie protégée sur le monde et a commencé à s'attaquer à ses problèmes sociaux comme la pauvreté et les inégalités.

Le Brésil voit également croître sa classe moyenne, qui possède un pouvoir d'achat accru et qui cherche des produits de grande qualité. Les représentants du Service d'exportation britannique soulignent que lorsqu'un produit ou un service est, de manière générale, concurrentiel sur les marchés mondiaux, il y a de bonnes chances qu'il le soit aussi sur le marché brésilien. Selon EDC, plusieurs secteurs offrent de bons débouchés, dont ceux des services pétroliers et gaziers, du matériel d'exploitation minière et des services miniers, des télécommunications, de l'automobile, de l'énergie et des applications environnementales, où les possibilités de croissance sont grandes.

Petrobras, la société pétrolière et gazière qui appartient en partie à l'État brésilien, a annoncé la découverte d'un important champ pétrolifère, Tupi, dont elle espère tirer entre 5 milliards et 8 milliards de barils. Le responsable de l'agence nationale du pétrole du Brésil a signalé qu'un autre champ découvert dans les environs pourrait contenir jusqu'à 33 milliards de barils. Si tel est le cas, il s'agirait du troisième champ en importance au monde à ce jour. On estime que les investissements en matériel dans le secteur pétrolier seront de l'ordre de 8 à 10 milliards de dollars américains par année au cours des cinq prochaines années. Voici des exemples de débouchés potentiels pour les entreprises de l'Ouest canadien en ce qui touche le matériel d'extraction du pétrole :

- outils, pièces et matériel de forage;
- pièces de navires de prospection sismique, plate-formes de production, raffineries, produits de protection contre la corrosion et réfrigération;
- pompes et produits liés aux oléoducs;
- services de forage, d'exploration, de levés sismiques aériens, de ravitaillement, d'ingénierie et services environnementaux;
- logiciels de forage, d'exploration, de gestion des plate-formes de forage pétrolier et de géophysique.

Dix-huit entreprises canadiennes du secteur des produits et services en matière d'oléoducs et de gazoducs ont participé à l'exposition Rio Pipeline en 2007. Il s'agit là d'une participation record pour le Canada et de la plus importante délégation étrangère de l'histoire de Rio Pipeline. Sept de ces entreprises étaient de nouvelles venues sur le marché brésilien<sup>41</sup>.

---

<sup>41</sup>[http://www.canadainternational.gc.ca/brazil/highlights\\_actualites/SolutionsRioPipeline2007.aspx?lang=fr&highlight\\_s\\_file=](http://www.canadainternational.gc.ca/brazil/highlights_actualites/SolutionsRioPipeline2007.aspx?lang=fr&highlight_s_file=)

Le marché brésilien des TI est de loin le plus important de l'Amérique latine, et on prévoit qu'il enregistrera un taux de croissance annuel composé de 11 % au cours de la période de 2007 à 2012. La valeur totale des dépenses consacrées à des produits et services de TI devrait franchir la barre des 20 milliards de dollars américains en 2008 et celle des 30 milliards de dollars américains d'ici 2012. Le nombre de solutions sans fil sur le marché et le nombre d'abonnés à Internet augmentent rapidement. En raison de la croissance économique, des millions de gens intègrent la classe moyenne pour qui les ordinateurs ne sont désormais plus un produit inaccessible.

Les consultations ont fait ressortir la force du Brésil dans le domaine du bétail. Bien que des facteurs concurrentiels soient en jeu dans le secteur de la génétique associée au bétail, il demeure que ce secteur est perçu comme une source potentielle de débouchés pour l'Ouest canadien. Lors des consultations, on a également fait référence à l'expertise brésilienne dans le domaine des biocombustibles et aux débouchés éventuels dans le secteur du transfert de technologies.

### **Venezuela**

Le potentiel économique du Venezuela est vaste, mais hérissé d'embûches. Le climat commercial y est tumultueux et empreint d'incertitude, particulièrement en ce qui concerne le capital privé et l'investissement direct étranger. Les ententes sur le pétrole et le gaz ont dû être renégociées, entre autres en ce qui a trait à une hausse des redevances et à l'obligation d'établir des coentreprises avec la société pétrolière et gazière publique. Il est peu probable que le gouvernement prenne à lui seul le contrôle de l'économie, mais la possibilité d'une nationalisation accrue dans certains secteurs stratégiques pourrait limiter les investissements privés.

EDC considère qu'il y a des débouchés dans tous les secteurs, mais plus particulièrement dans les secteurs suivants : pétrole et gaz, agriculture et alimentation, santé et technologies de l'information et des communications (surtout en milieu rural). Le Canada et le Venezuela ont signé un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) et un accord sur la double imposition.

Le Venezuela regorge de ressources énergétiques, et le gouvernement continuera de se servir de ce fait comme moyen de renforcer ses relations diplomatiques et commerciales avec des pays de la région ou de l'extérieur de la région qu'il considère comme des pays amis. Les liens avec Cuba sont solides. Le Venezuela a aidé l'Argentine lorsqu'elle a été confrontée à des ennuis financiers et détient maintenant 70 % de la dette argentine. Le Venezuela effectue des investissements étrangers astucieux, par exemple dans le secteur pharmaceutique<sup>42</sup>.

### **Colombie**

Le gouvernement colombien a réduit le niveau de la dette publique, accru la sécurité et adopté une stratégie de croissance axée sur l'exportation, ce qui a eu pour effet d'accroître le sentiment de confiance dans l'économie. Les investisseurs nationaux et étrangers sont traités sur un pied d'égalité. La Colombie a enregistré une hausse marquée des investissements. D'ailleurs, on prévoit qu'elle continuera de recevoir d'importantes entrées de capitaux et qu'elle enregistrera un des meilleurs rendements économiques de la région.

---

<sup>42</sup> Discussion avec des représentants du Centre de recherches pour le développement international du Canada à Montevideo.

Malgré ces progrès, la Colombie est confrontée à des problèmes complexes, entre autres un demi-siècle de conflit armé interne. Le taux de pauvreté se situe autour de 50 %, et l'inégalité des revenus est extrêmement profonde. Les problèmes d'inégalité et d'exclusion sont exacerbés par des problèmes complexes, soit la culture illégale et le trafic illégal de drogues.

EDC estime que la Colombie offre d'importants débouchés en matière de commerce et d'investissement pour le Canada dans tous les secteurs, mais plus particulièrement dans les secteurs suivants : pétrole et gaz, exploitation minière, énergie et technologies de l'information et des communications. Advenant la signature de l'ALE avec les États-Unis, il y aura également des débouchés dans le secteur manufacturier étant donné que l'industrie locale cherchera à améliorer ses procédés et ses technologies.

Le blé, les légumineuses, le papier journal et les produits de papier, les pièces d'automobile, le cuivre, les engrais, l'orge et l'aluminium sont les principaux produits exportés par le Canada en Colombie. L'investissement canadien dans les secteurs colombiens des télécommunications et de l'énergie est en hausse constante depuis les années 1990. Au cours des cinq dernières années, les entreprises canadiennes ont également investi dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'exploration minière, des pâtes et papiers, de l'imprimerie, de la fabrication de chaussures, des services-conseils, des matières plastiques, des didacticiels, de la construction et de l'exploitation forestière. La Colombie désire vivement s'associer à des sociétés canadiennes parce qu'elle perçoit de plus en plus le Canada comme une source de technologies et de produits de qualité. (Le fait que le Canada soit mieux perçu par la Colombie comme une source de technologies de pointe peut indiquer que, de manière générale, il vaudrait la peine d'accorder une plus grande attention aux relations en matière d'innovation.). Cette perception est due surtout à la grande notoriété dont jouissent les entreprises canadiennes qui exercent des activités en Colombie, telles que Bata Footwear, Enbridge, Kruger Paper, McCain Foods, Nexen, Nortel Networks, President's Choice International, Quebecor World et Talisman Energy<sup>43</sup>.

Malgré les problèmes qui règnent dans le pays, l'économie colombienne est diversifiée et relativement développée. La Colombie, qui jouit d'un accès en franchise dans les autres pays andins et qui est en train de négocier un ALE avec les États-Unis et le Canada, se trouve en position idéale pour profiter au maximum du développement régional.

## **Chili**

Selon l'Economist Intelligence Unit, le Chili est le meilleur pays d'Amérique latine où faire des affaires. Ce classement est fondé sur des indicateurs comme le cadre institutionnel et politique, la stabilité macroéconomique, les politiques à l'égard des entreprises privées, la politique en matière d'investissement étranger, le financement et les infrastructures. Il y a un vaste consensus chez les politiciens en faveur d'une libéralisation économique. Le Chili est reconnu pour sa stabilité macroéconomique et son ouverture à l'égard de l'investissement étranger. Beaucoup d'entreprises étrangères perçoivent le Chili comme un tremplin pour gérer ou étendre leurs activités commerciales dans le reste de l'Amérique du Sud. D'après EDC, il existe des débouchés dans de nombreux secteurs qui cadrent avec les capacités canadiennes, y compris les secteurs de l'exploitation minière, des infrastructures, de l'énergie et des applications environnementales.

---

<sup>43</sup> Ambassade du Canada en Colombie : [Hhttp://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/Office.jsp?oid=62H](http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/Office.jsp?oid=62H).

Le Chili est un pays minier. Les exportations de produits miniers provenant des régions du Nord, essentiellement de cuivre, représentent environ 50 % des rentrées nationales de devises. On évalue qu'il y a environ un million d'hectares de réserves minérales non exploitées au Chili. Voilà donc une source débouchés, tout comme le secteur des outils et du matériel d'exploitation minière. On trouvera aussi des débouchés pour les compétences techniques et les technologies liées à la protection de l'environnement qui réduisent les risques écologiques associés à l'exploitation minière. Ces débouchés verront le jour à mesure que le Chili appliquera les normes environnementales qu'il a récemment adoptées.

Voici des débouchés offerts aux fournisseurs de matériel et de services d'exploitation minière dans le cadre de nouveaux projets miniers ou d'activités minières existantes :

- exploration minérale (géophysique, cartographie, sondage au diamant, forage en tunnel);
- logiciels de planification minière (évaluation des ressources, modélisation, entretien et optimisation, planification et conception de mines);
- technologies de transformation;
- exploitation minière à forfait;
- services d'ingénierie;
- matériel environnemental (installations d'assainissement des eaux, stations de traitement d'eau, analyseurs d'effluents, logiciels);
- services-conseils en environnement (mesures correctives et fermeture de mines);
- matériel de sécurité et formation sur la sécurité dans les mines;
- matériel d'exploitation minière.

Dans le secteur de l'environnement, il y a possibilité de vendre des services et des services-conseils de pointe en environnement, en particulier aux entreprises exportatrices qui doivent respecter les normes techniques rigoureuses ainsi que les normes strictes en matière de gouvernance d'entreprise imposées par les États-Unis et l'Union européenne. La mise en application de la réglementation engendrera une demande de matériel antipollution ainsi que de services techniques en génie de l'environnement et de services d'experts-conseils. Selon cette réglementation, toutes les eaux usées doivent être traitées d'ici 2010. On prévoit donc des investissements dans la collecte, le transport, le recyclage, l'incinération et l'élimination définitive des résidus dangereux.

L'importance de l'aquaculture au Chili est un point qui s'est dégagé des consultations. Le Chili est devenu le plus grand producteur et exportateur de saumon frais et surgelé du monde. La grappe industrielle qui s'est formée autour de la région des lacs du Chili est incomparable. Les ingrédients à valeur ajoutée servant à la préparation d'aliments pour animaux et les protéines végétales, utilisés par exemple dans la farine de poisson, sont des débouchés possibles.

## **Pérou**

Le Pérou est un pays stable sur le plan politique et économique. Son taux de croissance économique annuel s'élève à environ 7 %. Cette croissance est en grande partie attribuable à un accroissement des investissements étrangers au Pérou et à une hausse des exportations de minéraux. La privatisation se poursuit au pays, et on prévoit la privatisation d'une quantité considérable de sociétés d'État, en particulier celles qui ont un lien avec les ports, les aéroports, l'infrastructure routière, l'industrie minière, le secteur pétrolier et gazier, l'énergie, l'agriculture et les télécommunications.

Voici les secteurs qui, selon EDC, présentent des occasions de croissance en ce qui touche les exportations et les investissements : investissement minier, services miniers et matériel d'exploitation minière, énergie, applications et services environnementaux. D'après les prévisions d'EDC, l'économie continuera d'être stimulée par des investissements substantiels associés à la série de projets dans le secteur minier et dans l'industrie pétrolière et gazière ainsi que par les importantes dépenses affectées à la construction de logements et à l'infrastructure publique. En novembre 2006, le Canada et le Pérou ont signé un accord sur la protection des investissements étrangers (APIE).

Le Pérou occupe une très grande place sur le marché international des métaux. À l'heure actuelle, seule l'industrie minière du Chili surclasse celle du Pérou, qui a le potentiel voulu pour occuper le premier rang en Amérique latine. Beaucoup de grandes sociétés minières internationales ont réalisé d'importants investissements au Pérou. Le gouvernement a accordé des concessions en vue de l'exploration minière visant 12 millions d'hectares. Il espère ainsi attirer 11 milliards de dollars d'investissements additionnels au cours des quatre prochaines années. L'industrie minière, tout comme l'économie, est en plein essor. Néanmoins, l'industrie doit se préoccuper de questions importantes touchant l'environnement, les populations indigènes et le développement régional. Le Pérou doit établir des infrastructures afin que les sociétés minières puissent avoir accès aux régions montagneuses et aux autres régions accidentées.

En ce qui concerne le secteur pétrolier et gazier, le Pérou a ouvert de vastes régions du pays à la prospection de gaz et de pétrole. Le gouvernement favorise un projet de modernisation d'une raffinerie de pétrole publique d'une valeur de un milliard de dollars ainsi que la construction d'un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié qui s'inscrit dans un vaste projet. Il s'agit là de l'investissement le plus substantiel de l'histoire péruvienne. Jusqu'à ce jour, le gouvernement a accordé plus de 80 contrats d'exploration qui couvrent 540 000 km<sup>2</sup>.

### **Argentine**

En 2003, l'économie argentine a commencé à se remettre de la crise financière qui a frappé en 2002; depuis, elle a enregistré une croissance de plus de 8,5 % durant quatre années consécutives, croissance qui a été stimulée par des investissements et la consommation. Les perspectives demeurent favorables. Selon EDC, de nombreux secteurs offrent de bons débouchés. Voici les secteurs où se trouvent de bonnes occasions de croissance pour les entreprises canadiennes : services pétroliers et gaziers, services miniers et matériel d'exploitation minière, technologies de l'information et des communications, infrastructures et énergie.

La privatisation de l'industrie pétrolière et gazière a créé des débouchés pour les fournisseurs étrangers. On construit des gazoducs pour exporter du gaz naturel depuis l'Argentine jusqu'au Brésil, au Chili et en Uruguay. Par ailleurs, d'autres projets de prospection en Argentine sont à l'étude. Les intérêts albertains représentent des investisseurs substantiels. Plusieurs entreprises de l'Alberta ont des activités en Argentine, dont Nova Gas, Norcen, AEC (maintenant EnCana) et TransAlta Utilities.

Pour ce qui est du secteur des TIC, la libéralisation complète du marché argentin des télécommunications en a fait l'un des marchés latino-américains au taux de croissance des plus rapides. Les télécommunications sans fil, les réseaux de communications à haute vitesse et à large bande, la transmission de données et les technologies Internet sont les segments de marché dans

lesquels la croissance est la plus dynamique. L'industrie argentine du logiciel est la plus développée de l'Amérique latine, situation en grande partie attribuable à la main-d'œuvre hautement qualifiée et à l'infrastructure de télécommunications moderne du pays ainsi qu'à la capacité de l'Argentine à attirer des investissements d'entreprises internationales comme IBM et Motorola. L'Argentine voit également croître sa part du marché mondial de l'externalisation des services de TI et est en tête du développement du commerce électronique dans le monde hispanophone.

## **Cuba**

Cuba demeure un pays au régime fortement autoritaire où des limites strictes frappent les libertés politiques, entre autres la liberté d'expression et la liberté de presse. Cuba fait l'objet d'un embargo économique américain depuis 1962.

Cuba a réalisé d'importants accomplissements dans le domaine du développement humain, par exemple la gratuité des soins de santé, la gratuité scolaire pour tous et l'établissement d'un système d'aide sociale. Bien que le nouveau président, Raul Castro, introduise certaines réformes, l'Economist Intelligence Unit s'attend à ce que la transformation politique (et économique) soit graduelle plutôt que brusque. EDC souligne que le Canada entretient une relation commerciale établie et stable avec Cuba. De plus, le potentiel que présente Cuba en matière d'occasions d'investissement et de débouchés commerciaux pour le Canada est grand dans tous les secteurs, mais plus particulièrement dans les industries extractives, le secteur de l'infrastructure et le secteur des applications environnementales.

Les sociétés minières canadiennes comme Sherritt International ont d'importantes activités à Cuba. Les exportations cubaines de nickel et de cobalt, dont le raffinage est en grande partie effectué en Alberta, constituent une source substantielle de rentrées de devises pour Cuba. Cuba possède d'importantes réserves de pétrole. D'après les découvertes récentes, le pays serait en mesure de produire jusqu'à 18,3 millions de barils de pétrole par année. Cuba a ouvert l'accès à une zone de 112 000 km<sup>2</sup> dans le golfe du Mexique en vue de l'exploration pétrolière en eau profonde par des entreprises étrangères. L'arrivée de nouvelles technologies d'extraction de gaz et de pétrole a eu pour effet d'accroître la production des sites situés le long de côte nord-ouest de Cuba où Sherritt International Corporation exerce des activités, en partenariat avec Cuba Petróleo (Cupet), société d'État cubaine.

Les technologies médicales constituent l'une des forces de Cuba, qui peut s'avérer une source de bonnes applications scientifiques peu coûteuses. L'idée d'externaliser la recherche à Cuba a été soulevée plus d'une fois dans le cadre des consultations. Par ailleurs, l'intérêt que manifeste Cuba à l'égard de la nanotechnologie a également été signalé lors des discussions.

## **VI.c. Débouchés par secteur<sup>44</sup>**

Voici les secteurs qui, selon le MAECI, présentent des débouchés commerciaux précis qui cadrent bien avec les capacités et les intérêts du Canada dans la région de l'ALC<sup>45</sup> :

- produits du bâtiment et construction (y compris les services);
- matériel et services de production d'électricité;

---

<sup>44</sup> Les études de marchés du MAECI peuvent fournir des renseignements sur les débouchés sectoriels par pays. Ces rapports sont accessibles à l'adresse [Hhttp://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/IndustrySector.jspH](http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/IndustrySector.jspH).

<sup>45</sup> [Hhttp://www.international.gc.ca/commerce/assets/pdfs/r12-fr.pdf](http://www.international.gc.ca/commerce/assets/pdfs/r12-fr.pdf)

- industries de l'environnement;
- technologies de l'information et des communications;
- matériel et services d'exploitation du pétrole et du gaz.

À l'heure actuelle, ce sont les exportations de blé, de légumineuses, de potasse, de papier et de charbon qui dominent les exportations à destination de la région de l'ALC. Cependant, la présente étude vise à repérer des possibilités de collaboration dans des secteurs émergents ou dans des secteurs liés aux sciences et aux technologies (S-T). Les débouchés par secteur particulier sont traités plus en détail dans la section précédente qui décrit la situation dans chaque pays ainsi que dans l'annexe C. Quant aux débouchés dans les secteurs des sciences et des technologies, ils sont abordés dans la section VII du présent rapport.

Les pratiques et initiatives socialement responsables mises en œuvre par les entreprises canadiennes, lorsqu'elles sont appliquées équitablement et dans le respect des valeurs, des cultures et des collectivités locales, peuvent contribuer au développement local durable et améliorer le niveau de vie dans les pays de l'ALC. Les pratiques socialement responsables peuvent constituer un avantage concurrentiel et contribuer à redorer l'image du Canada en tant que partenaire de choix pour mener des activités commerciales dans la région. L'Ouest canadien a acquis, au cours de ses nombreuses années d'expérience en développement dans la région de l'ALC, une expertise en matière de responsabilité sociale des entreprises, laquelle peut ouvrir la voie à des débouchés commerciaux.

### **Exploitation minière**

L'exploration minière, l'investissement, le matériel, les services environnementaux et autres figurent au nombre des débouchés pour les entreprises de l'Ouest canadien dans le secteur minier. Les technologies connexes comme la géomatique occupent également une place importante. Des sept pays à l'étude, voici ceux dans lesquels les débouchés dans le secteur minier sont particulièrement notables : Chili, Pérou, Colombie, Argentine et Brésil. L'exploitation minière n'apparaît pas dans la liste susmentionnée des secteurs les plus prometteurs selon le MAECI. Il s'agit néanmoins d'un important secteur porteur de débouchés commerciaux.

L'investissement canadien dans le secteur minier en Amérique latine s'élève à 35 milliards de dollars<sup>46</sup>. Le Brésil, le Chili et le Pérou sont les principaux pays où le Canada investit dans le secteur minier. L'Argentine, où le Canada exerce beaucoup d'activités d'exploration, et l'Équateur, où le Canada est responsable d'une part considérable de l'activité minière, représentent également des destinations d'investissement importantes. Un des grands objectifs consiste à faire suivre investissement dans le secteur minier et exportations de biens et services canadiens.

### **Pétrole et gaz/énergie**

Selon EDC, six des sept pays à l'étude (le Chili étant l'exception) présentent des débouchés substantiels dans le secteur du matériel et des services d'exploitation du pétrole et du gaz. Le Venezuela (pétrole conventionnel et lourd), le Brésil et la Colombie constituent les plus grands marchés pétroliers et gaziers. Malgré ses prix plafonds, l'Argentine représente aussi un marché important. Les débouchés peuvent également s'étendre à la récupération assistée du pétrole et au captage du CO<sub>2</sub>, avec pour marché potentiel Trinité-et-Tobago en particulier.

---

<sup>46</sup> Ressources naturelles Canada, secteur minier.

On croit qu'il y a environ 50 entreprises canadiennes de services énergétiques dans le marché de l'ALC. L'approvisionnement en énergie est un facteur important dont doit tenir compte la vaste industrie minière qui fait appel à l'expertise canadienne dans le domaine de l'énergie. Les oléoducs et gazoducs sont un secteur notable d'activité. Par exemple, Enbridge détient une part de 25 % dans un réseau d'oléoducs en Colombie. On s'intéresse également à l'énergie marémotrice, à l'énergie hydroélectrique à petite échelle et à d'autres technologies énergétiques canadiennes. Au nombre des questions de gouvernance touchant le secteur de l'énergie figurent la responsabilité sociale des entreprises, la durabilité et l'énergie renouvelable<sup>47</sup>.

### **Sciences de la vie et biotechnologie<sup>48</sup>**

Généralement parlant, un intérêt pour les sciences de la vie et la biotechnologie a été manifesté dans le cadre des consultations, principalement en ce qui touche la génétique et les biocombustibles au Brésil et au Chili. D'après EDC, il y aurait des débouchés dans le domaine de la santé au Venezuela. L'expertise cubaine en santé a également été soulevée lors des consultations. L'industrie aquacole occupe une place notable au Chili, et cette industrie a des liens historiques solides avec la Colombie-Britannique.

### **Technologies de l'information et des communications (TIC)**

On considère que le secteur des TIC présente de grands débouchés au Brésil, au Venezuela, en Colombie et en Argentine. Les entreprises de l'Ouest canadien offrent des services de TI et des solutions technologiques de pointe dans un vaste éventail de secteurs. Selon le MAECI, les TIC constituent un secteur de débouchés de premier plan. On a fait remarquer dans le cadre des consultations que, généralement, les débouchés touchant les technologies de pointe s'adressent davantage aux grandes entreprises.

Prenons la géomatique comme exemple de TIC. Le Pérou, le Chili et le Brésil élaborent des plans à long terme en vue d'améliorer leurs capacités dans le domaine de la géomatique. Les activités sont axées sur la gestion des catastrophes naturelles, la planification de l'utilisation des terres et l'infrastructure de données géospatiales<sup>49</sup>.

### **Aérospatiale**

L'industrie aérospatiale de l'Ouest canadien collabore de plus en plus avec Embraer au Brésil. Embraer est une entreprise établie qui s'intéresse aux fournisseurs canadiens. Les activités d'Embraer dans le domaine des avions à réaction très légers sont particulièrement prometteuses.

### **Technologies de l'environnement**

L'industrie canadienne de l'environnement est un chef de file mondial au chapitre des technologies liées aux piles à combustible et à hydrogène. De nombreuses entreprises canadiennes se spécialisent

<sup>47</sup> Ressources naturelles Canada, Canmet.

<sup>48</sup> Le site Web suivant donne des renseignements sur les écotechnologies, en particulier les grappes d'entreprises en biotechnologie en Amérique latine (Brésil et Cuba) :

[Hhttp://www.portofentry.com/site/root/resources/feature\\_article/2078.html](http://www.portofentry.com/site/root/resources/feature_article/2078.html)

Cet article traite de la collaboration entre le Canada et les pays de la région de l'ALC. L'article porte sur CamBio Tec, initiative conjointe du Canada et de l'Amérique latine sur les applications de la biotechnologie au service du développement durable, qui est un réseau de collaboration internationale visant à favoriser la commercialisation des biotechnologies modernes en Amérique latine.

<sup>49</sup> Le secteur des Sciences de la Terre de Ressources naturelles Canada a établi un projet à Vancouver qui porte sur les données géologiques associées aux risques naturels dans les pays andins. Fait intéressant, le projet est réalisé en Colombie-Britannique en raison de la nature montagnueuse de la province, qui s'apparente à celle des pays andins.

dans les activités de gestion environnementale pour le compte de grandes industries du secteur primaire comme l'industrie pétrolière et gazière, l'industrie minière et l'industrie des pâtes et papiers. L'écoindustrie canadienne est de taille comparable aux industries pharmaceutique et aérospatiale et offre des produits et des services tout aussi poussés. Le marché latino-américain des biens et des services pour la protection de l'environnement constitue un excellent débouché en matière de commerce et d'investissement pour le Canada.

Les grands pays de l'Amérique latine dont l'économie est en pleine croissance se tournent vers des réformes sur le plan environnemental auxquelles ils consacrent de plus en plus de ressources. En Amérique latine, la forte croissance économique et les réformes axées sur le marché, par exemple la vaste privatisation et la libéralisation du commerce dans l'hémisphère, ont fait croître le degré de sensibilisation aux problèmes environnementaux et ont fait se multiplier les pressions pour que l'on trouve des solutions à ces problèmes. Certains grands pays latino-américains ont commencé à renforcer leur réglementation dépassée ou peu sévère en matière d'environnement. Cette sensibilisation accrue à l'égard des problèmes environnementaux aux quatre coins de la région va souvent de pair avec une affectation de ressources additionnelles pour remédier aux problèmes en question.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des statistiques fiables sur les exportations de biens et de services pour la protection de l'environnement, la valeur estimative du marché des technologies de l'environnement était de 6 à 7 milliards de dollars en Amérique latine en 1992. À l'heure actuelle, ce marché est évalué à 1,7 milliard de dollars dans le cône Sud (Chili, Argentine et Brésil), et on prévoit une croissance de près de 30 % au cours des dix prochaines années<sup>50</sup>.

Afin d'exploiter ce potentiel de marché, les États-Unis sont en train de mettre sur pied un nouveau programme de la USAID qui établit une correspondance entre les besoins de l'Amérique latine en matière de technologies de l'environnement et les produits et services de protection de l'environnement offerts par les entreprises américaines. L'Environmental Technology Network for the Americas (ETNA – réseau de technologies de l'environnement des Amériques) fournit des renseignements sur les débouchés commerciaux et les possibilités d'investissement en environnement dans les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela. Pour recueillir l'information, l'ETNA fait appel à un vaste réseau de conseillers en environnement auprès des entreprises et de techniciens locaux qui déterminent les besoins en matière de produits, de services et d'infrastructures en Amérique latine. De même, le gouvernement israélien a créé l'Israel Export & International Cooperation Institute (institut israélien des exportations et de la coopération internationale), qui reçoit l'appui de plus de 2 600 entreprises membres et organismes du secteur privé. Cet institut favorise les relations commerciales entre les exportateurs israéliens et les entreprises et organisations étrangères. En fournissant un large éventail de services axés sur l'exportation aux entreprises israéliennes ainsi que des services complémentaires à la communauté commerciale internationale, l'Institut contribue à l'établissement de coentreprises, d'alliances stratégiques et de partenariats commerciaux fructueux<sup>51</sup>.

<sup>50</sup> [Hhttp://findarticles.com/p/articles/mi\\_m1052/is\\_n5\\_v115/ai\\_16042992](http://findarticles.com/p/articles/mi_m1052/is_n5_v115/ai_16042992)

<sup>51</sup> [Hhttp://www.export.gov.il/Eng/Articles/Article.asp?CategoryID=352&ArticleID=527](http://www.export.gov.il/Eng/Articles/Article.asp?CategoryID=352&ArticleID=527)

## VII. SCIENCES ET TECHNOLOGIES DANS LA RÉGION DE L'ALC

DEO investit depuis des années dans l'infrastructure de la recherche humaine et physique de l'Ouest canadien. Si le réengagement dans l'Amérique latine devenait une priorité pour le Ministère, il serait logique qu'il s'appuie sur les technologies qu'il a déjà encouragées. Les domaines qui pourraient être riches de promesses en innovation comprennent notamment les biocarburants, l'agrobiotechnologie, les vaccins et l'aérospatiale. DEO pourrait s'employer de concert avec les grappes d'innovation à améliorer les relations dans le domaine des sciences et des technologies avec leurs pendants de la région de l'ALC.

### VII.a. Débouchés dans le secteur des sciences et des technologies

Le CNRC a cerné les grands domaines des sciences et des technologies suivants qui, selon lui, offrent des débouchés dans la région de l'ALC : piles à combustible, biocarburants, biodiagnostic et biotechnologie végétale. Des créneaux pourraient inclure les travaux sur les vaccins de pointe avec Cuba et d'autres pays. La métrologie, la science de la mesure, pourrait devenir importante. Le CNRC précise que les ressources disponibles pour promouvoir des initiatives pourraient être limitées.

Malgré qu'elles entretiennent très peu de relations avec l'Amérique latine, les grappes d'innovation de l'Ouest canadien reconnaissent que la région de l'ALC présente un potentiel dans un certain nombre de secteurs, et les débouchés possibles suscitent de plus en plus d'intérêt dans l'Ouest canadien. Voici certains secteurs prometteurs :

- L'Institute for Fuel Cell Innovation du CNRC à Vancouver connaît bien l'expertise que possède le Brésil dans le domaine des biocarburants, notamment en ce qui a trait à l'utilisation de la canne à sucre pour la production d'éthanol, et s'intéresse à cette expertise. Dans le domaine de l'aérospatiale, les activités d'Embraer liées au jet très léger semblent particulièrement prometteuses.
- Les experts en séquestration du CO<sub>2</sub> et en technologie pétrolière de l'Université de Regina croient que Trinité-et-Tobago pourrait offrir un certain intérêt dans le domaine de la récupération assistée des hydrocarbures.
- La technologie canadienne pourrait intéresser le secteur de la mise en valeur du pétrole lourd de l'ALC.
- Genome BC s'intéresse notamment aux attributs génomiques des cultures sud-américaines, aux salmonidés et à un projet de développement dans le secteur de la production de raisins et de vin au Chili.
- La Vaccine and Infectious Disease Organization voit du potentiel dans l'ALC, en particulier à Cuba et au Brésil.
- La grappe océanographique de l'Ouest canadien voit aussi des possibilités dans l'ALC; elle souhaite être tenue au courant des prochaines activités de l'APECA dans le domaine du développement des industries océaniques et participer à ces activités.

L'Argentine et le Chili sont les pays qui s'intéressent le plus à la recherche et au développement dans le secteur canadien des sciences et des technologies. Les universités chiliennes sont très avancées dans la R-D en général, et surtout en ce qui concerne l'eau, l'environnement, les technologies minières, la récupération et les fermetures de mines. En Argentine, les intérêts tournent autour des mêmes thèmes, auxquels s'ajoute l'énergie nucléaire. On s'intéresse aux technologies

charbonnières propres en Colombie. On s'intéresse beaucoup à l'innovation au Chili, par exemple à la modélisation informatique des dangers potentiels causés par les fermetures de mines<sup>52</sup>.

### VII.b. Étude du cas du Chili : Amélioration de la compétitivité grâce à l'innovation<sup>53</sup>

Le Chili a fortement intérêt à attirer l'investissement canadien. Le Chili prévoit des incitatifs ciblant les investissements qui créent une capacité d'innovation et de création de nouvelles technologies au Chili. Les secteurs dans lesquels le Chili encourage en priorité l'investissement dans l'innovation<sup>54</sup> sont par ordre d'importance la biotechnologie, les mines et l'exploitation forestière.

Le Canada et le Chili ont des intérêts communs en ce qui concerne la recherche appliquée dans plusieurs domaines des ressources naturelles, et plus précisément dans les domaines de l'énergie (biocarburant), de l'agriculture (y compris l'agroalimentaire), de l'exploitation forestière (génétique et certification) et des mines (bioprocessus). Dans le domaine de la santé, les deux pays s'intéressent à la recherche sur les effets de l'arsenic sur les humains, sur les vaccins administrés aux animaux et aux humains et sur les nutraceutiques. La biotechnologie est un secteur important au Chili, notamment l'agrobiotechnologie, les liens entre l'extraction minière et la biotechnologie et les biocarburants. La chaîne alimentaire est aussi considérée comme un domaine important, et particulièrement en ce qui touche les antibiotiques. Le Chili, dont l'économie est en pleine expansion en ce moment, doit accroître sa production agricole<sup>55</sup>.

L'État chilien a constitué un fonds grâce à une loi, adopté au milieu de 2005, qui prévoit le paiement de redevances sur les exportations de cuivre (taxe de 5 %). Ce fonds vise à améliorer la compétitivité nationale du Chili grâce à l'innovation dans un certain nombre de grappes clés. Le PIB par habitant devrait doubler au Chili pour atteindre 25 000 \$US d'ici 2020. Les piliers de cette grande initiative nationale sont la CORFO, l'Agence nationale de développement, et la CONICYT, la Commission nationale des sciences et des technologies. Le budget national chilien de 2008 prévoit 410 millions de dollars américains pour l'innovation. Les dépenses de recherche et développement représentent 0,5 % du PIB (1996-2002). Ce niveau d'investissement devrait doubler, ce qui signifie que deux fois plus de fonds seront ainsi destinés au programme d'innovation pour la compétitivité.

Le Conseil d'innovation pour la compétitivité du Chili a commandé une étude qui a cerné huit grappes clés nécessitant de vastes programmes de développement et dans lesquelles l'État financera en partie l'innovation. Les huit grappes en question sont les suivantes :

- aquaculture,
- délocalisation/approvisionnement à l'étranger,
- tourisme (vin, ski, pêche à la mouche, eaux thermales),
- services financiers,
- mines de cuivre,
- aliments transformés,
- fruits frais,
- porc et volaille.

<sup>52</sup> Discussions avec Ressources naturelles Canada.

<sup>53</sup> [Hwww.marketnewzealand.com/common/files/chile-cb.pdf](http://www.marketnewzealand.com/common/files/chile-cb.pdf)

<sup>54</sup> [Hhttp://www.nzte.govt.nz/common/files/p4-seminar-jimenez.pdf](http://www.nzte.govt.nz/common/files/p4-seminar-jimenez.pdf)

<sup>55</sup> Discussions avec le bureau du Centre de recherches pour le développement international de Montevideo.

La CONICYT est l'agence du gouvernement en matière de sciences et de technologies. Elle agit aussi comme organisme consultatif pour le gouvernement dans ce domaine. Elle est un des piliers du programme national chilien d'innovation pour la compétitivité. La CONICYT appuie sept centres d'excellence, soit dans les domaines suivants :

- biomédecine,
- sciences des matériaux,
- mathématiques appliquées,
- astrophysique,
- environnement et biodiversité,
- recherche océanographique,
- études des cellules moléculaires.

### VII.c. Domaines de compétences scientifiques dans la région de l'ALC<sup>56</sup>

Le Bureau du conseiller national des sciences a fait rédiger un rapport en 2005 sur la collaboration scientifique entre le Canada et les pays en développement<sup>57</sup>. Le rapport a été écrit dans l'optique de l'aide au développement, mais l'hypothèse sous-jacente était que la collaboration doit être mutuellement bénéfique pour favoriser le développement durable. Le rapport souligne l'intensité de la relation scientifique entre le Canada et le Brésil. Le système scientifique brésilien se développe rapidement, ce qui ouvre plusieurs avenues pour une collaboration mutuellement bénéfique entre les deux pays.

**Tableau 5 – Ouvrages scientifiques publiés en sciences naturelles et en génie, 1992-2003**

Pays	Nombre d'ouvrages
Canada	306 753
Brésil	75 466
Argentine	35 157
Chili	16 953
Venezuela	7 648
Colombie	4 434
Cuba	3 636
Pérou	1 705

Dans cette section, nous tentons de jeter un peu de lumière sur la collaboration scientifique possible entre le Canada et les sept pays examinés plus en détail. Les données utilisées sont le nombre d'ouvrages publiés par année en sciences naturelles et en génie et le facteur d'impact relatif

<sup>56</sup> Les opinions sur les capacités scientifiques des pays d'Amérique latine varient beaucoup selon les organismes consultés. Par exemple, Agriculture Canada en Saskatchewan n'était pas au courant des grandes capacités agrobiotechnologiques du Chili, malgré les intérêts du programme Investir au Chili dans l'agrobiotechnologie. En 1999, le ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan et le ministère de l'Agriculture du Chili ont conclu un mémoire de coopération de trois ans en matière de biotechnologie agricole. Pour plus de détails, visiter [http://www.agwest.sk.ca/vti\\_script/search.html0.idqH](http://www.agwest.sk.ca/vti_script/search.html0.idqH) et insérer le mot Chile dans la boîte de recherche, puis choisir dans les résultats de la recherche le document Word intitulé AGBIOTECH BULLETIN. Les domaines prioritaires en matière de coopération incluent la génétique animale, la production d'aliments pour animaux, les produits naturels et les extraits de plantes, la génétique moléculaire et la transgénétique moléculaire, la culture des tissus végétaux, les engrais biologiques, le rhizobium, les nouvelles plantes et les nouveaux produits végétaux.

<sup>57</sup> [http://www.science-metrix.com/pdf/SM\\_2005\\_002\\_CNS\\_Collaboration\\_Canada-Developing\\_Countries.pdf](http://www.science-metrix.com/pdf/SM_2005_002_CNS_Collaboration_Canada-Developing_Countries.pdf)

moyen (FIRM). Le FIRM est un indice fondé sur le nombre de fois où les publications d'un pays sont citées dans les ouvrages scientifiques. Le nombre de fois où les publications sont citées est une bonne approximation de la qualité des recherches publiées. À noter que le Pérou a un FIRM de 1,04, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale.

**Tableau 6 – Compétences scientifiques relatives**

Pays	Classement des pays selon les notes obtenues FIRM par domaine scientifique							
	Biologie	Recherche biomédicale	Chimie	Médecine clinique	Terre et espace	Génie et technologie	Mathématiques	Physique
(FIRM général du pays)								
CaS/Oda (1,08)	1	1	1	2	1	3	3	1
Pérou (1,04)	4	2	S/O	1	S/O	S/O	S/O	S/O
Colombie (0,91)	7	4	5	3	S/O	S/O	S/O	2
Brésil (0,86)	5	8	4	5	3	4	1	5
Argentine (0,86)	3	5	3	6	4	1	4	3
Venezuela (0,84)	6	7	2	4	5	2	5	6
Chili (0,80)	2	3	7	8	2	5	2	4
Cuba (0,72)	8	6	6	7	S/O	S/O	S/O	7

S/O indique qu'il n'y a pas assez d'activité dans le domaine pour classer le pays.

Entre autres observations, mentionnons la force relative apparente du Pérou dans les domaines de la médecine clinique et de la recherche biomédicale, celle de la Colombie dans le domaine de la physique, celle du Brésil en mathématiques, celle de l'Argentine en génie et technologie, celle du Venezuela en chimie et en génie et technologie et celle du Chili dans les domaines de la terre et de l'espace et de la biologie. Ces résultats sont strictement donnés à titre d'introduction. Le lecteur est prié de consulter le document source pour plus de détails. Mais la principale observation qu'on peut faire est peut-être, au moins en ce qui concerne le FIRM, que le Canada est dépassé par un ou plus d'un pays de l'ALC dans trois des huit domaines scientifiques.

#### VII.d. Capacité nationale d'innovation dans la région de l'ALC<sup>58</sup>

Dans la présente section, nous reproduisons les résultats obtenus par Michael Porter et Scott Stern sur la capacité nationale d'innovation des sept pays retenus. Les pays sont classés selon le National Innovative Capacity Index (indice de capacité d'innovation nationale). Des renseignements sur le personnel scientifique et sur le personnel du génie sont aussi donnés. De plus, des sous-indices mesurant des composantes importantes de la vitalité novatrice sont indiqués. Les sous-indices sont

<sup>58</sup>[www.kellogg.northwestern.edu/.../sstern/htm/NEWresearchpage/Publications/Porter%20Stern%20GCR%202003.pdf](http://www.kellogg.northwestern.edu/.../sstern/htm/NEWresearchpage/Publications/Porter%20Stern%20GCR%202003.pdf)

divisés en quatre groupes : politiques publiques en matière d'innovation, p. ex. efficacité du régime de protection de la propriété intellectuelle et de la politique de concurrence; environnement favorable à l'innovation dans les grappes, p. ex. degré de connaissance des acheteurs locaux et qualité des fournisseurs locaux; vigueur des liens dans le domaine de l'innovation et degré d'orientation vers l'innovation dans les opérations et les stratégies des entreprises.

**Tableau 7 – Indices de capacité d'innovation nationale\* (2003)**

Pays	Capacité d'innovation	Proportion de scientifiques et d'ingénieurs	Politiques en matière d'innovation	Environnement favorable à l'innovation dans les grappes	Liens dans le domaine de l'innovation	Opérations et stratégies
Canada	12	13	6	8	7	19
Chili	41	47	35	42	32	34
Brésil	42	51	53	29	36	33
Argentine	56	42	73	58	66	63
Colombie	62	65	60	53	64	57
Pérou	65	54	80	77	76	71
Venezuela	67	56	82	76	77	75
Cuba	Indices non disponibles					

\*Les chiffres indiquent les rangs des pays parmi les 95 pays analysés.

Le Chili et le Brésil dépassent clairement les autres pays retenus de la région de l'ALC pour ce qui est de la capacité d'innovation nationale.

## VIII. MESURES POTENTIELLES ET APPROCHES PROPOSÉES

Les options présentées ci-dessous offrent à DEO des moyens d'accroître l'engagement de l'Ouest canadien dans la région de l'ALC et de contribuer d'une manière efficace à l'initiative pangouvernementale qui vise le même but.

Le secteur d'activité le plus prometteur pour DEO est la promotion des grappes d'innovation de l'Ouest canadien par l'établissement de relations avec les principaux intervenants de l'Amérique latine. Dans le cadre de la présente étude, nous avons communiqué avec un échantillon de grappes d'innovation pour connaître les activités qu'elles avaient dans l'ALC, mais d'autres recherches devront être faites pour évaluer les possibilités de partenariats technologiques pour des grappes d'innovation précises.

Des activités qui pourraient aider à établir des relations et à atteindre d'autres objectifs sont proposées ci-dessous. Elle sont présentées par ordre, d'après leur capacité de réussir, selon nous, à promouvoir les grappes d'innovation par l'établissement de relations.

### Tournée d'étude sur les sciences et les technologies dans l'Ouest canadien

Deux délégués commerciaux chargés des sciences et des technologies sont en poste dans les missions du Canada dans l'ALC (un à Sao Paulo au Brésil et l'autre à Santiago au Chili). Il y aurait peut-être lieu de les aider à organiser une tournée d'étude des grappes d'innovation de l'Ouest canadien. On pourrait envisager d'inviter aussi un responsable de la Banque interaméricaine de développement et peut-être le directeur, Amérique latine, CRDI.

Il y aurait peut-être lieu aussi de produire un dépliant sur les capacités de l'Ouest canadien à l'intention des missions du Canada dans l'ALC.

### **Établissement de relations avec les missions du Canada à Miami et à Houston**

Le MAECI souligne l'importance de la mission du Canada à Miami en ce qui concerne les efforts de développement des affaires dans le marché latino-américain<sup>59</sup>. La plupart des grandes entreprises américaines présentes en Amérique latine ont leur siège social à Miami. Houston occupe une place importante dans l'industrie pétrolière et gazière. Par exemple, PetroBras a un important bureau d'approvisionnement à Houston. DEO pourrait communiquer avec ces deux missions dans le but d'explorer les débouchés potentiels dans l'ALC dans le cadre du North American Platform Program (Programme de la plate-forme nord-américaine).

### **Initiatives de partenariat technologique de l'APECA**

L'APECA a l'intention de s'employer de concert avec les missions et les responsables du PARI-CNRC à repérer, pour un ou plusieurs marchés, les entreprises qui souhaitent former des partenariats technologiques avec le Canada en vue de les appairer avec des entreprises canadiennes dans le cadre du Programme Hospitalité Canada du PARI-CNRC. Dans la ligne des autres recommandations formulées dans le présent rapport au sujet des grappes d'innovation, cette activité de l'APECA pourrait être un modèle qu'il vaudrait la peine d'examiner plus à fond.

### **Facilitation de la formation de partenariats entre les grappes et les établissements d'enseignement**

Le milieu de l'enseignement est une porte d'entrée dans nombre des pays latino-américains. Les consultants facilitent une relation efficace entre les grappes d'innovation et les établissements d'enseignement, axée sur la région de l'ALC et dirigée par celle-ci. DEO pourrait choisir de faciliter le renforcement de partenariats entre collèges, universités et grappes, axés sur la région et dirigés par le milieu de l'enseignement. Les partenariats de collaboration entre les établissements d'enseignement et ces grappes sont certes la norme de nos jours, mais une concertation à cet égard devrait produire d'importants nouveaux résultats.

Parallèlement à ces partenariats, signalons le déploiement d'intenses efforts pour amener des jeunes de la région à étudier au Canada et l'exécution de programmes comme Équipe Canada junior de Vision planétaire<sup>60</sup>, qui permettent à de jeunes Canadiens de voyager et d'apprendre à l'étranger. Les relations établies dans le cadre d'échanges d'étudiants sont déterminantes et durent toute la vie. DEO pourrait veiller à cet égard à ce que ces activités profitent au maximum à l'Ouest canadien.

Les pays qu'il est logique de viser pour ces relations mais qui ne doivent pas être les seuls visés sont le Brésil, le Chili, le Pérou et ceux avec lesquels le Canada a conclu ou est sur le point de conclure des accords de libre-échange. Toutefois, un examen soigneux des relations nouées ces dernières années par les universités et les collèges canadiens va presque certainement produire des débouchés dans les autres pays de la région. Les interlocuteurs consultés mentionnent inlassablement et avec raison le manque de ressources nécessaires pour poursuivre l'exploration ou mener à bien l'activité. DEO pourrait jouer un rôle de facilitateur ici.

---

<sup>59</sup> H<http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=80259&cid=721&oid=219>

<sup>60</sup> H<http://www.visioninternationale.ca/index.php>

### **Associations industrielles**

DEO pourrait appuyer les efforts des associations industrielles privées qui cherchent activement à accroître l'engagement des entreprises qui les composent dans l'ALC. DEO pourrait jouer à la fois un rôle de facilitateur et un rôle de parrain et voir à ce que ces nouvelles amorces de relations tiennent compte des besoins des groupes clients de tout l'Ouest canadien. En particulier, DEO pourrait travailler en collaboration avec le Conseil canadien pour les Amériques et la Chambre de commerce Canada-Brésil, deux organismes qui se livrent à des activités de développement des affaires dans la région de l'ALC.

### **Sensibilisation**

DEO pourrait jouer un rôle important dans la diffusion ou l'amélioration des connaissances sur l'ALC. En particulier, DEO pourrait chercher à trouver des moyens et des façons de faire mieux connaître les marchés à la communauté des affaires et aux grappes d'innovation. Par exemple, le Ministère pourrait veiller à ce que les entreprises et les grappes d'innovation de l'Ouest canadien connaissent les débouchés que les nouveaux accords de libre-échange procureront en Amérique latine et les effets que ces accords auront sur cette région. Parallèlement, DEO pourrait veiller à ce que le point de vue de l'Ouest canadien soit entendu avant le début des négociations de tout nouvel ALE.

### **Relations avec Embraer**

DEO fait beaucoup pour porter les grands projets d'approvisionnement fédéral à l'attention des fournisseurs aérospatiaux de l'Ouest canadien. La filière Embraer progresse et il conviendrait peut-être que le Ministère joue un rôle ici. Un accord en vigueur avec l'OCDE et le Brésil sur le seuil de financement des acheteurs a amélioré la relation bilatérale de même que l'achat par Air Canada de 60 avions d'Embraer. Embraer pourrait être en train d'organiser la venue d'une mission d'entreprises canadiennes au Brésil.

### **Mise à profit des liens qu'entretient déjà l'Ouest canadien avec l'ALC**

DEO pourrait aussi bâtir sur les liens économiques très importants qui existent déjà entre l'Ouest canadien et la région de l'ALC en cherchant à en profiter et en voyant à les appuyer. Des entreprises de l'Ouest canadien, par exemple Teck Cominco, Nexen, Enbridge, Methanex, EnCana, Canadian Superior Oil, Potash Corporation, Talisman et au moins une douzaine d'autres entreprises du secteur de l'énergie et des ressources, sont présentes dans la région et y ont investi des milliards de dollars. Ces grandes entreprises canadiennes ont une grande expérience de la région de l'ALC qui devrait être partagée avec les autres entreprises intéressées. Leur expérience et leurs connaissances pourraient aussi servir à conseiller et à aider les autres entreprises canadiennes. Ces entreprises savent ce que c'est que d'exporter vers la région de l'ALC, d'y investir et de former des coentreprises avec les entreprises de la région et sont aguerries aux défis que posent la politique, les lois et les règlements dans la région.

De plus, on pourrait mettre à profit leur expérience et leurs conseils et peut-être aussi s'en servir pour faire entrer de nouvelles entreprises dans la région dans des secteurs comme ceux des technologies environnementales et des technologies pétrolières. La Commission canadienne du blé réalise le quart de ses ventes dans l'ALC, et les fournisseurs de l'Ouest canadien ont vendu pour plus de 150 millions de dollars de pois, de fèves et de lentilles dans la région en 2007. Ces exportateurs de produits agricoles et les autres exportateurs de produits agricoles pourraient être en mesure d'aider les entreprises présentes dans la grappe des produits fonctionnels et des produits nutraceutiques par exemple.

Les organisations non gouvernementales (ONG) qui connaissent la région pourraient être des partenaires utiles pour des initiatives dans la région de l'ALC. Par exemple, le développement des affaires en Amérique latine doit tenir compte bien souvent des effets sur les peuples autochtones. Les ONG s'y connaissent dans ces domaines, notamment dans celui de la responsabilité sociale des entreprises, une priorité du gouvernement du Canada. Au nombre des grandes ONG dans lesquelles l'Ouest canadien est bien représenté mentionnons l'Institut international du développement durable, la Fondation Suzuki, l'Institut Pembina et le Canadian Business for Social Responsibility.

### **Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement dans l'Ouest canadien**

Il est possible que la réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement ait lieu au Canada en 2011. DEO pourrait chercher à ce que cette possibilité se concrétise. Le directeur exécutif de la Banque au Canada serait favorable à l'idée. Les réunions multilatérales de la Banque sont de gros événements parce qu'elles attirent de nombreux cadres supérieurs. Cette réunion pourrait servir à montrer les capacités de l'Ouest canadien et à nouer des relations. L'APECA a joué un rôle actif dans l'organisation de la réunion annuelle de la Banque de développement des Caraïbes tenue à Halifax en mai 2008.

### **Domaines d'intervention potentiels non directement sous l'influence de DEO**

*Liens entre technoparcs* – Il y a cinq ans à peu près, Industrie Canada a fait l'essai de mesures visant à favoriser les relations entre les technoparcs du Canada et les technoparcs de la Scandinavie et croit que l'idée pourrait être intéressante pour l'Ouest canadien et pour les régions plus avancées de l'Amérique latine. Le Chili pourrait être la meilleure région à viser, étant donné les compétences en sciences et en technologies du Chili et les efforts que le pays fait pour former de tels partenariats.

*Conseiller en sciences et en technologies* – Au Canada, les conseillers en sciences et en technologies surveillent les politiques et les programmes en la matière et font rapport sur ces politiques et ces programmes. L'objectif est de contribuer à l'élaboration des politiques et des programmes futurs du Canada en matière de S-T grâce à des renseignements à jour sur les politiques en matière de S-T des pays hôtes. De plus, ces conseillers encouragent la collaboration dans le domaine des S-T dans le but de favoriser la formation de partenariats en S-T entre les institutions gouvernementales, le milieu de l'enseignement et le secteur des affaires du Canada et leurs équivalents dans les pays hôtes. Le Canada a des conseillers supérieurs en sciences et en technologies à Bruxelles, Paris, Berlin, Tokyo, Londres, Washington et New Delhi. Il n'en a pas en Amérique latine. Il a plutôt des délégués commerciaux chargés des S-T au Brésil et au Chili. Étant donné l'intérêt que le Ministère a dans les grappes d'innovation, l'absence d'un conseiller en sciences et en technologies en Amérique latine limite en grande partie la capacité de DEO de comprendre facilement les dimensions des politiques et les possibilités de formation de partenariats de collaboration qui pourraient s'offrir aux grappes d'innovation de l'Ouest canadien en Amérique latine.

*Données sur l'Amérique latine* – Les données de Statistique Canada sur l'investissement par secteur industriel en Amérique latine sont fondées dans la catégorie « autres pays étrangers ». Même si la décision ne relève pas directement de DEO, une catégorie distincte pour l'Amérique latine, si la chose était possible, serait sûrement utile. (Les divisions utilisées sont États-Unis, Royaume-Uni, Autres pays de l'UE, Japon et autres pays de l'OCDE et Autres pays étrangers.)

***Jumelage par l'intermédiaire d'EDC*** – EDC a une capacité de jumelage impressionnante grâce à laquelle des entreprises canadiennes cautionnées sont présentées aux contacts dans les entreprises qu'EDC a en Amérique latine. Des visites d'acheteurs étrangers au Canada sont parfois organisées. Par exemple, l'industrie minière chilienne cherche des sources d'énergie de remplacement. EDC a organisé une visite de cadres chiliens au Canada. En particulier, les technologies charbonnières, une des forces de l'Ouest canadien, ont été mises en lumière durant la visite. Ce service de jumelage pourrait permettre à DEO, en collaboration avec EDC, d'aider des entreprises commerciales liées de l'Ouest canadien associées aux grappes d'innovation.

***Plans des missions du MAECI*** – Les plans des missions du MAECI sont affichés en ligne sur l'intranet du Ministère. Ces plans des missions pourraient être une ressource utile pour DEO dans le cadre de toutes les initiatives envisagées. DEO profiterait de consultations exhaustives auprès du MAECI pour toute initiative éventuelle dans le domaine à l'étude. Le personnel cadre du MAECI en Colombie-Britannique a souligné la grande valeur des initiatives touchant l'ensemble de l'Ouest canadien menées par DEO.

## IX. CONCLUSION

Pour résumer, les recherches et les consultations réalisées dans le cadre de l'étude ont abouti à trois grands résultats. Premièrement, les conditions économiques s'améliorent en Amérique latine, et un sentiment d'éveil à la réalité de ce marché peut être discerné dans l'Ouest canadien. Deuxièmement, les sciences et les technologies sont une des pierres angulaires des efforts de réengagement. Troisièmement, enfin, les grappes d'innovation de l'Ouest canadien échantillonnées interagissent d'une manière négligeable avec les entreprises de la région étudiée, mais il y a des cas où le potentiel est reconnu. De plus, l'intérêt augmente.

L'étude souligne que le gouvernement du Canada prend très au sérieux le réengagement dans l'Amérique latine. Les consultants ont rencontré de nombreux ministères fédéraux qui se livrent à des activités qui s'inscrivent bien dans le cadre de la stratégie de réengagement du Canada. La plus grande partie des efforts de réengagement visent à renforcer les liens dans le domaine des sciences et des technologies et la commercialisation des technologies connexe. Les habiletés de DEO à favoriser le développement des grappes d'innovation pourraient être très utiles dans cette nouvelle orientation du gouvernement du Canada.

C'est en voyant avec les grappes d'innovation comment nouer des relations avec l'Amérique latine que DEO peut contribuer le mieux aux efforts de réengagement. Les universités et les collèges communautaires de l'Ouest canadien pourraient aider le Ministère et les grappes d'innovation à cet égard.

Dans le cadre de la stratégie de réengagement du Canada, DEO pourrait ensuite consulter les grappes d'innovation de l'Ouest canadien au sujet des possibilités de formation de partenariats avec l'Amérique latine. La recherche visant à mieux comprendre les capacités des grappes d'innovation et une analyse de la concordance entre les marchés de l'ALC et les compétences de l'Ouest canadien peuvent être des éléments importants ici.

Il faut reconnaître que le Conseil national de recherches du Canada accorde une attention limitée à l'Amérique latine. Si le Canada entretient des liens spéciaux dans le domaine des S-T avec le Chili et le Brésil, aucun budget n'est prévu pour la mise en œuvre du protocole d'entente conclu avec le Chili, et l'accord sur le point d'être conclu avec le Brésil ne rapportera que quelques millions de dollars. La Direction de la science et de la technologie du MAECI prévient qu'il serait prématuré de multiplier les efforts en vue de la formation de partenariats étant donné que la propriété intellectuelle étrangère court beaucoup de risques en Amérique latine, où le bien public immédiat l'emporte sur les intérêts des entreprises privées.

En ce qui concerne les nouvelles initiatives liées aux grappes d'innovation qui pourraient être menées, on recommande à DEO de nouer des liens étroits avec le Conseil national de recherches du Canada et avec la Direction de la science et de la technologie du MAECI. C'est la Direction de la science et de la technologie du MAECI qui est chargée de l'élaboration et de l'application de la Stratégie mondiale sur l'innovation, dans laquelle le Brésil et le Chili sont les pays prioritaires de la région de l'ALC. Les secteurs prioritaires dans la stratégie sont les sciences et les technologies environnementales, les ressources naturelles et l'énergie, la santé et les sciences de la vie connexes, et les technologies de l'information et des communications.

D'après ce qu'ils comprennent du mandat et des priorités du Ministère, les consultants estiment que DEO ne devrait pas trop aider directement les entreprises individuelles à prendre de l'essor en Amérique latine, mais qu'il devrait plutôt tourner son attention vers les grappes d'innovation et les activités qui favorisent la formation de partenariats. En effet, les grappes d'innovation, les activités qui favorisent la formation de partenariats et les autres mesures recommandées dans le présent rapport, si elles portent leurs fruits, finiront par se répercuter dans les communautés d'affaires de l'Ouest canadien.

## ANNEXE A. STATISTIQUES SUR LE COMMERCE<sup>61</sup>

### 1. L'Ouest canadien par rapport au reste du Canada : Comparaison de l'importance de la région de l'ALC pour l'Ouest canadien par rapport au reste du Canada

#### Pourcentage des exportations globales à destination de l'ALC

(en millions \$)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Exportations de l'Ouest canadien dans la région de l'ALC	1 786	1 773	1 514	1 396	1 745	1 755	1 936	2 215
Exportations globales de l'Ouest canadien	111 233	109 944	98 329	104 777	117 310	1 334 496	137 552	144 627
<b>% des exportations globales de l'Ouest canadien à destination de l'ALC</b>	<b>1,61 %</b>	<b>1,61 %</b>	<b>1,54 %</b>	<b>1,33 %</b>	<b>1,49 %</b>	<b>1,31 %</b>	<b>1,41 %</b>	<b>1,53 %</b>
Exportations du reste du Canada dans la région de l'ALC	2 219	2 247	1 860	1 816	2 113	2 705	3 182	3 684
Exportations globales du reste du Canada	274 446	265 286	266 966	249 526	268 215	273 962	273 838	275 264
<b>% des exportations globales du reste du Canada à destination de l'ALC</b>	<b>0,81 %</b>	<b>0,85 %</b>	<b>0,70 %</b>	<b>0,73 %</b>	<b>0,79 %</b>	<b>0,99 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,34 %</b>

#### Pourcentage des importations globales provenant de l'ALC

(en millions \$)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Importations de l'Ouest canadien en provenance de l'ALC	672	574	668	728	835	807	1 334	1 346
Importations globales de l'Ouest canadien	58 164	60 554	59 978	59 077	61 758	69 144	76 308	77 231
<b>% des importations globales de l'Ouest canadien provenant de l'ALC</b>	<b>1,16 %</b>	<b>0,95 %</b>	<b>1,11 %</b>	<b>1,23 %</b>	<b>1,35 %</b>	<b>1,17 %</b>	<b>1,75 %</b>	<b>1,74 %</b>
Importations du reste du Canada en provenance de l'ALC	5 722	6 159	6 236	6 253	8 163	11 207	11 751	12 300
Importations globales du reste du Canada	298 828	282 557	288 975	277 064	294 128	311 715	320 337	329 458
<b>% des importations globales du reste du Canada provenant de l'ALC</b>	<b>1,91 %</b>	<b>2,18 %</b>	<b>2,16 %</b>	<b>2,26 %</b>	<b>2,78 %</b>	<b>3,60 %</b>	<b>3,67 %</b>	<b>3,73 %</b>

### 2. Exportations de l'Ouest canadien à destination de l'ALC, selon la province

<b>Exportations nationales du Manitoba à destination de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
11114 – Culture du blé	85 504 430
31121 – Minoterie et malterie	24 476 953
33991 – Fabrication de bijoux et de pièces d'argenterie (probablement la monnaie)	14 777 787
11113 – Culture de pois et de haricots secs	14 570 984
33141 – Fonte et affinage de métaux non ferreux (sauf l'aluminium)	10 291 525
32611 – Fabrication de pellicules, de feuilles et de sacs non renforcés en plastique	7 654 786

<sup>61</sup> Toutes les données sur le commerce sont tirées du site [HDonnées sur le commerce en direct](http://Données sur le commerce en direct)H. Les calculs ont été réalisés par North West International.

1119 – Autres cultures céréalières	6 313 849
33341 – Fabrication d'appareils de ventilation, de chauffage, de climatisation et de réfrigération commerciale	3 243 867
31199 – Fabrication de tous les autres aliments	2 894 141
11112 – Culture de plantes oléagineuses (sauf le soja)	2 786 768
TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)	195 784 000

<b>Exportations nationales de la Saskatchewan à destination de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
11114 – Culture du blé	378 443 895
21239 – Extraction d'autres minerais non métalliques	171 417 688
11113 – Culture de pois et de haricots secs	153 786 658
11119 – Autres cultures céréalières	48 341 273
32518 – Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	6 570 264
11112 – Culture de plantes oléagineuses (sauf le soja)	5 024 656
33451 – Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'instruments médicaux	2 816 374
31121 – Minoterie et malterie	1 750 082
31111 – Fabrication d'aliments pour animaux	1 683 467
11221 – Élevage de porcs	1 667 282
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>779 889 000</b>

<b>Exportations nationales de l'Alberta à destination de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
11114 – Culture du blé	244 148 000
33313 – Fabrication de machines pour l'extraction minière et l'exploitation pétrolière et gazière	70 930 000
21111 – Extraction de pétrole et de gaz	58 118 000
31121 – Minoterie et malterie	35 962 000
33391 – Fabrication de pompes et de compresseurs	29 815 000
33361 – Fabrication de moteurs, de turbines et de matériel de transmission de puissance	21 293 000
33451 – Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'instruments médicaux	19 231 000
32521 – Fabrication de résines et de caoutchouc synthétique	17 980 000
21211 – Extraction de charbon	17 857 000
33291 – Fabrication de soupapes en métal	16 922 000
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>723 820 000</b>

<b>Exportations nationales de la Colombie-Britannique à destination de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
21211 – Extraction de charbon	205 594 000
32212 – Usines de papier	95 723 000
32213 – Usines de carton	34 413 000
32518 – Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	18 899 000
33391 – Fabrication de pompes et de compresseurs	16 889 000
32211 – Usines de pâte à papier	14 590 000
33451 – Fabrication d'instruments de navigation, de mesure et de commande et d'instruments médicaux	13 306 000
33313 – Fabrication de machines pour l'extraction minière et l'exploitation pétrolière et gazière	10 219 000
31161 – Abattage et transformation d'animaux	9 130 000
33329 – Fabrication d'autres machines industrielles	7 600 000
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>511 948 000</b>

### 3. Importations de l'Ouest canadien en provenance de l'ALC, selon la province

<b>Importations du Manitoba en provenance de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
11142 – Culture en pépinière et floriculture	22 636 596
11133 – Culture de noix et de fruits (sauf les agrumes)	20 117 010
33312 – Fabrication de machines pour la construction	11 878 776
11121 – Culture de légumes et de melons	7 366 870
33361 – Fabrication de moteurs, de turbines et de matériel de transmission de puissance	3 294 718
32532 – Fabrication de pesticides et d'autres produits chimiques agricoles	2 763 434
33531 – Fabrication de matériel électrique	2 243 635
31522 – Fabrication de vêtements coupés-cousus pour hommes et garçons	1 493 908
31499 – Usines de tous les autres produits textiles	1 464 664
31523 – Fabrication de vêtements coupés-cousus pour femmes et filles	1 410 670
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>101 923 779</b>

<b>Importations de la Saskatchewan en provenance de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
33312 – Fabrication de machines pour la construction	13 992 905
33121 – Fabrication de tubes et de tuyaux en fer et en acier à partir d'acier acheté	6 823 660
33111 – Sidérurgie	6 002 533
11133 – Culture de noix et de fruits (sauf les agrumes)	4 400 406
33391 – Fabrication de pompes et de compresseurs	1 871 283
33399 – Fabrication de toutes les autres machines d'usage général	1 611 495
32519 – Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	1 485 383
11121 – Culture de légumes et de melons	1 201 781
32532 – Fabrication de pesticides et d'autres produits chimiques agricoles	1 009 699
33361 – Fabrication de moteurs, de turbines et de matériel de transmission de puissance	841 814
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>49 277 117</b>

<b>Importations de l'Alberta en provenance de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
11133 – Culture de noix et de fruits (sauf les agrumes)	60 543 769
33121 – Fabrication de tubes et de tuyaux en fer et en acier à partir d'acier acheté	49 302 475
31213 – Vineries	19 345 845
32519 – Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	16 487 323
33312 – Fabrication de machines pour la construction	9 765 097
33391 – Fabrication de pompes et de compresseurs	7 052 422
32799 – Fabrication de tous les autres produits minéraux non métalliques	6 980 353
11121 – Culture de légumes et de melons	5 606 321
31161 – Abattage et transformation d'animaux	4 595 963
32621 – Fabrication de pneus	4 544 694
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>236 346 605</b>

<b>Importations de la Colombie-Britannique en provenance de l'Amérique latine, à l'exclusion du Mexique, 2007, en \$CAN</b>	
Industries (codes SCIAN à 5 chiffres)	
32411 – Raffineries de pétrole	202 280 000
21223 – Extraction de minerais de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc	131 060 000
11133 – Culture de noix et de fruits (sauf les agrumes)	126 493 000
32519 – Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	96 350 000
31171 – Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	58 212 000
21229 – Extraction d'autres minerais métalliques	27 140 000
31213 – Vineries	24 412 000
31131 – Fabrication de sucre	22 860 000
33611 – Fabrication de voitures et de véhicules automobiles légers	22 658 000
21222 – Extraction de minerais d'or ou d'argent	22 132 000
<b>TOTAL (ENSEMBLE DES INDUSTRIES)</b>	<b>958 595 000</b>

#### 4. Classement des marchés d'exportation<sup>62</sup>

Le tableau ci-après présente le classement des marchés latino-américains auxquels sont destinées les exportations de l'Ouest canadien (désignés sous le nom d'exportations nationales). Le classement général rend compte de la répartition des exportations au cours de la période de cinq ans. Voici la méthode employée pour calculer le classement général : le premier rang correspond à 10 points, le dixième rang équivaut à 1 point, avec rajustements en cas d'égalité. On a accordé le même poids à chaque province de l'Ouest dans le tableau.

<b>Classement général des marchés d'exportation de l'ALC pour la période de 2002 à 2006</b>					
	<b>Ouest canadien</b>	<b>Colombie-Britannique</b>	<b>Alberta</b>	<b>Saskatchewan</b>	<b>Manitoba</b>
<b>Brésil</b>	1 (égalité)	1	2 (égalité)	1	5
<b>Venezuela</b>	1 (égalité)	3	2 (égalité)	2	2
<b>Colombie</b>	3	6	5	3	1
<b>Chili</b>	4	2	6	6	7
<b>Guatemala</b>	5 (égalité)	4	4	7	8
<b>Pérou</b>	5 (égalité)	8	8	4	3
<b>Équateur</b>	5 (égalité)	7	7	5	4
<b>Cuba</b>	8	10 (égalité)	2 (égalité)	8	9
<b>Jamaïque</b>	9	-	9	9	6
<b>El Salvador</b>	10	5	-	-	-

<sup>62</sup> Données sur le commerce en direct, H<http://www.ic.gc.ca/epic/site/tdo-dcd.nsf/fr/accueilH>.

5. Exportations canadiennes de services dans la région de l'ALC<sup>63</sup>

<b>Recettes totales au titre des services (exportations) et échanges internationaux de services commerciaux</b>		
<b>Pays/région</b>	<b>Services commerciaux exportés</b>	<b>Recettes totales au titre des services</b> (y compris les services commerciaux, les voyages, le transport et les services gouvernementaux – exportations)
Monde	<b>36 888</b>	66 979
Amérique du Sud	<b>641</b>	1 103
Argentine	<b>49</b>	94
Brésil	<b>196</b>	386
Chili	<b>59</b>	96
Colombie	<b>41</b>	94
Venezuela	<b>119</b>	170
Reste de l'Amérique du Sud	<b>177</b>	263
Amérique centrale	<b>76</b>	128
Costa Rica	<b>5</b>	16
El Salvador	<b>2</b>	9
Guatemala	<b>13</b>	23
Honduras	<b>7</b>	13
Nicaragua	<b>4</b>	9
Reste de l'Amérique centrale	<b>45</b>	58
Les données sur les Caraïbes sont dominées par les flux financiers et bancaires.		
Antilles	<b>2 875</b>	3 271
Bahamas	<b>37</b>	62
Barbade	<b>1 061</b>	1 087
Bermudes	<b>1 516</b>	1 586
Jamaïque	<b>26</b>	69
Trinité-et-Tobago	<b>16</b>	118
Autres pays des Antilles	<b>218</b>	349
Marché commun des Caraïbes	<b>1 178</b>	1 402

Les données accessibles depuis le site de la Banque interaméricaine de développement donnent une indication très vague de la nature des services commerciaux fournis<sup>64</sup>. La Banque présente des données (non reproduites dans la présente annexe) qui indiquent que le Canada a fourni des services d'assistance technique (services-conseils) à la Banque, de même que des produits et services. Voici les secteurs dans lesquels le Canada a établi de solides relations en matière de services-conseils : éducation et formation, développement urbain, transport, gouvernance, environnement, santé, télécommunications, etc. (Cette base de données est également une source d'information supplémentaire sur les entreprises de l'Ouest canadien qui ont des activités dans la région.)

<sup>63</sup> Source : Statistique Canada, base de données CANSIM (par l'entremise du MAECI). Les données portent sur l'année 2005 (données les plus récentes pour les pays latino-américains).

<sup>64</sup> [Hhttp://condc05.iadb.org/idbppi/asp/ppProcurement.aspx?pLanguage=ENGLISHpLanguage=ENGLISH](http://condc05.iadb.org/idbppi/asp/ppProcurement.aspx?pLanguage=ENGLISHpLanguage=ENGLISH)

## ANNEXE B. ENTREPRISES DE L'OUEST CANADIEN AYANT DES ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'ALC

### 1. Business News America<sup>65</sup>

La présente liste a été établie à partir des données de la base de données de Business News Americas, qui contient les profils d'entreprises et des renseignements sur les entreprises en Amérique latine. La liste porte sur l'ensemble des pays de l'Amérique latine, **y compris le Mexique**. Les entreprises dont le siège social se situe dans l'Ouest canadien sont en caractères gras. La liste met sans aucun doute en évidence le penchant de la source (Business News Americas) pour les industries primaires. La présence notable d'entreprises de l'Ouest canadien mérite d'être soulignée. Les sociétés minières ainsi que les sociétés pétrolières et gazières prédominent. Ce sont les entreprises établies à Calgary qui dominent au chapitre des activités canadiennes dans le secteur pétrolier et gazier. Les nombreuses entreprises de l'Ouest canadien qui ont des activités dans le secteur minier ont pour la plupart leur siège à Vancouver.

La liste ci-après présente également plusieurs entreprises du Centre et de l'Est du Canada qui exercent des activités dans la région de l'ALC. Ces entreprises ont été incluses dans le présent rapport avec les entreprises de l'Ouest canadien parce qu'elles donnent des indications quant aux clients potentiels pour les fournisseurs de biens et services de l'Ouest canadien.

<b>Petro-Canada</b>	Activités en aval : raffinage; activités en amont : exploration et production
<b>EnCana</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>Nexen</b>	Autres; activités en amont : exploration et production
<b>Cansup</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>CGX</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>Petro Andina</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>Petrobank</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>Solana</b>	Activités en amont : exploration et production
Sherritt	Exploitation du charbon et du nickel, production d'énergie renouvelable, activités en amont : exploration et production
<b>Talisman</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>Antrim</b>	Matériel/services
<b>Petrolifera</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>Vermilion</b>	Financement, activités en amont : exploration et production
Argenta Oil & Gas	Activités en amont : exploration et production
<b>Enbridge</b>	Activités en aval : transport
<b>Gran Tierra</b>	Activités en amont : exploration et production
<b>CPI</b>	Services d'experts-conseils, recherche, autres
<b>Hatch Energy</b>	Construction/ingénierie, services d'experts-conseils/recherche
<b>Methanex</b>	Matériel/services, produits finaux, produits pétrochimiques, activités en amont : production
<b>PCS</b>	Autres
<b>TransAlta</b>	Production d'hydroélectricité, autres, production d'électricité par cycle combiné et production d'énergie thermique
Hydro-Québec	Production et distribution d'énergie hydroélectrique, production d'énergie renouvelable, production et transport d'énergie thermique
Brookfield	Distribution, financement et production d'énergie hydroélectrique, production et transport d'énergie renouvelable
SNC-Lavalin	Ciment/produits en béton, construction/ingénierie, services d'experts-conseils/recherche, logistique
Cintec	Déchets solides dangereux, déchets solides industriels, déchets solides résidentiels
Aecon	Aéroports, ciment/produits en béton, financement, routes/ponts/tunnels
Bombardier Transport	Ciment/produits en béton, autres types de construction lourde/ingénierie, chemins de fer, transport urbain
Alcan	Alumine/aluminium, produits en métal, activités de soutien à l'extraction minière
<b>Finning</b>	Activités de soutien à l'extraction minière, autres types de construction lourde/ingénierie
<b>YVRAS</b>	Aéroports, privatisation/concession

<sup>65</sup> [Hhttp://www.bnamericas.com/factfile\\_home.jsp](http://www.bnamericas.com/factfile_home.jsp)

<b>IDC</b>	Internet/données, autres activités, communications par satellite
<b>SR Telecom</b>	Téléphonie locale, publique et rurale
<b>Groupe Banque Scotia</b>	Services bancaires commerciaux/services bancaires de détail, services financiers, services bancaires d'investissement, réassurance
<b>Canada-Vie</b>	Crédit et obligations, assurances : soins de santé, vie, services funéraires, biens; assurances multirisques, réassurance
<b>Kinross Gold</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Barrick Gold</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Breakwater Resources</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>Scorpio Mining</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>StrataGold</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Crystallex</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Dofasco</b>	Extraction de minerai de fer, produits en métal, fer/acier
<b>Energold</b>	Acitivités de soutien à l'extraction minière, autres
<b>Inmet Mining</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or, d'argent, de zinc et de plomb
<b>Miramar Mining</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Southwest'n Resources</b>	Exploitation de mines de cuivre, d'or, d'argent, de zinc et de plomb, extraction de diamants
<b>Almaden Minerals</b>	Exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Andean American</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Brazilian Diamonds</b>	Extraction de diamants, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Brett Resources</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Corriente Resources</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Cusac</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Eldorado Gold</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Everton Resources</b>	Exploitation de mines de cuivre, de nickel, d'or et d'argent
<b>First Point</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>Fortune River</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Malaga</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Northern Orion</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Pacific Rim</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Samex</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>UME</b>	Extraction de diamants, exploration, exploitation de mines d'or et d'argent et d'autres métaux communs
<b>Alamos</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Amerigo Resources</b>	Cuivre, exploitation de mines de cuivre
<b>Arcturus</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Atacama Minerals</b>	Autres activités
<b>Capstone</b>	Cuivre, or et argent, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Diagem</b>	Extraction de diamants, exploration
<b>Dundarave Exploration</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Ecu Silver</b>	Exploration, or et argent
<b>First Majestic</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Frontera Copper</b>	Exploitation de mines de cuivre
<b>Guyana Goldfields</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Int'l Northair Mines</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Kimber</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Linear Gold</b>	Exploration, exploitation de mines d'or, d'argent et de cuivre
<b>Morgain Minerals</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent, autres
<b>Orvana</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Palmarejo</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Pan American Silver</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>Panoro Minerals</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Silver Quest Resources</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Silver Standard</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc, de plomb et d'étain
<b>Silver Wheaton</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Sirios Resources</b>	Extraction de diamants, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>S.Am. Gold and Copper</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent

<b>Tumi</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>ValGold</b>	Exploitation de mines de nickel, d'or et d'argent
<b>Vannessa Ventures</b>	Extraction de diamants, exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
Verena Minerals	Extraction de diamants, exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
Yamana Gold	Or et argent, exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Canarc</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Fortuna</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Gitennes</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, de zinc et de plomb et d'autres métaux communs
<b>Radius Gold</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Santoy</b>	Exploration, exploitation du charbon, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, extraction de diamants, autres activités
<b>Yukon Zinc</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, de zinc et de plomb
Aquiline Resources	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
Coalcorp	Exploitation du charbon
Gammon Gold	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Petaquilla</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, autres
<b>Stealth Minerals</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
Sulliden	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, de zinc et de plomb
Arizona Star	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
Glencairn	Exploration, or et argent
Globestar Mining	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, de zinc et de plomb
Goldcorp	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Peru Copper</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre
<b>Teck Cominco</b>	Exploitation du charbon, exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, de zinc et de plomb
Apogee	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>Atna</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
Aurelian Resources	Exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Bear Creek</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Calypso</b>	Exploration, fusions et acquisitions, extraction de minéraux non métalliques
Canadian Shield	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Candente Resource</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Cardero Resource</b>	Exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, extraction de minerai de fer
Dia Bras	Exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent, de zinc et de plomb
<b>Eaglecrest</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Endeavour Silver</b>	Exploitation de mines d'or et d'argent
Excellon Resources	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Exeter Resource</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Far West Mining</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>General Minerals</b>	Exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Golden Peaks</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Greystar</b>	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
IAMGOLD	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>IMA Exploration</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Inca Pacific</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
Intrepid	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Lundin Mining</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
MacMillan Gold	Exploration, exploitation de mines d'or et d'argent
<b>Mandalay Resources</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Minefinders</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Newport Exploration</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, de nickel, d'or et d'argent
<b>Quadra</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Ross River</b>	Exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Skye Resources</b>	Exploration, exploitation de mines de nickel
Zaruma Resources	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent
<b>Zinco Mining</b>	Exploration, exploitation de mines de cuivre, d'or et d'argent

## 2. Bases de données provinciales

**Répertoire d'entreprises de Commerce Manitoba<sup>66</sup>** : Commerce Manitoba tient une liste des entreprises manitobaines et de leurs marchés d'intérêt. Par exemple, voici la liste des entreprises manitobaines dites « actives » en Colombie (principal marché du Manitoba).

3M Canada  
ADSGO Trading Corporation  
Agricore United  
Alphair Ventilating Systems Inc.  
APEM - E.I.T.  
Brenntag Canada Inc.  
Canadian Telecommunication Consultants  
CanTech International Corporation  
Carberry International Sports Corp.  
C.O.M.E.T. (Canadian Ostrich Marketing)  
Designed Genetics Inc.  
Floyde's Purebred Swine Exports Ltd.  
Global Alternative Treats Ltd.  
Global Grain Canada Ltd.  
Heartland International English School  
Menlo Worldwide Forwarding  
Nenco (Northern Engineering Company)  
Northern D-Lites  
Roy Legumex Inc.  
Sabourin Seed Service Ltd.  
Schenker of Canada Limited  
Scott Wolfe Management Inc.  
Winpak Ltd.  
Woodsong Farms

**Saskatchewan Trade and Export Partnership (STEP)<sup>67</sup>** : Le STEP tient à jour un annuaire électronique de ses membres. L'examen des profils d'entreprises tirés de la base de données a permis d'établir la liste suivante d'entreprises qui exercent des activités dans divers pays de l'Amérique latine.

Burnett Immigration Services Inc.  
Canglobal Management Solutions Ltd.  
Inland Audio Visual Limited  
Lonewolf Native Plant & Herb Farm  
Morris Industries Ltd.  
NORAC Weighing & Control Systems  
Odyssey Livestock Consulting  
O'Kane Consultants Inc.  
Prairie Malt Limited  
Rem Enterprises Inc.  
SaskEnergy International Incorporated  
SaskPower International  
Saunders Evans Architects Inc.  
Schulte Industries Ltd.  
Veikle Grain Ltd.  
Wilger Industries Ltd.

---

<sup>66</sup> [Hhttp://db.itm.gov.mb.ca/MBIS/MCD.NSF/if?readform&ID=CompaniesHome](http://db.itm.gov.mb.ca/MBIS/MCD.NSF/if?readform&ID=CompaniesHome)

<sup>67</sup> [Hhttp://www.sasktrade.com/html/membersshowcase\\_main.shtml](http://www.sasktrade.com/html/membersshowcase_main.shtml)

### 3. Participants à des missions commerciales

#### Participants de l'Ouest canadien à la mission commerciale du Canada au Brésil en 2004<sup>68</sup> :

Association canadienne des cultures spéciales (Winnipeg, Manitoba)  
 Société du commerce et de l'investissement du Manitoba (Winnipeg, Manitoba)  
 Bankix Systems Ltd. (Saskatoon, Saskatchewan)  
 Walker Seeds Ltd. (Tisdale, Saskatchewan)  
 Agrium Inc. (Calgary, Alberta)  
 EnCana Corporation (Calgary, Alberta)  
 Evans Console (Calgary, Alberta)  
 Macleod Dixon LLP (Calgary, Alberta)  
 PowerComm Inc. (Edmonton, Alberta)  
 Teilhard Technologies Inc. (Calgary, Alberta)  
 Northstar Financement du Commerce International Inc. (Vancouver, Colombie-Britannique)  
 Terra Remote Sensing Inc. (Sidney, Colombie-Britannique)

#### Participants de l'Ouest canadien à la mission commerciale du Canada au Chili en 2003<sup>69</sup> :

Grupo Canada Ltd. (Winnipeg, Manitoba)  
 Manrex Ltée (Winnipeg, Manitoba)  
 Standard Aero (Winnipeg, Manitoba)  
 Agtech Processors Inc. (Regina, Saskatchewan)  
 Canglobal Management Inc. (Saskatoon, Saskatchewan)  
 Saskatchewan Trade and Export Partnership (STEP) (Regina, Saskatchewan)  
 Adaptive Engineering Ltd. (Calgary, Alberta)  
 Agrium Inc. (Calgary, Alberta)  
 BC Vine Biotechnology Inc. (Penticton, Colombie-Britannique)  
 Canada Latin America Consulting (Burnaby, Colombie-Britannique)  
 CF Educational Services Ltd. (Vancouver, Colombie-Britannique)  
 Gomberoff-Bell-Lyon Architects Group Inc. (Vancouver, Colombie-Britannique)  
 Hatfield Consultants Ltd. (West Vancouver, Colombie-Britannique)  
 Impact Communications Ltd. (Abbotsford, Colombie-Britannique)  
 McRae Institute of International Management, Capilano College (North Vancouver, Colombie-Britannique)

### 4. Autres listes d'entreprises

#### Annuaire des entreprises canadiennes dans le secteur de l'énergie non polluante<sup>70</sup>

Le gouvernement du Canada a déployé des efforts considérables en vue de soutenir les entreprises canadiennes du secteur de l'énergie non polluante à l'échelle internationale. Il est à noter que le site Web présente des listes d'entreprises canadiennes qui ont des activités dans divers marchés. De telles listes existent pour le Brésil, le Chili, l'Argentine, le Venezuela et Cuba. Le site Web *Énergie non polluante* renferme également des exemples de projets. Le projet péruvien de production d'énergie tirée de déchets géré par Naanovo Energy Inc., entreprise internationale de technologies de conversion de déchets en énergie établie à Calgary, témoigne des activités des entreprises de l'Ouest canadien en matière d'environnement dans la région de l'ALC. L'entreprise a signé un contrat avec Municipalidad Distrito de Calango Canete (Pérou) en vue de l'établissement d'une usine de conversion de déchets en énergie de cinq unités<sup>71</sup>.

<sup>68</sup> [Hhttp://www.tcm-mec.gc.ca/brazil/company-en.asp?p=2](http://www.tcm-mec.gc.ca/brazil/company-en.asp?p=2)

<sup>69</sup> [Hhttp://www.tcm-mec.gc.ca/chile/company-en.asp](http://www.tcm-mec.gc.ca/chile/company-en.asp)

<sup>70</sup> [Hhttp://www.cleanenergy.gc.ca](http://www.cleanenergy.gc.ca) , [Hhttp://www.cleanenergy.gc.ca/international/listititems\\_f.asp?cnt=105](http://www.cleanenergy.gc.ca/international/listititems_f.asp?cnt=105)

<sup>71</sup> [Hhttp://www.cleanenergy.gc.ca/international/projects\\_f.asp](http://www.cleanenergy.gc.ca/international/projects_f.asp)

### **Association des firmes d'ingénierie du Canada (AFIC)<sup>72</sup>**

L'AFIC tient à jour un vaste répertoire d'entreprises que l'on peut consulter selon des critères de recherche comme la ville et la région d'activité.

### **Association canadienne des exportateurs d'équipements et services miniers (CAMESE)<sup>73</sup>**

CAMESE tient une liste des membres selon leurs marchés d'intérêt, dont le Pérou, l'Argentine, le Chili, le Brésil ainsi que les autres pays de l'Amérique latine.

## **5. Profils de certaines entreprises de l'Ouest canadien ayant des activités dans la région de l'ALC**

### **Imaging Dynamics Company Ltd. (IDC), Calgary, Alberta<sup>74</sup>**

Le 19 septembre 2007, IDC a annoncé avoir récemment franchi le cap des 50 expéditions de sa technologie de radiographie numérique en Amérique latine. Les dernières installations ont été réalisées en Argentine, au Brésil, au Chili, au Mexique, au Venezuela, en Colombie et en République dominicaine. IDC a ouvert récemment un nouveau bureau en Amérique du Sud, à Santiago, au Chili, afin d'offrir ses services dans la région. Selon ses représentants, l'entreprise a été bien accueillie en tant que société canadienne spécialisée en technologie.

### **Vancouver Airport Services (YVRAS), Richmond, Colombie-Britannique<sup>75</sup>**

Vancouver Airport Services (YVRAS) est le chef de file nord-américain des entreprises internationales du secteur du développement, de la gestion et des investissements liés aux aéroports. En 2006, le réseau d'aéroports de YVRAS a enregistré des recettes consolidées de 289 millions de dollars. Au total, le trafic passagers s'est établi à 22 millions. YVRAS a été créé en 1994 en vue de commercialiser l'expertise ainsi que les philosophies en matière d'exploitation et les techniques de gestion de pointe mises au point par l'Aéroport international de Vancouver. YVRAS compte des projets aux Bahamas, au Chili, en République dominicaine, en Jamaïque et aux îles Turks et Caicos.

### **PotashCorp, Saskatoon, Saskatchewan<sup>76</sup>**

PotashCorp est un producteur intégré d'engrais ainsi que de produits industriels et d'aliments pour animaux. En jetant un coup d'œil aux rapports annuels de PotashCorp, on constate que le Brésil est un client très important. La croissance rapide de l'Amérique latine en tant que marché au début de la présente décennie est flagrante. La Colombie ainsi que Trinité-et-Tobago comptent également parmi les marchés particulièrement importants où PotashCorp fait des affaires.

### **Macleod Dixon, Calgary, Alberta<sup>77</sup>**

Le cabinet d'avocats Macleod Dixon de Calgary a un bureau à Rio de Janeiro qui travaille avec des entreprises de services, des sociétés pétrolières et gazières, des sociétés d'énergie et des sociétés minières aux quatre coins de l'Amérique latine. Ce cabinet aide ses clients dans leurs activités en amont et en aval, leurs projets dans le secteur de l'énergie, leurs contrats liés aux services pétroliers et leurs activités commerciales générales.

### **FY Group, Vancouver, Colombie-Britannique<sup>78</sup>**

FY Group est une entreprise qui offre des services juridiques et des services de comptabilité. Son siège social est situé à Vancouver. Les activités de l'entreprise sont en grande partie axées sur l'Amérique latine et comprennent entre autres la représentation de technologies avancées en Amérique latine, des analyses

---

<sup>72</sup> [Hhttp://www.acec.ca/](http://www.acec.ca/)

<sup>73</sup> [Hhttp://www.camese.org/company.cfm?changememberlanguage=french&task=countrylist](http://www.camese.org/company.cfm?changememberlanguage=french&task=countrylist)

<sup>74</sup> [Hhttp://www.imagingdynamics.com/content/view/210/](http://www.imagingdynamics.com/content/view/210/)

<sup>75</sup> [Hhttp://www.yvras.com/about.aspx](http://www.yvras.com/about.aspx)

<sup>76</sup> [Hhttp://www.potashcorp.com/investor\\_relations/why\\_invest/industry\\_overview/?link\\_type=rightNav](http://www.potashcorp.com/investor_relations/why_invest/industry_overview/?link_type=rightNav)

<sup>77</sup> [Hwww.macleoddixon.com](http://www.macleoddixon.com)

<sup>78</sup> [Hwww.fernandezyoung.com](http://www.fernandezyoung.com)

diverses, des contrôles préalables en rapport avec des acquisitions dans le secteur minier, des projets pour des groupes d'intérêts dans l'industrie aérospatiale et le secteur des communications par satellite au Brésil et des projets de développement agricole, parfois en collaboration avec d'importantes collectivités mennonites de la Bolivie et du Paraguay.

#### **Northstar Financement du Commerce International<sup>79</sup>**

Northstar Financement du Commerce International Inc. a été créée, avec le soutien de Diversification de l'économie de l'Ouest, pour appuyer les exportateurs canadiens en offrant du financement à leurs clients internationaux solvables qui souhaitent se procurer des biens et des services canadiens admissibles. Depuis sa création au début des années 1990, Northstar a financé pour plus de 1,8 milliard de dollars d'exportations canadiennes. L'Amérique latine (incluant le Mexique dans ce cas-ci) représente 70 % des activités de Northstar. La moitié des activités en Amérique latine sont réalisées au Mexique et près du tiers au Brésil. Fait intéressant, Northstar a très peu d'activités au Chili. Cette situation s'explique par le fait que Northstar concentre ses efforts sur les marchés où le système bancaire est peu développé, ce qui n'est pas le cas au Chili. On trouve des agents de Northstar au Pérou, en Colombie, en Argentine et au Brésil.

#### **Canada Export Centre (CEC), Vancouver, Colombie-Britannique<sup>80</sup>**

Le CEC offre des services de développement de marché aux entreprises canadiennes et mise en partie sur les solides connaissances linguistiques de son personnel de recherche. L'Amérique latine est un marché important pour cette entreprise et représente une part considérable de ses activités. Bien que l'Asie soit la priorité du CEC, le Centre sert presque autant de clients dont l'intérêt porte sur l'ALC. Les aliments et boissons, l'exploitation minière et les services en matière d'environnement comptent parmi les secteurs d'importance.

---

<sup>79</sup> [Hwww.northstar.ca](http://www.northstar.ca)

<sup>80</sup> [Hwww.canadaexportcentre.com](http://www.canadaexportcentre.com)

## ANNEXE C. DÉBOUCHÉS EN AMÉRIQUE LATINE

Les secteurs qui revêtent une importance particulière, d'après le nombre d'études de marché réalisées par le MAECI sur les pays de l'ALC (trois ou plus) sont les suivants : agriculture, aliments et boissons; industries de l'environnement; technologies de l'information et des communications; métaux, minéraux et équipement, services et technologies connexes; services et grands projets.

### 1. Débouchés par pays

La présente annexe, qui est fondée sur un vaste éventail de sources, fait état des débouchés dans divers pays de l'Amérique latine<sup>81</sup>. Sept pays sont à l'étude en raison de leur importance en tant que marché actuel et potentiel pour les intérêts de l'Ouest canadien et de DEO.

#### Brésil

Pays ou province	Principaux débouchés cernés
Alberta	Machinerie et matériel industriels
Ontario	Matériel informatique, électronique Logiciels Internet et services de commerce électronique Machinerie et services pour l'exploitation du pétrole et du gaz Matériel aéroportuaire Franchisage Matériel de sécurité Matériel de télécommunication Matériel pour l'impression et les arts graphiques Fer et acier (Le gouvernement de l'Ontario a également commandé une étude de marché sur le secteur minier brésilien.)
Nouvelle-Zélande	Matériel et services d'experts-conseils liés à la transformation des aliments Télécommunications Technologies touchant l'agriculture et l'horticulture Éducation
Australie	Éducation Technologies de l'information et des communications Exploitation minière Exploitation pétrolière et gazière Vin

<sup>81</sup> Direction du commerce international, gouvernement de l'Ontario

[Hhttp://www.ontarioexportsinc.com/oei/redirect\\_french.jsp?page=French/Target Your Market/Finger Tip World.html](http://www.ontarioexportsinc.com/oei/redirect_french.jsp?page=French/Target%20Your%20Market/Finger%20Tip%20World.html)  
UK Trade and Investment

[Hhttps://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/appmanager/ukti/countries?\\_nfls=false&\\_nfpb=true&\\_pageLabel=countries\\_la](https://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/appmanager/ukti/countries?_nfls=false&_nfpb=true&_pageLabel=countries_la)  
[nding](#)

Études de marché, Alberta

[Hhttp://www.alberta-canada.com/export/internationalMarketProfiles/index.cfm](http://www.alberta-canada.com/export/internationalMarketProfiles/index.cfm)

New Zealand Trade & Enterprise

[Hhttp://www.marketnewzealand.com/MNZ/services/14431.aspx](http://www.marketnewzealand.com/MNZ/services/14431.aspx)

Austrade

[Hhttp://www.austrade.gov.au/Industry-Country/default.aspx](http://www.austrade.gov.au/Industry-Country/default.aspx)

U.S. Department of Commerce

[Hhttp://strategis.gc.ca/epic/site/imr-ri2.nsf/fr/gr-01000f.html](http://strategis.gc.ca/epic/site/imr-ri2.nsf/fr/gr-01000f.html)

États-Unis	Matériel agricole Aéronefs et pièces Aéroports Logiciels Commerce électronique Énergie Routes Assurance Fer et acier Matériel de TI Matériel médical Exploitation minière Exploitation pétrolière et gazière Produits pharmaceutiques Matériel antipollution Ports Chemins de fer Sécurité Télécommunications Tourisme
------------	---

### Venezuela

Pays ou province	Principaux débouchés cernés
Ontario	Technologies de l'information Systèmes de génération d'électricité Matériel électrique Machinerie pour l'exploitation du pétrole et du gaz Matériel aéroportuaire Pièces d'automobile d'origine Pièces d'automobile de rechange Tourisme Services d'ingénierie
Royaume-Uni	Exploitation pétrolière et gazière – principal débouché au Venezuela pour les entreprises de services et les entrepreneurs Énergie Infrastructures Services financiers Télécommunications Environnement (y compris l'eau) Tourisme Biens de consommation Services de sécurité

### Colombie

Pays ou province	Principaux débouchés cernés
Ontario	Services de télécommunication Produits chimiques industriels Tourisme Services de fret aérien Services financiers Pièces et accessoires d'automobile Services en informatique (matériel et logiciels)

	<p>Machinerie et services pour l'exploitation du pétrole et du gaz</p> <p>Résines et matières plastiques</p> <p>Matériel de télécommunication</p> <p>Réseaux électriques</p>
Royaume-Uni	<p>Agriculture (matériel génétique et animaux vivants)</p> <p>Environnement (traitement des eaux, projets lié au mécanisme pour un développement propre (MDP), services d'experts-conseils en environnement)</p>
Australie	<p>Industries agricoles</p> <p>Exploitation minière</p>
États-Unis	<p>Produits chimiques industriels</p> <p>Sécurité</p> <p>Services de télécommunication</p> <p>Résines et matières plastiques</p> <p>Pièces et accessoires d'automobile</p> <p>Appareils radiologiques</p> <p>Services de fret aérien</p> <p>Tourisme</p> <p>Services en informatique (matériel et logiciels)</p> <p>Machinerie et services pour l'exploitation du pétrole et du gaz</p> <p>Matériel antipollution</p> <p>Matériel de construction et d'exploitation minière</p> <p>Réseaux électriques</p> <p>Services financiers</p> <p>Matériel de transformation et d'emballage des aliments et boissons</p>

## Chili

Pays ou province	Principaux débouchés cernés
Alberta	<p>Matériel et matériaux de construction</p> <p>Biens et services pour la protection de l'environnement</p> <p>Outils et matériel d'exploitation minière</p> <p>Matériel d'exploitation pétrolière et gazière</p>
Ontario	<p>Outils et matériel d'exploitation minière</p> <p>Services et technologies de l'environnement</p> <p>Résines et machines de production de matières plastiques</p> <p>Matériel électrique</p> <p>Services et matériel de télécommunication</p> <p>Matériel de construction</p> <p>Ordinateurs et matériel périphérique</p> <p>Franchisage</p> <p>Matériel de transformation et d'emballage des aliments</p> <p>Climatisation et réfrigération</p> <p>(Le gouvernement ontarien a préparé récemment une analyse du marché de l'énergie au Chili.)</p>
Royaume-Uni	<p>Environnement – On prévoit que l'investissement dans les technologies propres franchira le cap des 4 milliards de dollars au cours des quelques prochaines années.</p> <p>Échange de droits d'émission de carbone (MDP) – L'industrie chilienne a déjà vendu des crédits de carbone pour un projet, et le gouvernement a ciblé 46 autres projets de MDP potentiels. Des débouchés s'offrent aux courtiers et aux consultants.</p> <p>Soins de santé – En 2006, des investissements de plus de 500 millions de dollars américains ont été réalisés dans le cadre de quatre projets d'hôpitaux s'inscrivant dans des partenariats</p>

	<p>public-privé, ce qui a créé des débouchés pour les fournisseurs de matériel et experts-conseils britanniques.</p> <p>Construction – On observe des investissements privés substantiels, et les ingénieurs-conseils du Royaume-Uni commencent à se tailler une place.</p> <p>Télécommunications – Chaque année, on investit 1,2 milliard de dollars américains dans les nouveaux produits, les technologies et l'élargissement des réseaux.</p> <p>TI – Le marché chilien des TI est le plus développé de l'Amérique latine. On y recense des débouchés précis pour les applications et les logiciels industriels.</p> <p>Pêche – Nouvelles technologies en matière de pisciculture, transformation et renouvellement des tessures</p> <p>Exploitation minière – Plus important secteur de production du Chili; débouchés dans les produits spécialisés : services d'experts-conseils en environnement, génie spécialisé et matériel industriel.</p>
Nouvelle-Zélande	<p>Transformation des aliments</p> <p>Technologies touchant l'agriculture</p> <p>Exploitation forestière</p> <p>Production d'énergie</p> <p>Construction</p> <p>Matériaux de construction</p> <p>Matériel médical</p> <p>Ressources marines et aquaculture</p> <p>Matières plastiques</p> <p>Génie de l'environnement</p> <p>Matériel de sécurité</p> <p>Éducation</p>
Australie	<p>Aliments et boissons</p> <p>Technologies de l'information et des communications</p> <p>Exploitation minière</p>
États-Unis	<p>Construction</p> <p>Matériel informatique/logiciels/services</p> <p>Matériel électrique</p> <p>Services financiers</p> <p>Transformation des aliments/matériel d'emballage</p> <p>Franchisage</p> <p>Soins de santé/matériel médical</p> <p>Matériel d'exploitation minière</p> <p>Résines/matériaux/machines à matières plastiques</p> <p>Lutte contre la pollution/traitement des eaux/services de l'environnement</p> <p>Matériel de sécurité</p> <p>Services et matériel de télécommunication</p> <p>Tourisme</p>

### Pérou

<b>Pays ou province</b>	<b>Principaux débouchés cernés</b>
Australie	<p>Industries agricoles</p> <p>Éducation</p> <p>Aliments et boissons</p> <p>Technologies de l'information et des communications</p> <p>Exploitation minière</p> <p>Services</p>
États-Unis	<p>Matériel d'exploitation minière</p> <p>Matières plastiques et résines</p>

	Produits chimiques industriels Tourisme Matériel de climatisation et de réfrigération Machinerie pour l'exploitation du pétrole et du gaz Transformation des aliments et matériel d'emballage Fils
--	---

## Argentine

Pays ou province	Principaux débouchés cernés
Alberta	Matériel agricole Ordinateurs et logiciels Services et matériaux de construction Matériel et services de protection de l'environnement
Ontario	Services touristiques Matériel de télécommunication Logiciels Ordinateurs et matériel périphérique Services d'experts-conseils en gestion Matériel de servitude au sol dans les aéroports Matériel médical Transformation et emballage des aliments Réseaux électriques Éducation et formation
Nouvelle-Zélande	Télécommunications Génie et technologies alimentaires Matériaux de construction Technologies touchant l'agriculture Éducation
Australie	Industries agricoles Éducation Aliments et boissons Franchisage Technologies de l'information et des communications Exploitation minière
États-Unis	Réseaux électriques Matériel et machines agricoles et leurs pièces Produits chimiques industriels Matériel de transformation et d'emballage des aliments et pièces Matériel médical et fournitures médicales Outils et matériaux de construction résidentielle Technologies de l'information Machines et matériel d'exploitation minière Services de télécommunication Services touristiques Machines à extruder le plastique Matériel de sécurité Hôtels et restaurants Zoogénétique (semence bovine) Ingrédients alimentaires Graines de semence

## Cuba

Pays ou province	Principaux débouchés cernés
Alberta	Éducation et formation Matériaux de construction Biens et services pour la protection de l'environnement Machines industrielles Services et matériel d'exploitation minière Matériel et services pour l'exploitation du pétrole et du gaz
Royaume-Uni	Il existe des débouchés pour les entreprises sous forme de coentreprises et d'autres types d'associations commerciales dans les secteurs suivants : Soins de santé Tourisme Agriculture Pétrole et gaz Production d'énergie Biotechnologie TIC Industrie lourde

Voici quelques notes provenant de UK Trade and Investment sur les débouchés qui s'offrent dans d'autres pays recevant une quantité considérable d'exportations de l'Ouest canadien (Guatemala, Équateur, Jamaïque, El Salvador) et au Panama.

### Guatemala

- Énergie – privatisation, potentiel hydroélectrique et géothermique
- Eau – accroissement de la capacité
- Aéroports – modernisation
- Télécommunications – privatisation
- Fabrication – matières premières, matériel et fournitures
- Agriculture – technologies

### Équateur

- Pétrole – activités en amont et en aval
- Aéroports – nouvelles constructions
- Environnement
- Eau
- Sécurité

### Jamaïque

- Tourisme – services d'experts-conseils, biens et formation, particulièrement en ce qui a trait au tourisme patrimonial et à l'écotourisme
- Construction – nouveaux quais, agrandissement des ports, complexes aéroportuaires et complexes de boutiques hors taxe
- Exploitation minière – conseils techniques et matériel de production
- Télécommunications et TI – secteurs d'avenir et vaste programme en cours visant à attirer des investissements étrangers
- Agriculture et fabrication – services d'experts-conseils, expertise technique, formation et matériel
- Énergie – plans en cours en vue de la modernisation d'une raffinerie, d'une nouvelle centrale énergétique, de la transformation de gaz naturel liquéfié et de l'exploration pétrolière et gazière
- Énergie renouvelable – nouvelles sources à l'étude; une entreprise du Royaume-Uni participe déjà à un projet de parc éolien d'une valeur de 25 millions de dollars; centrales hydroélectriques et énergie solaire

## El Salvador

- Matériel d'entretien et pièces d'automobile – demande croissante
- Aliments transformés – croissance dans ce secteur marquée par la hausse des dépenses des consommateurs
- Architecture, construction et ingénierie – grands projets d'infrastructures
- Télécommunications – privatisation
- Technologies de l'environnement – respect des lois récentes
- Production d'électricité – privatisation
- Matières plastiques et résines – approvisionnement des industries manufacturières
- Papier et carton – pour les emballages et le papier journal

## Panama

Le Canal ainsi que le secteur bancaire et le secteur tertiaire bien développés du Panama sont les éléments moteurs de son économie. Le secteur tertiaire contribue pour 80 % au PIB. Le pays compte également la deuxième zone franche en importance du monde. Voici les secteurs porteurs de débouchés :

- écotourisme;
- agriculture;
- technologies de l'information;
- télécommunications;
- construction et projets d'infrastructures;
- produits chimiques et pharmaceutiques;
- production, transport et distribution d'électricité;
- fabrication;
- ports et activités maritimes.

## U.S. Trade and Development Agency (USTDA)<sup>82</sup>

Afin d'illustrer l'éventail de débouchés qu'offre l'Amérique latine, voici une liste de quelques projets récents financés par la USTDA en Amérique latine et dans les Caraïbes.

- Brésil : projet de centre informatique dans l'État de Ceara, projet de réutilisation de l'eau de COPASA
- Colombie : conversion en énergie renouvelable au sein de l'aviation civile, renforcement des capacités en matière de télécommunications
- Costa Rica : analyses financières et géotechniques – projet hydroélectrique El Diquis
- République dominicaine : système d'intervention d'urgence
- El Salvador : portail électronique de type « guichet unique » du service des douanes
- Guatemala : système de contrôle du transit douanier
- Haïti : modernisation de l'aéroport de Port-au-Prince
- Honduras : terminal de déchargement de vrac secs à Puerto Cortés
- Nicaragua : loi nationale sur les ports – loi nationale du Nicaragua sur les ports
- Panama : centre de contrôle et de surveillance du secteur maritime et portuaire
- Pérou : gestion intégrée des déchets solides (Lima), système de protection contre les inondations (Lambayeque)
- Uruguay : technologie du charbon épuré (UTE)

---

<sup>82</sup> <http://www.ustda.gov/program/regions/lac/>

## ANNEXE D. SOURCES D'INFORMATION

### 1. Principales sources d'information

La présente section du rapport fait état des principales sources d'information consultées à ce jour qui peuvent contribuer aux recherches futures. Les autres sources sont citées ailleurs dans le corps du rapport.

#### **Latin American Network Information Center (LANIC)**

Le LANIC est une excellente source d'information largement reconnue sur l'Amérique latine. Le LANIC est associé au Lozano Long Institute of Latin American Studies de l'Université du Texas, à Austin. Plus précisément, le LANIC présente des profils détaillés des pays. L'exemple du profil de la Jamaïque est accessible à l'adresse ci-après (en anglais seulement).

<http://lanic.utexas.edu/la/cb/jamaica/>

<http://www1.lanic.utexas.edu/la/region/trade/>

<http://lanic.utexas.edu/>

#### **Business News Americas**

Cette source renferme des profils d'entreprises et des données sur les industries en Amérique latine. Elle est très utile, même pour ceux qui n'y sont pas abonnés. Le site de Business News Americas renferme beaucoup d'information sur les entreprises ainsi qu'une quantité considérable d'études de marchés.

<http://bnamericas.com>

#### **Inter-American Dialogue (dialogue interaméricain)**

L'Inter-American Dialogue est un centre américain de premier plan en ce qui a trait à l'analyse des politiques, aux échanges et aux discussions sur les questions touchant l'hémisphère occidental.

<http://www.thedialogue.org/>

#### **Comparaison de l'engagement du Canada en Amérique latine et en Asie**

Le Conference Board du Canada a prévu une analyse comparative de l'engagement du Canada en Amérique latine et en Asie (2007). Le rapport ne semble pas encore disponible à l'heure actuelle.

<http://www.conferenceboard.ca/ITIC/2007-ITIC-Annual-Report-web.pdf>

#### **Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes (ACCLAC)**

L'ACCLAC facilite les contacts personnels et les échanges d'information entre les personnes engagées dans l'enseignement et la recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes, au Canada et ailleurs, elle favorise l'expansion de l'information et suscite l'intérêt du public pour l'Amérique latine et les Caraïbes partout au Canada, et particulièrement dans les milieux universitaire et collégial, et représente les intérêts professionnels et académiques des latino-américanistes canadiens.

<http://www.can-latam.org/>

#### **Fondation canadienne pour les Amériques**

*Canada in the Americas : The Ebbs and Flows of Assuming a Significant Role*, 2007.

[http://www.focal.ca/pdf/Torres\\_Canada\\_in\\_the\\_Americas\\_chapter.pdf](http://www.focal.ca/pdf/Torres_Canada_in_the_Americas_chapter.pdf)

#### **Présentation d'Exportation et développement Canada**

*Support to Canadian Investment Abroad*, table ronde de la Chambre de commerce Canada-Brésil à Rio de Janeiro, 30 novembre 2007.

[www.ccbc.org.br/download/Fernanda\\_Custodio\\_301107rj.ppt](http://www.ccbc.org.br/download/Fernanda_Custodio_301107rj.ppt)

#### **Présentation de la Banque Scotia**

*Un regard critique sur la négligence et les opportunités en Amérique latine et dans les Caraïbes : Obstacles et opportunités pour les investissements canadiens et le commerce en Amérique latine*, 2006.

<http://www.focal.ca/pdf/PBread.pdf>

### **Bank Information Center, Amérique latine**

Le Bank Information Center s'associe avec la société civile dans les pays en développement et en transition dans le but d'influencer la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales en vue de favoriser la justice sociale et économique et la durabilité écologique.

<http://www.bicusa.org/en/Region.4.aspx>

### **Latin Business Chronicle**

Cette source fournit des renseignements commerciaux sur l'Amérique latine. Il s'agit d'un excellent guichet d'information sur les grandes conférences sur le commerce et l'investissement à venir.

<http://www.latinbusinesschronicle.com/>

### **Perspectives économiques de l'Amérique Latine, 2008**

Rapport de l'OCDE

[http://www.oecd.org/document/40/0,3343,fr\\_2649\\_33973\\_39590389\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/40/0,3343,fr_2649_33973_39590389_1_1_1_1,00.html)

<http://www.oecd.org/dataoecd/0/11/39797645.pdf> (présentation PowerPoint connexe en espagnol)

### **U.S. Bureau of Western Hemisphere Affairs**

<http://www.state.gov/p/wha/>

### **Stratégie visant l'Amérique latine du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande (Latin America Strategy)**

Divers rapports utiles

<http://www.mfat.govt.nz/Foreign-Relations/Latin-America/0-strategy-paper.php>

<http://www.mfat.govt.nz/Foreign-Relations/Latin-America/index.php>

<http://www.nzte.govt.nz/common/files/p4-seminar-oehninger.pdf>

<http://www.nzte.govt.nz/common/files/p4-seminar-walker.pdf>

### **Ministère des Affaires étrangères de l'Australie**

Renseignements détaillés sur la relation commerciale entre l'Australie et l'Amérique latine.

<http://www.dfat.gov.au/coalar/index.html>

### **Stratégie du gouvernement danois visant l'Amérique latine (Latin America Strategy)**

<http://www.um.dk/en/servicemenu/News/NewsArchives2007/ReleaseOfTheGovernmentsNewDanishLatinAmericaStrategy.htm>

### **New Zealand Trade & Enterprise**

New Zealand Trade & Enterprise présente des études de marchés électroniques faciles à consulter sur l'Argentine, le Brésil, le Chili et l'Uruguay. Les données sont à jour et donnent un bon aperçu des marchés. Il est à noter toutefois que les rapports en question sont rédigés du point de vue de la Nouvelle-Zélande.

<http://www.marketnewzealand.com/MNZ/services/14431.aspx>

### **Austrade**

Bonne source pour des études de marchés selon le pays et le secteur.

<http://www.austrade.gov.au/Industry-Country/default.aspx>

### **UK Trade and Investment**

UK Trade and Investment est une source fiable d'information sur les débouchés commerciaux à l'échelle internationale.

[https://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/appmanager/ukti/countries?\\_nfls=false&\\_nfpb=true&\\_pageLabel=countries\\_landing](https://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/appmanager/ukti/countries?_nfls=false&_nfpb=true&_pageLabel=countries_landing)

### **U.S. Department of Commerce**

Le site Web Strategis d'Industrie Canada donne accès à un vaste éventail d'études de marchés internationales du U.S. Department of Commerce à l'adresse suivante :

<http://www.ic.gc.ca/epic/site/imr-ri2.nsf/fr/gr-01000f.html>.

Les rapports « International Market Insights » du U.S. Department of Commerce sont accessibles depuis le site Strategis. La deuxième adresse citée présente l'exemple du Chili.

<http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/imr-ri2.nsf/en/gr00002e.html>

<http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/imr-ri2.nsf/en/gr-01718e.html>

Market of the Month (U.S. Department of Commerce). Cette nouvelle série récente de rapports intéressants comprend des études sur le Chili, la Colombie et le Pérou. Ces rapports renferment notamment des renseignements utiles sur des débouchés particuliers. Copier et coller des adresses de sites Web du U.S. Department of Commerce s'avère une tâche souvent infructueuse. Toutefois, en faisant des recherches, on parvient à trouver les rapports en question.

[http://www.export.gov/articles/mom\\_colombia\\_link1.asp](http://www.export.gov/articles/mom_colombia_link1.asp)

Série « Doing Business in... » du U.S. Department of Commerce. L'exemple cité est celui des Caraïbes.

<http://www.buyusa.gov/caribbean/en/>

### **Banques multilatérales de développement**

Parmi les sources précieuses d'information mentionnons les sites de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque nord-américaine de développement, de la Banque de développement des Caraïbes ainsi que ceux des organismes de financement régionaux comme la Société andine de développement.

### **Banque interaméricaine de développement**

Département de recherche : macroéconomie

[http://www.iadb.org/res/pub\\_list.cfm?pub\\_type\\_id=MAC&language=En](http://www.iadb.org/res/pub_list.cfm?pub_type_id=MAC&language=En)

### **Études de marchés du gouvernement de l'Alberta**

Le gouvernement de l'Alberta affiche en ligne des profils de développement de marchés internationaux sur l'Argentine, le Brésil, le Chili, Cuba et le Venezuela.

<http://www.alberta-canada.com/export/internationalMarketProfiles/index.cfm>

### **Études de marchés du gouvernement du Manitoba**

Le gouvernement du Manitoba présente des guides d'information électroniques comprenant des études de marchés sur le Brésil, l'Argentine, le Chili, Cuba et plusieurs pays de l'Amérique centrale.

<http://www.gov.mb.ca/trade/country/lac/index.html>

### **Direction du commerce international du gouvernement de l'Ontario**

Le site Web du gouvernement ontarien affiche des renseignements sur les débouchés extérieurs dans divers marchés.

[http://www.ontarioexportsinc.com/oei/redirect\\_french.jsp?page=French/Target\\_Your\\_Market/Finger\\_Tip\\_World.html](http://www.ontarioexportsinc.com/oei/redirect_french.jsp?page=French/Target_Your_Market/Finger_Tip_World.html)

### **Études de marchés de DEC-Q**

À une certaine époque, DEC-Q a réalisé des études de marchés pour l'industrie québécoise. Plusieurs études sur la région de l'ALC ont été entreprises.

<http://web.archive.org/web/20030821114941/www.dec->

[ced.gc.ca/asp/Publications/doc\\_domaine\\_activites.asp?LANG=FR&FICHIER\\_RETOUR=doc\\_domaine\\_activites.asp](http://ced.gc.ca/asp/Publications/doc_domaine_activites.asp?LANG=FR&FICHIER_RETOUR=doc_domaine_activites.asp) - 107

### **World Bank Foreign Direct Investment**

Source d'information sur l'IDE et les occasions d'IDE.

<http://www.fdi.net/>

### **Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Nations Unies**

*Latin America and the Caribbean, Projections 2006-2007*. Il s'agit d'une bonne source de données macroéconomiques, qui comprend des présentations indiquant une forte croissance du PIB dans les pays de l'ALC entre 2004 et 2007.

<http://www.eclac.org/estadisticas/default.asp?idioma=IN>

### **Alliance canadienne des technologies avancées**

Fait peut-être révélateur de l'intérêt grandissant à l'égard des marchés de haute technologie en Amérique latine, un guide sur le développement des marchés en Amérique latine a été publié en 2006. Ce guide a été rédigé pour répondre aux besoins des entreprises qui font des affaires ou prévoient accroître leurs activités en Amérique latine, les besoins ayant été évalués par CATA par la voie d'un sondage.

[http://www.cata.ca/Media\\_and\\_Events/Press\\_Releases/cata\\_pr09210601.html](http://www.cata.ca/Media_and_Events/Press_Releases/cata_pr09210601.html)

### **Corridors virtuels d'affaires : nouvelle passerelle vers les industries de haute technologie en Amérique latine**

Diverses entreprises en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay ont maintenant accès à des inforoutes électroniques spécialisées – les Corridors virtuels d'affaires ou Virtual Business Corridors (VBC, d'après leur sigle anglais) – qui mènent directement à d'autres entreprises, en Amérique latine aussi bien qu'au Canada. Créés avec le soutien financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), ces nouveaux corridors électroniques résultent d'une collaboration entre des associations de gens d'affaires en Amérique latine et la CATA Alliance, qui gère ces corridors électroniques. Le projet a pour but d'aider les industries d'Amérique latine à améliorer leurs communications d'affaires, à accroître leur niveau de recherche et développement en collaboration et à promouvoir les alliances et partenariats stratégiques.

[http://www.idrc.ca/fr/ev-5555-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.idrc.ca/fr/ev-5555-201-1-DO_TOPIC.html)

### **Scientific Collaboration between Canada and Developing Countries (la collaboration scientifique entre le Canada et les pays en voie de développement)**

(préparé à l'intention du Bureau du conseiller national des sciences) mars 2005

[www.science-metrix.com/pdf/SM\\_2005\\_002\\_CNS\\_Collaboration\\_Canada-Developing\\_Countries.pdf](http://www.science-metrix.com/pdf/SM_2005_002_CNS_Collaboration_Canada-Developing_Countries.pdf)

### **Ranking National Innovative Capacity**

[www.kellogg.northwestern.edu/.../sstern/htm/NEWresearchpage/Publications/Porter%20Stern%20GCR%20003.pdf](http://www.kellogg.northwestern.edu/.../sstern/htm/NEWresearchpage/Publications/Porter%20Stern%20GCR%20003.pdf)

### **Chile's Competitiveness: Where Does the Country Stand?**

[www.isc.hbs.edu/pdf/Chile\\_CAON\\_2005.06.24.pdf](http://www.isc.hbs.edu/pdf/Chile_CAON_2005.06.24.pdf)

### **Fraser Institute Annual Survey of Mining Companies 2006/2007 (sondage 2006-2007 de l'Institut Fraser auprès des sociétés minières)**

Ce rapport digne de foi est une bonne source d'information sur la façon dont la richesse en minéraux et les politiques gouvernementales comme les impôts et la réglementation influent sur les investissements en matière d'exploration.

[http://www.fraserinstitute.org/COMMERCE.WEB/product\\_files/Mining06rv2.pdf](http://www.fraserinstitute.org/COMMERCE.WEB/product_files/Mining06rv2.pdf)

### **Agriculture et Agroalimentaire Canada**

Le ministère fournit des renseignements détaillés sur les marchés de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'adresse suivante : <http://atn-riae.agr.ca/info/lac-f.htm>.

## **Performance du Canada en matière de commerce et d'investissement en Amérique latine**

Il s'agit d'un ancien rapport d'Industrie Canada.

[http://www.ic.gc.ca/epic/site/eas-aes.nsf/vwapj/tim2000f.pdf/\\$FILE/tim2000f.pdf](http://www.ic.gc.ca/epic/site/eas-aes.nsf/vwapj/tim2000f.pdf/$FILE/tim2000f.pdf)

## **Affaires étrangères et Commerce international Canada**

Le MAECI compte plusieurs sources d'information précieuses sur l'Amérique latine. En voici deux qui sont particulièrement pertinentes dans le cadre de la présente étude.

[www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)

[www.infoexport.gc.ca](http://www.infoexport.gc.ca)

### **Resserrer les liens avec les Amériques par le commerce et l'investissement**

Le 22 février 2008, Vancouver, Colombie-Britannique

Notes pour une allocution de l'honorable David Emerson, ministre du Commerce international, au déjeuner de l'engagement pour l'Amérique latine tenu sous les auspices de la Section de la Colombie-Britannique du Conseil canadien pour les Amériques

- Extrait digne d'intérêt : « Pour aider nos entreprises et nos investisseurs à faire de bonnes affaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous nous efforçons à déployer un plus grand nombre de délégués commerciaux sur le terrain. »
- Un sommaire de cette présentation, préparé par le CCA-BC, est accessible. L'adresse où trouver la présentation en entier est la suivante :

[http://w01.international.gc.ca/MinPub/Publication.aspx?isRedirect=True&Language=F&publication\\_id=385883&docnumber=2008/3](http://w01.international.gc.ca/MinPub/Publication.aspx?isRedirect=True&Language=F&publication_id=385883&docnumber=2008/3).

### **Plan de développement du marché au Brésil, octobre 2007**

<http://infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=76231>

### **Profils économiques du MAECI, par pays**

L'exemple ci-après est le profil économique du Pérou.

<http://infoexport.gc.ca/ie-fr/DisplayDocument.jsp?did=61750>

### **Études de marchés du MAECI**

<http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/IndustrySector.jsp>

### **Information sur les pays et les régions – L'Amérique latine et les Caraïbes**

[http://geo.international.gc.ca/cip-pic/geo/lac-alc-fr.aspx?lang\\_update=1](http://geo.international.gc.ca/cip-pic/geo/lac-alc-fr.aspx?lang_update=1)

### **Notes pour une allocution de l'honorable Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international, à l'occasion de la conférence sur les questions énergétiques en Amérique latine « Intensifier nos relations commerciales avec l'Amérique latine : défis et possibilités », Calgary (Alberta), le 10 octobre 2002**

(source moins récente mais particulièrement pertinente en ce qui concerne l'Ouest canadien)

- « Les pays d'Amérique latine régulièrement ciblés par le Canada sont le Brésil, le Mexique et le Venezuela, dont les ressources pétrolières sont considérables. »
- « L'industrie canadienne des services liés à l'énergie est concurrentielle [...]. Le secteur pétrolier et gazier demeure très prometteur dans les Amériques. »

[http://w01.international.gc.ca/minpub/Publication.aspx?isRedirect=True&publication\\_id=379941&Language=F&docnumber=2002/S.O](http://w01.international.gc.ca/minpub/Publication.aspx?isRedirect=True&publication_id=379941&Language=F&docnumber=2002/S.O)

### **Notes pour une allocution du ministre des Affaires étrangères, l'honorable Peter Mackay, « Élargir les relations commerciales et étrangères dans les Amériques : le Canada joue un rôle important », Toronto, le 25 mai 2007**

- « L'Amérique latine se transforme. Elle devient plus prospère, plus compétitive et plus novatrice, et même plus audacieuse sous certains aspects. Or, le Canada doit participer à ce processus de changement. »
- « Aujourd'hui, que ce soit dans l'exploitation minière, la production d'électricité, l'éducation et les services financiers, le pétrole et le gaz ou les télécommunications, les Canadiens et les entreprises canadiennes sont présents pour investir dans des économies en plein essor. »
- « Le Canada continue de contribuer, en tant que partenaire, à divers projets de développement axés sur l'éducation et l'aide partout dans cette région. »
- « Le Canada est devenu le deuxième investisseur en importance en Amérique latine, dépassant l'Espagne à cet égard. »

[http://w01.international.gc.ca/MinPub/Publication.aspx?isRedirect=True&publication\\_id=385183&Language=F&docnumber=2007/22](http://w01.international.gc.ca/MinPub/Publication.aspx?isRedirect=True&publication_id=385183&Language=F&docnumber=2007/22)

### **Septième rapport annuel sur le commerce international du Canada, Le point sur le commerce, 2007**

<http://www.international.gc.ca/economist-economiste/performance/state-point/2007.aspx?lang=fra&redirect=true>

### **Programme en matière de S-T d'Affaires étrangères et Commerce international**

<http://www.infoexport.gc.ca/ie-fr/sciences/indexe.jsp>

### **Bureau de l'économiste en chef, MAECI**

<http://www.international.gc.ca/economist-economiste/index.aspx?lang=fra&redirect=true>

### **Sites de nouvelles du MAECI sur les pays**

Le gouvernement du Canada présente des sites Web dont l'adresse est construite selon le format suivant :

[www.nomdupays.gc.ca](http://www.nomdupays.gc.ca) (par exemple [www.perou.gc.ca](http://www.perou.gc.ca)).

## **2. Associations commerciales bilatérales**

### **Cámara de Comercio Chile - Canadá**

(en espagnol seulement)

<http://www.chile-canada-chamber.cl/new/index.htm>

### **Cámara de Comercio Venezolano Canadiense**

(en espagnol seulement)

<http://www.cancham.com.ve/>

### **Cámara de Comercio Canadá - Perú**

(en espagnol seulement)

<http://www.canadaperu.org/>

### **Cámara de Comercio Ecuatoriano Canadiense**

(en espagnol seulement)

<http://www.ecuchamber.org/>

### **Chambre de commerce Canada-Guatemala**

(en espagnol seulement)

[http://www.canchamguate.com/portal/index.php?option=com\\_content&task=view&id=16&Itemid=39](http://www.canchamguate.com/portal/index.php?option=com_content&task=view&id=16&Itemid=39)

### **Chambre de commerce Canada-El Salvador**

<http://www.canadaelsalvador.org/>

**Chambre de commerce Canada-Colombie**

<http://www.cccc.com.co/>

**Federation of Andean/Canadian Bilateral Trade Associations (fédération des associations commerciales bilatérales Canada-pays andins)**

<http://www.cccc.com.co/docs/sociopromocion-eng.pdf>

**Chambre de commerce Canada-Brésil**

<http://www.cccanada.com/bccc/>

**Câmara de Comércio Brasil-Canadá**

<http://www.ccbc.org.br/ingles/default.asp>

Le site Web de l'association commerciale Canada-Brésil comprend une liste de membres.

**3. Lectures intéressantes**

**Deux articles de l'Université Wharton**

*Latin America: Once a Money Pit, Now a Profitable Investment*

<http://www.wharton.universia.net/index.cfm?fa=viewArticle&id=1193&language=english&specialId=>

*'Trans-Latin' Corporations: The New Conquistadors of America*

<http://www.wharton.universia.net/index.cfm?fa=viewArticle&id=1406&language=english>

**The Forgotten Partners: Canadian Private Sector Involvement in Latin America**

Rapport d'une étudiante à la maîtrise en administration datant de 2002 environ (rapport intéressant d'un point de vue contextuel).

<http://cibs.management.dal.ca/Files/pdf's/DP-188.pdf>

**Strategic Plan for International Activities to 2010 of the Australian Academy of Technological Sciences and Engineering**

Rapport sur des approches stratégiques en Australie en ce qui a trait aux activités internationales dans les domaines des sciences et du génie potentiellement utile pour ce qui est du développement international des groupes d'innovation de l'Ouest canadien.

[www.atse.org.au/uploads/stratplan2010.pdf](http://www.atse.org.au/uploads/stratplan2010.pdf)

**Review of the Literature: Causal links between innovation and international trade and investment (avril 2006)**

Étude du Royaume-Uni qui traite de la manière dont le commerce et les investissements internationaux influent respectivement sur le rendement national en matière d'innovation, y compris la recherche et le développement, et vice-versa, ainsi que de la mesure dans laquelle ces facteurs ont une influence.

<https://www.uktradeinvest.gov.uk/ukti/fileDownload/2006LitReviewreport.pdf?cid=407746>

**Gringos from the Far North. Essays in the History of Canadian-Latin American Relations 1866-1968**

J. C. M. Ogelsby. Maclean-Hunter Press, 1976.

## **ANNEXE E. EXPERTS CONSULTÉS**

### **Noms des principaux experts**

De nombreux experts de l'Ouest canadien et d'Ottawa qui connaissent bien le domaine du développement commercial international ont été consultés. Dans la liste qui suit, les noms des personnes rencontrées personnellement sont marqués d'un astérisque. Les noms sont regroupés dans le cas de rencontres communes. Pour ce qui est des nombreux autres entretiens par téléphone, les noms des personnes consultées apparaissent en caractères normaux. Les noms des autres interlocuteurs avec qui on n'a eu qu'une brève conversation téléphonique ne figurent pas dans la liste ci-après. La contribution des experts cités a été d'une aide précieuse dans le cadre de la présente étude de recherche.

### **Comité directeur, DEO**

Dayna Boutang\*  
Harold Deck\*  
Tyson Purcha\*  
Karla Radomsky\*

### **DEO, régions**

Brent Depape\*  
Mark Nicholson\*  
Tom Kerkhoven  
Kraig Short\*

### **Municipal**

- Greg Dandewich\*, directeur du développement économique, Destination Winnipeg Inc.
- Kent McMullin, Economic Development Edmonton
- Denean Tomlin, Calgary Economic Development

### **Provincial**

- Alberto Velasco\*, Développement de l'entreprise, Mexique et Chili, Compétitivité, Formation professionnelle et Commerce Manitoba
- Jennifer Evancio\*, directrice, Saskatchewan Trade and Export Partnership
- Rob Ziola\*, directeur, Saskatchewan Trade and Export Partnership
- Benigno Rojas-Moreno\*, agent principal de commerce (Énergie); Fabricio Lima\*, Timothy Beals\*, IIAR, Alberta
- Heli Carswell\*, directrice commerciale principale, Advanced Industries, Economic Development, Alberta
- Rockford Lang\*, directeur commercial, IIAR, Alberta
- Mike Carter\*, SMA; Laurence Lemay\*, Marketing, Investment and Trade, B.C. Ministry of Economic Development

### **MAECI, régions**

- Suzanne Cormie\*, déléguée commerciale principale, Manitoba
- Mona Taylor\*, déléguée commerciale principale, Saskatchewan
- Michael Wilmot\*, délégué commercial, Alberta
- Wayne Robson\*, directeur et délégué commercial principal, Colombie-Britannique
- Reid Henry\*, directeur et délégué commercial principal, Prairies

### **MAECI, Ottawa**

- Alex Bugailiskis\*, SMA, Secrétariat de la Stratégie pour les Amériques, MAECI (brève rencontre)
- Pat Langan-Torell\*, directrice, Relations commerciales avec l'Amérique latine et les Antilles, MAECI

- Roman Hruby\*, Donald Mackay\*, Secrétariat de la Stratégie pour les Amériques, MAECI
- Rene Wassill\*, directeur adjoint, Division des sciences et de la technologie, MAECI
- Richard Cameron\*, coordonnateur principal de la recherche; David Boileau\*, Bureau de l'économiste en chef, MAECI

#### **Autres ministères fédéraux**

- Susan McCoy\*, directrice générale, Direction générale des Amériques, ACDI
- Emilee Pedruchny\*, directrice, Renseignements et analyses sectoriels, Industrie Canada
- Melanie Cullins\*, directrice, Bureau des relations internationales, CNRC
- Federico Burone, directeur, Amérique latine et Caraïbes, CRDI, Montevideo, Uruguay
- Karine Morin\*, conseillère principale, Secteur des sciences de la terre, RNCAN
- Robert Jones\*, directeur, Industrie et commerce, Service canadien des forêts, RNCAN
- Kim Stirling\*, Direction de la politique des minéraux, des métaux et des matériaux, RNCAN
- Drew Leyburne\*, Geoff Murphy\*, Michael Wiggin\*, CANMET, RNCAN
- Mike Ellerbeck\*, chef de projet, RNCAN, Vancouver
- Peter Cameron\*, directeur, Division des finances internationales et de la politique du développement, ministère des Finances
- Bruce Mitchell\*, chef, Statistique environnementale, Statistique Canada
- Sonia Vieira\*, agente de développement des marchés internationaux, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Ottawa
- Michele Kuxhaus\*, agente principale de commerce et de marché, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Saskatoon
- Doug Kinsey\*, directeur exécutif adjoint, Industrie Canada, Colombie-Britannique

#### **Groupes d'innovation**

- Curtis Rempel\*, directeur de la recherche et du développement, Richardson Centre for Functional Foods and Nutraceuticals
- Vic Gerden\*, Manitoba Aerospace
- Paul Wiebe, directeur, Développement commercial, Institut du biodiagnostic du CNRC
- Malcolm Wilson\*, directeur, Office of Energy and Environment, Université de Regina
- Richard Belzil\*, Ivan Sierralta\*, Calgary Technologies Inc. (Wireless)
- David Antoniuk\*, directeur, Business Development, TRILabs
- Yoga Yogendran\*, directeur, Déploiement et commercialisation de la technologie, Institut d'innovation en piles à combustible du CNRC
- Tim Walzak\* et Chris Edley\*, Camosun College (océanologie)
- Gabe Kalmar\*, directeur administratif, Opérations, Genome BC
- (plusieurs autres communications téléphoniques mentionnées dans le corps du présent rapport)

#### **Secteur privé** (Compte tenu du cadre de référence, les consultations auprès du secteur privé ont été limitées.)

- Paul Drager, associé, Macleod Dixon
- Bob Blackburn\*, vice-président principal, SNC-Lavalin (brève rencontre)
- Jim Fernandez\*, président-directeur général, FY International
- David Fissel\*, président, ASL Environmental Sciences Inc.
- Harry Weiler\*, AXYS Technologies
- Mark Mensing\*, président-directeur général, Canada Export Centre

#### **Milieu universitaire**

- Ian Bailey\*, directeur, Industry Liaison Office, Université de Regina
- Bob Schad\*, directeur par intérim, Office of International Cooperation and Development, Université de Regina

- David Harvey\*, directeur, Business Development, Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology
- Barry Carin, Centre for Global Studies, Université de Victoria
- Elizabeth Montes Garces, Université de Calgary

#### **Exportation et développement Canada/Northstar Financement du Commerce International/ Corporation commerciale canadienne**

- Robert Forbes\*, vice-président du Groupe du développement des affaires – Marchés internationaux, Johane Seguin\*, Geoff Stone\*, Veronica Lares\*, Nadia Avila Lopez\*, Exportation et développement Canada
- Linda Niro\*, vice-présidente régionale pour l'Ouest canadien, EDC
- Scott Shepherd\*, président-directeur général, et Miguel Lutz\*, Northstar Financement du Commerce International
- Tom DeWolf\*, directeur, Développement du commerce, et Norm Weir\*, Corporation commerciale canadienne

#### **Associations**

- Eric Kirschner\*, directeur, Marketing, CCA-BC
- Andre Nudelman, président, CCA-BC
- Werner Knittel\*, vice-président, MEC, C.-B.
- Brian McCready\*, vice-président, MEC, Alberta

#### **Autres**

- Fabiola Galaz\*, représentante, CORFO Canada, Invest Chile
- Marlene Roy\*, coordonnatrice des ressources d'information, Institut international du développement durable
- Vinita Watson, directrice générale pour le Canada, Banque interaméricaine de développement
- Abraham Fox\*, Département du Financement Structure et Corporatif, Banque interaméricaine de développement

#### **Participation à des séminaires**

Les démarches de prise de contact avec les consultants comprenaient la participation à des séminaires du Conseil canadien pour les Amériques à Vancouver et à Calgary ainsi qu'à un séminaire en ligne du U.S Department of Commerce portant sur la Banque interaméricaine de développement et à un séminaire de Commerce et Investissement Manitoba intitulé « Chile: key mining partner in Latin America » (Le Chili, un important partenaire latino-américain dans le secteur minier).

**Sous-traitants :** Les deux sous-traitants ont également organisé des réunions participatives, plus particulièrement avec les membres de la haute direction du MAECI.